

Silence

CONTRE "CENTER PARCS" ET SON MONDE



écologie • alternatives • non-violence

3 QUESTIONS À...

Nicole Delépine, oncologue,
Gérard Delépine, chirurgien

Pourquoi le dépistage du cancer du sein par mammographie n'est-il pas conseillé ?

Il nuit aux femmes, n'améliore pas l'espérance de vie, expose aux traitements inutiles. Le dépistage ne sauve pas de vies dans les pays riches où les traitements guérissent plus de 90 % des cancers du sein. La meilleure étude, prospective a été publiée en 2014. Débutée en 1980, elle porte sur 89 835 femmes de 40 à 59 ans, tirées au sort. Le premier groupe bénéficiait d'un examen clinique initial par professionnel et apprentissage de l'auto-examen répété chaque année. Dans l'autre, s'ajoutait une mammographie annuelle. 666 cancers furent diagnostiqués durant la période d'étude dans le groupe mammographie, 524 dans le groupe clinique et sur l'ensemble des décès liés à ces cancers, 180 chez les 44 925 dépistées contre 171 (5% de moins) chez les 44 910 suivies cliniquement. Le dépistage organisé n'a pas permis de diminuer la mortalité spécifique. On constate davantage de décès, toutes causes confondues, dans le groupe dépistage (4789) que dans le groupe clinique (4688). Cette étude confirme la littérature internationale : le dépistage n'améliore pas l'espérance de vie.

Il augmente le risque d'amputation du sein. Une communication à Marseille, en 2011, a montré que depuis la généralisation du dépistage, le nombre d'ablations du sein a augmenté en France (18 627 en 2009 contre 17 916 en 2005). Idem dans les autres pays occidentaux : USA, Irlande, Grande-Bretagne. L'échec du dépistage est lié au surdiagnostic et au surtraitement. La mammographie dépiste de petites lésions dont beaucoup n'auraient jamais évolué : c'est le surdiagnostic (10 à 40% des cas dépistés). Elles sont traitées inutilement. Ces surtraitements sont aussi dangereux : séquelles esthétiques, fonctionnelles, psychologiques, chirurgicales, gros bras, sclérose cutanée, atteinte neurologique, cardiaque, cancers secondaires post radiothérapie, cancers utérins, embolie pulmonaire post hormonothérapie. Ces complications parfois tardives expliquent probablement la surmortalité globale chez les dépistées. Mais chaque surdiagnostic est perçu comme un succès ! La patiente persuadée d'être guérie a survécu à des traitements inutiles dont elle conservera les séquelles à vie.

Quels sont les enjeux financiers en cours ?

Le dépistage fait bien vivre ses acteurs. Coût annuel officiel : 250 millions d'euros (coût des mammographies). Si on comptabilise les actes associés : prime médicale, répétition de mammographies, échographies, IRM, biopsies, mammectomies, reconstructions, consultations multiples : cancérologie, anatomopathologie, biologie, psychologie, kinésithérapie, tests, traitements, etc. Marché soutenu par agences de publicité, associations subventionnées, bureaucrates. Le coût réel est proche de deux milliards d'euros annuels !

Le *surdagnostic* profite directement à l'industrie. Les anticancéreux sont au premier rang du chiffre d'affaires par pathologie : plus de 600 nouvelles molécules destinées au cancer contre 145 au cardio-vasculaire. Leurs prix non négociés sont plus chers que l'or, sans aucun gain réel de guérison. Cette

manne financière justifie une propagande effrénée souvent mensongère par des acteurs aux liens d'intérêts avec big pharma. Ne vaudrait-il pas mieux rembourser soins dentaires, lunettes, appareils auditifs, etc. ? La peur du cancer bien orchestrée a créé le business. Léa Poo dans son film "L'industrie du ruban rose" montre la naissance du ruban rose initié par le magazine *Self* et la firme de cosmétiques E.Lauder en 1992. "Les millions pleuvent (9 milliards de dollars amassés par la fondation Susan G. Komen for the Cure depuis 1982)". Personne ne sait où va l'argent. En 2010, aux USA, Yoplait avait émis un plafond de dons de 80 000 \$. Au-delà, les fonds amassés étaient versés aux actionnaires. (*Elle Québec*, fév 12). Le site officiel de Yoplait indique : "1,6 millions de dollars ont été récoltés en 2010". Les consommatrices pensant donner à la recherche ont enrichi les actionnaires de Yoplait.

Que conseiller en prévention du cancer du sein ?

La surveillance clinique régulière par auto palpation et par le gynécologue (couplée avec le dépistage par frottis contre le cancer du col) paraît raisonnable. Le dépistage génétique de principe est à proscrire, ne fait qu'angoisser les femmes, les pousse à des

traitements parfois extrêmes dont aucun n'a prouvé son efficacité, mais qui gâchent la vie. Les facteurs environnementaux comme les pesticides sont à éviter ainsi que les perturbateurs endocriniens des produits de beauté et de nettoyage.

• Pour aller plus loin : www.nicoledelapine.fr

LA POUPÉE BARBIE SE MODERNISE

ALORS...? ELLE TE PLAIT TA "BARBIE MIGRANTE" ?



LASSERPE.

OUVERTURE DU PROCÈS DE JÉRÔME CAHUZAC

LA PAROLE EST À LA DÉFENSE... MAÎTRE GEPETTO, ON VOUS ÉCOUTE...



LASSERPE.

CAHAIS : LA MOITIÉ DE LA JUNGLE DOÎT DISPARAÎTRE

BAGUETTE MAGIQUE

ABRACADABRA...



LASSERPE.

LES DÉÇUS DE LA GAUCHE

POUR LA PRIMAIRE À GAUCHE, J'AI VOTÉ HOUANDE, POUR LES PRÉSIDENTIELLES, J'AI VOTÉ HOUANDE...

TU SERAIS PAS UN ÉLÉCTEUR DE DROITE REFOUË, TOI...?



LASSERPE.

■ DOSSIER

**COOPÉRATIVES,
QUESTION DE TAILLE****5 Les coopératives perdent-elles
leur âme en grossissant ?**

En grossissant, les coopératives alternatives sont-elles condamnées à rentrer dans le rang ou peuvent-elles trouver comment grossir autrement ?

**6 "Ce qui prime, ce n'est pas la taille,
c'est l'animation de la vie coopérative"**

Professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), Jean-François Draperi est spécialiste de l'histoire des coopératives et du monde coopératif en général.

**10 A la Nef, cinq personnes à temps
plein sur la vie coopérative**

La Nef compte aujourd'hui 37 000 sociétaires et 80 salariés. Une taille qui nécessite une animation spécifique de la vie coopérative. Ils sont cinq à ne faire que ça.

12 Essaimer plutôt que grossir

Quand on demande à Ambiance Bois (25 salariés) ce que veut dire pour elle un changement d'échelle, la réponse se résume dans un mot : essaimage. Témoignage de Remy Cholat, l'un des coopérateurs de l'entreprise.

**14 Ardelaine : "La bonne taille, c'est
quand les pieds touchent par terre"**

La taille d'une coopérative est une vraie question, mais on peut difficilement en parler sans l'associer à la temporalité. Avoir les pieds sur terre, c'est aussi rester ancré sur son projet et garder ses racines vivantes.

15 Obstacles, contraintes et initiatives

La question de la croissance des structures alternatives ne peut pas se penser en dehors d'un contexte plus général. Celui-ci impose des contraintes que des structures arrivent ou non à contourner.

■ CHRONIQUES

17 Écologie pratique : Jardiner au naturel**18 Bonnes nouvelles de la Terre :**

A Roybon, la ZAD oubliée retrouve l'esprit de la forêt

19 100 dates féministes pour aujourd'hui :

5 octobre 1975 : marche des femmes à Hendaye contre le franquisme

20 En direct de nos colonies :

Burkina Faso : la fin du coton Bt mais pas des OGM ?

22 Catastrophe de Fukushima :

Le vrai coût du nucléaire : une affaire d'Etat

26 Nucléaire ça boum ! : Dijon et ses bombes

■ ARTICLES

30 Accueillir des étrangers malades

Le récit des pratiques médicales d'accueil des étrangers malades dans le Bas-Rhin interroge à la fois les conditions de l'engagement des médecins et le double langage des institutions publiques.

**33 Mais que font les volontaires de paix
dans les zones de conflits ?**

Voici un exemple très concret de l'action de l'organisation Non-Violent Peaceforce engagée depuis 2010 au Soudan du Sud où les terribles conflits continuent malgré l' "accord de paix" d'août 2015.

**34 Améliorer le stockage
de notre électricité renouvelable**

Un des principaux arguments ressassés régulièrement, remettant en cause le développement massif de l'éolien et du photovoltaïque pour arriver à 100 % d'électricité renouvelable, c'est que leur production est intermittente, et pas en phase avec les besoins.

36 Contre Center Parcs et son monde

Cela fait plus d'un an que le chantier du Center Parcs de Roybon (Isère) est interrompu par une occupation et des recours devant le tribunal administratif. Ce mouvement tente de préserver cet endroit de la prédation capitaliste. En 2016, un jugement du tribunal administratif de Lyon sera décisif pour la suite du conflit.

**38 En Grèce, une structure autogérée
au secours des réfugiés**

Devant l'afflux incessant de réfugiés sur l'île grecque de Lesbos, un groupe de citoyens a décidé d'occuper un parc public afin de les y accueillir décemment. Les autorités locales ne proposant rien face aux dizaines de bateaux quotidiens, elles tolèrent le camp autogéré de Platanos. Un seul objectif : venir en aide aux réfugiés.

40 Déradicalisation à gogo(s)

Chaque journal, magazine, revue, télé et radio y va de son petit couplet sur la nécessaire "déradicalisation" des jeunes Français partis ou tentés de partir se battre avec les jihadistes de Daech. Participons à cet effort national !

48 Réquisition citoyenne de chaises

Les membres de la campagne Action Non-Violente COP21 ont décidé de réquisitionner des chaises de banques françaises impliquées dans l'évasion fiscale pour leur demander de restituer en échange les biens volés à la société. 243 chaises ont ainsi été réquisitionnées dans 39 banques lors d'actions non-violentes et à visage découvert en 2015.

■ BRÈVES

16 Alternatives • 19 Femmes, hommes, etc.

20 Nord/Sud • 20 Société • 21 Politique

22 Nucléaire • 23 Énergies • 24 Environnement

24 OGM • 25 Climat • 25 Santé • 26 Paix

27 Agenda • 29 Annonces • 41 Courrier

42 Livres • 46 Quoi de neuf ?

Prochain dossier :

**Extraction minière,
ni ici ni ailleurs**



Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **2 mars 2016** - Éditeur : Association Silence - N° de commission paritaire : 0920 D 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - Date de parution : 1^{er} trimestre 2016 - Tirage : 4900 ex. - Administrateurs : Pascal Antonanzas, Eric Cazin, Myriam Cognard-Dechavanne, Monique Douillet, Danièle Gonzalez, Justine Lamonerie - Directrice de publication : Monique Douillet - Comité de rédaction : Michel Bernard, Monique Douillet, Guillaume Gamblin, Gaëlle Ronsin, Anaïs Zuccari - Pilotes de rubriques : Christian Araud, Cécile Baudet, Rebecca Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Natacha Gondran, Emilienne Grossemy, René Hamm, Divi Kerneis, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, MickoMix, Annie Le Fur, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Marcel Robert, Pinar Sele, Xavier Sérédine, Francis Vergier - Maquette : Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - Dessins : Lasserpe, Yakana - Correcteurs : Andrée Battagliéri, Bernadette Bidaut, Bernard Capelier, Monique Douillet, Emmanuelle Pingault, Françoise Weité - Photographes : Arketype Studio Architectes, Marie Clem's, Fabrice Coffrini, Rafael Trapet - Et pour ce n° : Gaspard d'Allens, Béatrice Barras, Elisabeth Berger, Isabelle Cambourakis, Remy Cholat, Gwenvael Delanoë, Rémy Desmitt, Georges Yoram Federmann, Jean-Louis Gaby, Générations Futures, Dominique Lalanne, Michel Lulek, François Marchand, Pascal Martin, Thomas Noiro, François Veillerette - Couverture : Jean-Robert Dantou / Picturetank - Internet : Damien Bouveret, Xavier Sérédine - Développement supports informatiques : Christophe Geiser (e-smile.org) - Archives : Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.

Association Silence

9, rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Dépositaires, stands et gestion :** Olivier Chamarande : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Rédaction :** Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9000 1221 0257 7250 335
Code BIC : CCOPFRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre, Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur – Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39, IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB



Atelier vélo fonctionnant en coopérative



Heliocorbeil : une papeterie reprise en coopérative



Ardelaine, production de la brebis aux pulls



Assemblée d'une coopérative de production de légumes à Freiburg

ÉDITORIAL

Grossir ensemble ?

A chaque printemps, les couvertures des magazines se couvrent de conseils pour ne pas grossir...

Ne pas grossir est une question qui peut aussi concerner les structures alternatives, associations, coopératives...

Pour tout groupe, le "vivre-ensemble" interpelle sur cette question : peut-on grossir sans limites ? Sans perdre son âme ? Sans être obligé de passer par des fonctionnements centralisateurs qui impliquent des prises de pouvoir parfois irréversibles ?

Pour le dossier qui suit, nous avons enquêté auprès de coopératives qui affichent des valeurs alternatives et ont connu une croissance régulière dans le temps.

Si, pour elles, la question de la taille n'est pas une finalité, elles ont conscience que cela joue sur les rapports entre les quatre types de membres impliqués dans une coopérative : les salariés, les dirigeants (salariés qui apparaissent précisément dès qu'une structure a une certaine taille), les coopérateurs (qui peuvent inclure ou non les salariés), les administrateurs (représentants des coopérateurs, non salariés).

Le milieu des entrepreneurs affirme souvent qu'une entreprise qui n'est pas en croissance est une entreprise qui périclité. Est-ce une réalité ?

Qu'elle soit voulue ou non, la question d'une "croissance sans limite" — au centre de la critique dans le débat sur la décroissance — se pose aussi pour les structures qui mettent en œuvre des modèles alternatifs au productivisme destructeur actuellement en expansion.

Ce dossier ne fait qu'entrouvrir un débat que chacun-e, dans ses activités associatives et/ou salariées, peut poursuivre. Silence est prêt à débattre avec ceux et celles qui auraient expérimenté des méthodes pour, justement, se fixer des limites.

Michel Bernard



▲ Marcoretz Scop, à Pornic (Loire-Atlantique) est une coopérative de construction en bâtiment créée en 1986. Elle compte aujourd'hui 180 salariés dont 107 sociétaires.

Les coopératives perdent-elles leur âme en grossissant ?

En grossissant, les coopératives alternatives sont-elles condamnées à rentrer dans le rang ou peuvent-elles trouver comment grossir autrement ?

C'EST UN CLASSIQUE. APRÈS UNE PHASE pionnière où des individus enthousiastes et engagés se réunissent pour créer une coopérative, travailler autrement, imaginer d'autres manières de faire, l'entreprise se structure, se formalise, se professionnalise et sombre dans ce que les sociologues appellent doctement "l'isomorphisme institutionnel". En gros : on devient comme les autres, les valeurs de départ s'édulcorent, on se banalise, bref, on perd son âme. Et chacun de citer telle grosse banque coopérative qui joue sur les marchés boursiers et favorise l'évasion fiscale, ou telle association militante devenue une grosse association gestionnaire. Le raccourci est ensuite vite fait : grossir, c'est mourir un peu, c'est-à-dire oublier ce qui était à l'origine du projet.

GROSSIR, C'EST MOURIR UN PEU ?

Est-ce vraiment une fatalité ? En grossissant, en se développant, doit-on forcément renier ses rêves de départ, ou passer d'un fonctionnement coopératif — où chacun a son mot à dire — à une organisation traditionnelle de moins en moins démocratique ? Pas forcément, nous explique Jean-François Draperi, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (1). Selon

lui, le projet coopératif est une construction qui doit, pour survivre, être animée, améliorée, travaillée constamment... quelle que soit la taille de la structure. La Nef, avec ses 37 000 sociétaires, pourrait en être un exemple.

La dérive des projets et des utopies n'est pas l'apanage des "gros". Pour la combattre, les entreprises du réseau Repas (2) ont inventé, dans les années 1990, le compagnonnage alternatif et solidaire afin de transmettre ses valeurs coopératives et de trouver, le cas échéant, de nouvelles énergies parmi les jeunes qui profitent de ce parcours de découverte au sein des entreprises du réseau. Deux de ses structures, Ambiance Bois et Ardelaine, témoignent de leur approche de la question. La première insiste sur la notion d'essaimage. La seconde met en avant la dimension du temps. L'une et l'autre démontrent que l'on peut changer d'échelle sans changer sur le fond. L'essentiel est de savoir à quoi l'on tient, de le défendre, de le dire et d'en faire ce qui, au final, constitue la véritable identité de la coopérative. Le bois ? La laine ? Et si c'était davantage l'autogestion et le travail en commun ?

Michel Lulek est membre de la SCOP La Navette. Celle-ci est une coopérative de sept rédactrices et rédacteurs, spécialistes de l'économie sociale et de la vie associative.

Leur entreprise revendique l'autogestion comme mode de fonctionnement (chacun est associé-coopérateur, les salaires sont égaux et la gérance tirée au sort tous les deux ans).

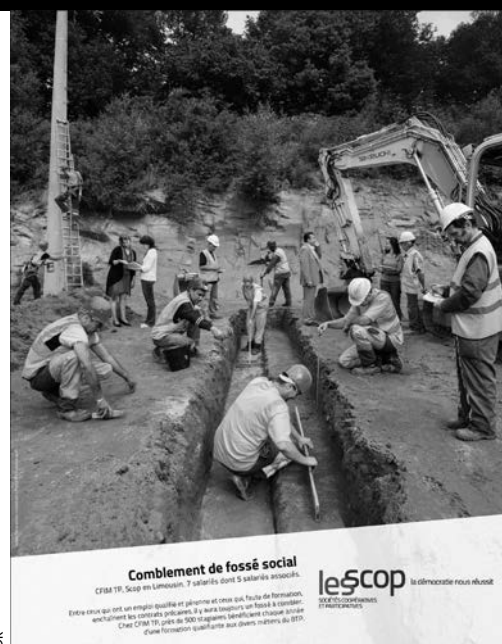
Elle est installée à Faux-la-Montagne, sur le plateau de Millevaches, en Limousin, et fait partie du réseau REPAS.

Michel Lulek ■

(1) www.cnam.fr

(2) Réseau d'échange de pratiques alternatives et solidaires, www.reseaux-pas.free.fr

►
Jean-François Draperi



"Ce qui prime, ce n'est pas la taille, c'est l'animation de la vie coopérative"

Professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), Jean-François Draperi est spécialiste de l'histoire des coopératives et du monde coopératif en général. Parmi ses nombreux ouvrages, citons *La République coopérative* (Larcier, 2012) et *Godin, inventeur de l'économie sociale* (Repas, 2010). A ses yeux, la question de la taille des coopératives n'est pas la plus importante, et le maintien du projet coopératif exige bien plus qu'un simple calibrage du nombre de coopérateurs.

Y a-t-il une bonne taille pour une coopérative ?

C'est une question récurrente tout au long de l'histoire des coopératives. Il y a près de deux siècles qu'elle est posée. Elle revient régulièrement et tout le monde semble penser qu'il y a effectivement une "bonne taille". Le problème, c'est que personne ne donne le même chiffre. Ainsi, pour les pionniers de l'économie sociale, Owen ou Fourier, le bon chiffre est autour de 2000 personnes. Fourier est même très catégorique

là-dessus. Les communautés de travail de Boimondau, dans les années 1940 et suivantes, estiment que le bon chiffre est celui qui permet une connaissance interpersonnelle entre les membres. De ce point de vue, 2000 personnes, c'est déjà beaucoup trop !

D'un autre côté, on connaît tous des coopératives ou des associations de vingt personnes qui ne fonctionnent pas du tout ou mal, avec un président isolé ou omnipotent, un directeur qui règne sur un conseil d'administration fantôme... C'est même un problème assez répandu dans de nombreuses petites associations. La question ne peut donc pas être posée seulement en termes de nombre de personnes.

Les sept principes coopératifs

L'identité coopérative se fonde sur les sept principes coopératifs édictés par la déclaration de l'Alliance coopérative internationale :

- Adhésion volontaire et ouverte
- Contrôle démocratique des membres
- Participation économique des membres
- Autonomie et indépendance
- Education, formation et information
- Coopération entre les coopératives
- Engagement envers la communauté

LA QUALITÉ L'EMPORTE SUR LA QUANTITÉ

Si ce n'est pas la taille, qu'est-ce qui est important ?

Je ne dis pas que la taille n'est pas importante. Il est plus difficile de faire fonctionner une coopérative avec 20 000 sociétaires qu'avec 20. On entend rarement dire qu'une coopérative à 20 000 membres fonctionne bien !

**On ne risque pas de délocaliser notre entreprise.
Le conseil d'administration, c'est nous.**



Acieries de Ploërmel, Scop en Bretagne. 100 salariés dont 53 salariés associés
Envie d'entreprendre autrement ? www.les-scop.coop

Coopérative

La coopérative est un modèle d'entreprise démocratique. N'appartenant à personne, elle se différencie des entreprises dites classiques par sa gouvernance, fondée sur le principe "une personne = une voix", et la double qualité de ses membres qui sont à la fois associés et clients, ou producteurs et salariés. Les excédents de la coopérative sont prioritairement mis en réserve pour en assurer le développement.

Mais on entend aussi des petites structures qui disent : "A vingt, c'est déjà compliqué !" Le plus important est moins le nombre que la qualité de l'animation de la vie coopérative. Henri Desroche a défini le "quadrilatère coopératif" comme un jeu d'interactions entre quatre types d'acteurs dans une coopérative qui sont les membres (appelés aussi adhérents ou associés, coopérateurs, sociétaires...), les administrateurs, élus par les membres, les "managers", ou dirigeants salariés, et les salariés non membres.

Les relations entre ces quatre populations peuvent être insuffisantes, voire inexistantes, ou tendues. Ce qui est nécessaire, c'est l'animation coopérative de ce quadrilatère : trouver le bon rapport entre le nombre de personnes et la capacité d'animation déployée au sein de la coopérative. Cette question se pose quelle que soit la taille de la structure. Par exemple, je faisais partie d'une coopérative d'habitat de douze membres. Parmi eux, il y avait un expert-comptable. La tentation était forte de lui confier la comptabilité de la coopérative et de ne plus s'en occuper. Si on l'avait fait, personne ne se serait jamais occupé de cette question. Nous avons pensé qu'il fallait garder cette tâche et ne pas l'abandonner à une seule personne parce que c'était son métier, et nous en avons donc chargé une commission de deux personnes. Mais vous voyez aussi que ce genre de décision suppose de prendre un temps supplémentaire, et qu'à tout moment, la tentation est grande de s'appuyer sur les compétences acquises plutôt que sur l'apprentissage et la démocratie. D'ailleurs, dans certains cas, cela peut être préférable.

NE PAS LAISSER À D'AUTRES LE SOIN DE DÉCIDER À NOTRE PLACE

De même, pour estimer la valeur de chaque logement de la coopérative (certains avaient des

Une personne = une voix

C'est la base de toute coopérative. Chacun dispose du même pouvoir, quelle que soit la somme qu'il a investie dans le projet. Si, dans ma coopérative, j'ai apporté 100 € et que mon associé en a apporté 10 000, nous disposerons l'un comme l'autre d'une voix pour prendre les décisions. Dans une entreprise commerciale classique (société anonyme [SA], ou société anonyme à responsabilité limitée [SARL]), je n'aurais eu qu'une voix et mon associé, cent.

terrasses et pas d'autres, certains étaient exposés au sud, d'autres au nord), il a été question de faire appel à quelqu'un d'extérieur. Certains ont dit : "Attention, si un tiers vient faire ce travail, nous allons perdre notre pouvoir démocratique sur la coopérative." On n'était pas tous d'accord, on a voté et finalement, c'est nous-mêmes qui avons fait l'estimation de chaque logement. Ne pas laisser à d'autres le soin de faire à notre place, de décider à notre place n'a aucun lien avec la taille, mais nécessite l'animation des coopérateurs.

La vie démocratique s'exerce-t-elle donc dans les détails ?

Elle implique en effet une appropriation du projet, y compris technique. L'approfondissement de la vie démocratique passe par des apprentissages et la maîtrise des sujets (dans mon exemple : la comptabilité et l'évaluation d'un bien immobilier). Déjà, ceux qui fondèrent en 1844 la Société

La double qualité

La double qualité est une particularité des membres des coopératives. Les acteurs sociaux bénéficiaires de l'action entreprise sont également les sociétaires de la structure qui la produit. Dans une coopérative de production, les salariés sont les associés de l'entreprise ; dans une mutuelle, les sociétaires sont à la fois assurés et assureurs ; dans une coopérative de consommation, les consommateurs sont associés. Dans le cas d'une Société coopérative de production (SCOP), c'est assumer la fonction patronale (les dirigeants sont élus par l'ensemble des associés et les grandes décisions sont prises en assemblée générale), tout en étant salariés.

**Dans les grandes décisions, chacun de nous compte pour 1 voix.
Et on se porte plutôt bien.**



► Acome, Scop en Basse-Normandie, 1350 salariés dont 955 salariés associés

Sociétaires et parts sociales

Les mots ont un sens. Là où, dans une société de capital, on parle d'actionnaires et d'actions, dans une coopérative, on parlera de sociétaires (ou d'associés) et de parts sociales.

des équitables pionniers de Rochdale — une des premières coopératives de consommateurs —, disaient qu'il ne fallait pas seulement voter, mais faire vivre la coopérative sur le plan économique. Godin, créateur du familistère de Guise en 1859, estimait qu'on ne pouvait pas gérer une entreprise si on ne savait pas lire, écrire et compter (il disait aussi qu'il ne fallait pas être alcoolique). Du coup, il organisait des cours du soir, créait une école dans le familistère pour les garçons et les filles, etc. L'éducation était le préalable de toute vie coopérative véritable ; ce n'est du reste pas un hasard si elle constitue un des "sept piliers coopératifs". Sinon, on aboutit à ces assemblées générales dans lesquelles les sociétaires arrivent et où tout est fait à l'avance. Susciter la participation, informer, former, échanger au maximum, voici le secret pour que chacun soit réellement associé à la vie démocratique de la coopérative.

LA CIRCULATION DE L'INFORMATION EST LE PRÉALABLE DE TOUTE VIE COOPÉRATIVE VÉRITABLE

Cela va-t-il néanmoins se traduire différemment selon la taille de la coopérative ?

Bien sûr. Il faut faire une distinction majeure entre les coopératives de salariés et

les coopératives d'usagers. Entre une mutuelle comme la Maif qui a des millions de membres, des coopératives d'usagers comme Enercoop (15 000 sociétaires) ou la Nef (36 000 sociétaires) et une SCOP dont, en moyenne, la taille est d'environ vingt personnes, on voit bien qu'on ne peut pas du tout associer les gens de la même manière.

On peut faire le parallèle avec les régimes politiques. Dans un cas, on peut faire de la démocratie directe, dans l'autre, on est obligé de passer par des formes de démocratie représentative. La Révolution française nous a légué l'idée que toute délégation était un abandon de démocratie. Mais pour moi, les expériences de 1848 (la révolution de février) et 1871 (la Commune) ont signé l'échec de la démocratie directe et, à partir de 1875, la France a admis la démocratie représentative.

C'est un peu la même chose du côté des coopératives. Même dans une coopérative de plusieurs centaines de membres, une voix peut se faire entendre, mais cela suppose une animation différente : dans une commune de 1000 ou 2000 habitants, on se connaît, on peut s'adresser aux autres, faire bouger des choses... La vitalité d'une grande coopérative, comme celle d'une ville ou d'une région, suppose l'organisation de collectifs, de groupes de travail spécialisés, de canaux de communication variés, d'assemblées générales "emboîtées" (locales, régionales, nationales, par exemple).

Est-ce à dire que la démocratie représentative est une forme d'échec ?

Non. Il y a des exemples où la mobilisation des sociétaires a eu des effets importants sur les choix politiques de grosses coopératives. Ainsi, dans les années 1990, en Grande-Bretagne, CWS, un groupement de coopératives de consommateurs (8 milliards de livres de chiffre d'affaires et 70 000 salariés) a fait l'objet d'une tentative d'OPA de la part de spéculateurs qui avaient

De nombreux statuts coopératifs

Coopératives agricoles, maritimes, de consommateurs, d'artisans, de commerçants, etc. : il existe de nombreux types de coopératives, en droit français (plus d'une quinzaine). Le texte juridique de base qui les régit est la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.



◀ Moulin Roty, Scop en Pays de la Loire, 50 salariés dont 35 salariés associés

constitué une coopérative fictive pour adhérer à CWS, avec le projet de démutualiser le groupe et mettre la main sur ses réserves. La mobilisation des membres des coopératives a fait échouer cette tentative et sauvé la coopérative (1). Terrena, une des plus grosses coopératives agroalimentaires françaises, qui travaille sur un marché mondial, a dû se positionner pour savoir si elle s'engageait dans la production d'OGM. Certains des dirigeants salariés estimaient qu'il fallait y aller car, "maintenant, disaient-ils, on n'a plus le choix". "Pas si sûr", a répondu le président. Un référendum a été organisé, et une majorité s'est prononcée contre. Ils n'ont pas refusé les études, mais, en l'état actuel des choses, ils ont refusé de planter des OGM. A une échelle plus petite, une caisse locale du Crédit mutuel a décidé de fermer l'une de ses trois agences. Un administrateur bénévole, qui dirige une association d'insertion, en a parlé à d'autres et, le jour de l'assemblée générale, une majorité de vote s'est prononcée contre la fermeture. Le directeur salarié a réagi : "Ce n'est pas possible !", mais le président a répondu : "L'AG a voté contre, l'agence reste ouverte."

LE POUVOIR ULTIME DE LA COOPÉRATIVE, C'EST LE COOPÉRATEUR

Quelles leçons peut-on tirer de ces quelques exemples ?

Ce qui peut sauver une coopérative, ce qui lui permet de ne pas perdre son âme, c'est la participation active de ses membres. Le pouvoir ultime de la coopérative, c'est le coopérateur, alors que, dans le modèle capitaliste, le pouvoir ultime, c'est le capital. Il faut que les sociétaires soient toujours présents, qu'ils soient ensemble. Dès qu'ils ne sont plus là, le risque apparaît d'une banalisation de la coopérative, c'est-à-dire d'un fonctionnement calqué sur celui des sociétés de capitaux ;

SCOP

Une société coopérative de production est une société coopérative de forme SA, SARL ou société par actions simplifiée (SAS) dont les salariés sont les associés majoritaires. Ils détiennent au moins 51 % du capital social et 65 % des droits de vote. Si tous les salariés ne sont pas associés, tous ont vocation à le devenir.

SCIC

Dans une société coopérative d'intérêt collectif, les mécanismes coopératifs et participatifs sont identiques à ceux d'une SCOP. Toutefois, les membres associés au capital sont par définition de toutes natures : salariés mais aussi individus ou ensembles qui souhaitent s'impliquer dans le projet : clients, bénévoles, collectivités territoriales, partenaires privés, etc.

CAE

Officialisées par la loi de 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, les coopératives d'activités et d'emploi sont des regroupements économiques solidaires de plusieurs entrepreneurs. Le porteur de projet qui rejoint une CAE bénéficie d'un cadre juridique existant, d'un statut d'entrepreneur salarié en contrat à durée indéterminée et d'une protection sociale.

simplement parce que le contexte économique est dominé par celles-ci et qu'elles déterminent largement les règles du jeu économique.

La richesse d'une coopérative est sa capacité à mobiliser ses membres. Le jour où, en 1934, des instituteurs décident de créer une mutuelle pour assurer leurs voitures (la Maif), en réaction aux assureurs classiques qui représentaient politiquement tout ce contre quoi ils luttait, la force qu'ils ont mobilisée était considérable : ils étaient vraiment capables de tout ! C'est là toute la force d'une coopérative. A partir du moment où elle peut mobiliser ses membres, je suis convaincu qu'elle est insubmersible !

Michel Lulek ■

(1) Graham J. Melmoth : « Les stratégies de CWS face à la tentative de rachat des coopératives de consommateurs », RECMA, revue internationale d'économie sociale, no 271, 1999



▲ Assemblée générale de la société financière coopérative La Nef

A la Nef, cinq personnes à temps plein sur la vie coopérative

La Nef compte aujourd'hui 37 000 sociétaires et 80 salariés. Une taille qui nécessite une animation spécifique de la vie coopérative. Ils sont cinq à ne faire que ça.

DEPUIS NOVEMBRE 2014, LA NEF, BANQUE sous statut de coopérative à capital variable, s'est dotée d'une coordinatrice nationale de vie coopérative. Marie Brandt a ainsi rejoint quatre autres salariés travaillant sur le même sujet, répartis dans les quatre délégations régionales de la société, à Nantes, Paris, Lyon et Toulouse.

MISER SUR DES GROUPES LOCAUX

A une époque pas si lointaine où la Nef n'était constituée que d'une vingtaine de salariés et d'autant de sociétaires bénévoles actifs, la question ne se posait pas de la même manière. Aujourd'hui, avec 85 salariés et 250 sociétaires bénévoles actifs, il a fallu repenser les choses. "Nous nous sommes beaucoup inspirés de ce que Banca Etica en Italie a mis en place en matière de démocratie, explique Marie Brandt, en particulier de leur organisation qui repose sur des groupes locaux."

En grossissant, la Nef a donc cherché à développer des échelons très locaux afin de donner aux sociétaires davantage de possibilités d'agir au sein de la banque. Il existe ainsi trente groupes locaux, animés par des sociétaires actifs, qui viennent en appui aux actions de la coopérative (tenir un stand dans un salon ou

donner les informations de base sur ce qu'est la Nef aux personnes qui souhaitent la rejoindre), ou qui font remonter des suggestions et des propositions, voire des revendications, auprès du conseil de surveillance. Comme dit Marie Brandt, "la Nef est souvent titillée par ces sociétaires actifs qui sont des gens très militants et très engagés".

CONFLUENTS ET ASSEMBLÉES LOCALES

La Nef a cherché à développer le dynamisme de ces sociétaires actifs ("presque des salariés bis", résume Marie Brandt) en embauchant dans chacune de ses délégations un responsable de vie coopérative. Leur but : "recruter" de nouveaux sociétaires actifs, accompagner les groupes locaux, les former, organiser avec eux des animations en région. Pour rendre cette organisation plus effective, des assemblées de coordinateurs locaux sont régulièrement tenues (une à trois fois par an dans chaque délégation), ainsi que des "confluents" qui réunissent, là encore une à trois fois par an, des sociétaires actifs, et des représentants du conseil de surveillance et de la direction au sein d'une région. De plus, chaque délégation consacre un séminaire annuel à la vie coopérative, en complément du séminaire national.



▲ Séance de vote

Dans tous ces lieux, les questions du moment peuvent être débattues. Par exemple, cette année, du fait de l'élargissement de son offre bancaire (livrets pour particuliers) la Nef se demande si tous ses clients doivent obligatoirement devenir sociétaires — ce n'est actuellement pas le cas. Le point n'est pas résolu et sera porté au vote des sociétaires à la prochaine assemblée générale : si elle débouche sur une masse de sociétaires passifs et inactifs, la décision est-elle pertinente ? Comment concilier les besoins des usagers de la banque à ceux des sociétaires ? De même, des groupes de travail transversaux peuvent se constituer, comme celui qui travaille sur la politique sociale de la Nef. Répondant à une préoccupation de certains sociétaires actifs, il s'est mis en place à leur initiative et rassemble uniquement des sociétaires préoccupés par cette question.

PROCESSUS DÉMOCRATIQUE

L'assemblée générale annuelle, dont le lieu change chaque année pour essayer de toucher des gens différents à chaque fois, pourrait être un moment de pur formalisme. En mettant en place un processus de préparation qui s'étale sur environ deux mois, la Nef vise à associer aux débats et aux décisions un maximum de sociétaires. En mars et avril se tiennent ainsi des assemblées régionales (il y en a eu quatre en 2015, qui ont réuni 300 personnes), ainsi que des assemblées locales organisées par des sociétaires actifs ; celles-ci sont également ouvertes aux non-sociétaires qui voudraient mieux connaître la Nef, ainsi qu'à ses partenaires locaux. En 2015, il y en a eu 47, qui ont rassemblé plus de 700 personnes. Au total, plus de 1000 personnes ont ainsi participé activement au processus de préparation de l'assemblée générale.

DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE ET DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

Pour Jean-Luc Seigne, président du conseil de surveillance de la Nef (et, au quotidien, paysan biodynamique), ces outils participatifs contribuent à fonder la légitimité des décisions de la banque : "Groupes locaux, assemblées de coordinateurs locaux, confluent, commissions et groupes de travail incluant des sociétaires, sont de nature participative. Par une implication plus large, par l'appropriation des questions que cela permet, par la diversité et la richesse des expériences qui se côtoient, ils permettent d'assouplir, d'élargir et d'enrichir le fonctionnement démocratique. N'étant pas prévus par les statuts, quelle est leur place légitime ? Et quelle est leur juste articulation avec les autres dispositions ? Pour bien percevoir cela, il faut comprendre que la démocratie 'instituée' — c'est-à-dire celle décrite par les statuts avec ses différents organes (assemblée générale, conseil de surveillance, directoire) et ses processus précis (information, convocation, vote) —, permet de fonder la *légalité* de la décision. En intervenant en amont, dans la phase d'élaboration, la participation permet de renforcer la *légitimité* de la décision." Et Jean-Luc Seigne de conclure : "Loin de s'opposer, participation et représentation se complètent, la première étant au service de la seconde. De ce fait, les dispositions participatives ne peuvent être conçues et utilisées que pour renforcer la démocratie que j'ai qualifiée d' 'instituée'. Sauf à en démontrer les lacunes ou les insuffisances, auquel cas la démocratie participative peut devenir 'instituant'." Un retour au coopérateur sociétaire, sur lequel, au final, se fonde toute la légitimité du projet coopératif.

Michel Lulek ■



▲ L'équipe d'Ambiance Bois...

Essaimer plutôt que grossir

Quand on demande à Ambiance Bois (25 salariés) ce que veut dire pour elle un changement d'échelle, la réponse se résume dans un mot : essaimage. Témoignage de Rémy Cholat, l'un des coopérateurs de l'entreprise.

POUR NE PAS PERDRE SES VALEURS, IL FAUT déjà en avoir eu au moment de la création. Pour Ambiance Bois, pas de charte ni de traité, mais des prises de notes lors des réunions pendant les années précédant la création. A partir de ce pot commun aux fondateurs, ce sont des valeurs qui s'affichent et se diffusent : des articles dans la presse, des témoignages, des interviews à la radio ou à la télévision, un livre, un film... Autant de moments où ces valeurs sont énoncées, rappelées par les uns ou les autres. Chacune, chacun, avec son point de vue, donne à l'ensemble de ces témoignages l'image d'un riche nuancier groupé autour de quelques couleurs primaires, premières.

C'est aussi par notre participation à des groupes de réflexion, réunions, colloques, réseaux (comme le Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires) que nous gardons vive l'étincelle de la coopération. Garder les valeurs fondatrices, c'est dire qu'elles font partie intégrante de notre métier au même titre que la fabrication de matériaux bois ou la construction de maisons à ossature bois.

GOUVERNANCE

Pour Ambiance Bois, le développement de l'entreprise au cours de ses 27 années d'existence s'est traduit

par l'augmentation du nombre de salarié-e-s : de six à vingt-cinq. Si cette augmentation régulière a pu se réaliser grâce à l'augmentation du chiffre d'affaires, le moteur de l'évolution est ailleurs. C'est avant tout la rencontre de nouvelles personnes, le désir de rejoindre une équipe constituée autour de ses valeurs fondatrices, qui est à l'origine de ce changement d'échelle. Si celui-ci se traduit par une augmentation du nombre de salarié-e-s, les questions de gestion des ressources humaines, de règles de vie se posent avec plus d'acuité. Cette problématique devient même majeure dans un fonctionnement autogestionnaire où les coopérateurs et coopératrices se réunissent autant pour le type de gouvernance que pour l'objet économique.

La pente "naturelle" des structures coopératives opérant un changement d'échelle les conduit, la plupart du temps, à une gouvernance classique ne les distinguant plus d'une entreprise quelconque. Ambiance Bois a su garder ses valeurs fondatrices voire les renforcer. Ainsi le renouvellement du président-directeur général (PDG) tous les deux ans par tirage au sort (1), symbole fort, est une situation nouvelle. En effet, ce n'est qu'après une quinzaine d'années de PDG fixe que nous avons décidé de le ou la renouveler tous les ans puis, au vu des coûts de gestion, tous les deux ans.

(1) Note de la rédaction : ce tirage au sort implique un niveau de compétences assez uniforme, ce qui nous semble difficilement possible dans le cas de coopératives d'insertion, par exemple.



▲... les mêmes dans le désordre !

DES ÉVOLUTIONS ORGANISATIONNELLES

La vie d'équipe change avec un nombre de coopérateurs qui s'accroît. Faire vivre l'esprit coopératif se traduit par la réalisation d'une salle de réunion, devenue polyvalente puisque c'est aussi un espace repas et un lieu ponctuel de rencontres pour des associations locales. Avec vingt-cinq personnes plutôt que six, le temps de parole de chacun se réduit, à moins que certains parlent davantage et que d'autres s'abstiennent...

Le prêt d'outils et de véhicules de chantiers aux amis alentour, s'il était naturel pour les quelques-uns des premières années, doit passer d'une gestion empirique à celle, plus formalisée, d'une entreprise qui s'agrandit et se professionnalise. Immédiatement, la source de conflits sous-jacents apparaît avec cet exemple à première vue anodin. En cela, la question du prêt éventuel d'un simple cloueur pneumatique relance régulièrement les questions essentielles d'un fonctionnement alternatif : quel est l'objectif fondamental d'Ambiance Bois ? Quelles sont les valeurs de notre entreprise ? Nous avons aussi, à partir de cet exemple du plus banal quotidien, l'illustration du choix de la complexité que nous avons implicitement fait. A contrario, l'option est plus simple pour une entreprise qui a pour objet premier de dégager du profit : elle ne prête pas son outillage !

Le changement de taille ajoute de la complexité à la complexité puisque les choix collectifs se tranchent plus lentement à vingt-cinq qu'à six !

ESSAIMAGE

A l'expression "changement d'échelle", je substituerai volontiers le terme d'essaimage. Sur le plateau de Millevaches, où l'entreprise est implantée, la sensation du passage à une autre dimension est évidente. Les initiatives y sont nombreuses, mais elles ne sont le fait ni d'une personne ni d'une entreprise, plutôt d'un tissu d'acteurs. Ambiance Bois y joue un rôle, mais en partenariat avec d'autres : l'Arban, une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) intervenant dans les domaines de l'habitat et l'urbanisme (dont Ambiance Bois est sociétaire), Télé Millevaches, une télévision locale cofondée par des coopérateurs d'Ambiance Bois, Bonne Pioche, une association autour du jeu créée par un ancien coopérateur de l'entreprise (2), De fil en réseaux, une association créée par 13 structures (dont Ambiance Bois) pour accueillir de nouveaux habitants, etc. Ambiance Bois n'est pas à l'origine de toutes ces activités, mais elle contribue et s'inscrit elle-même dans un essaimage inscrit dans l'histoire longue de son territoire. En ce sens, l'indice pertinent d'un changement d'échelle qui épargne les valeurs d'origine pourrait être le taux de fécondité d'initiatives amies, complices, voisines...

Rémy Cholat ■

Contacts

■ • Ambiance bois, Ferme-rie, 23340 Faux-la-Montagne, tél : 05 55 67 94 06, www.ambiance-bois.com

■ • Arban, Le Bourg, 23340 Faux-la-Montagne, tél : 05 55 64 58 29.

■ • Télé Millevaches, 23340 Faux-la-Montagne, tél : 05 55 67 94 04, <http://telemillevaches.net>

■ • De fil en réseaux, Le Bourg, 23340 Faux-la-Montagne, tél : 05 55 64 54 75, www.defilenreseaux.org

(2) Dont les activités ont été reprises depuis par une autre association.



▲ Ardelaïne au pied du village de Saint-Pierre-ville (Ardèche)



▲ Atelier couture

Ardelaïne : "La bonne taille, c'est quand les pieds touchent par terre"

La taille d'une coopérative est une vraie question, mais on peut difficilement en parler sans l'associer à la temporalité. En tous cas, si l'on en croit Coluche, "la bonne taille, c'est quand les pieds touchent par terre" ! Cette phrase n'est pas anodine. Avoir les pieds sur terre, c'est aussi rester ancré sur son projet et garder ses racines vivantes.

LA COOPÉRATIVE ARDELAÏNE, DANS SON parcours, s'est régulièrement posé cette question. On est cinq salariés, doit-on faire plus ? On est dix... Idem. On est vingt, oui, vingt, c'est une bonne taille, un groupe où l'on se connaît bien et où le dialogue reste fluide. "Il faut stabiliser l'entreprise !" Stabiliser ? Comment ?

On sera trente et finalement tout va bien, mais au-delà... L'organisation doit évoluer ; la coopérative s'engage alors dans un projet social ouvert, un projet de territoire en adaptant sa structure. Ardelaïne évolue, travaille son organisation pour l'adapter à la diversité de ses métiers tout en maintenant ses fondamentaux : salaire égal, polyvalence et, surtout, maîtrise des coopérateurs sur leur organisation, qui reste accessible. C'est là que les pieds touchent par terre, ou plutôt que l'on "garde la main", la maîtrise sur un fonctionnement qui reste souple, évolutif, adapté aux situations et aux personnes.

AVEC LE TEMPS

Une croissance trop rapide et mal maîtrisée peut faire perdre l'objectif, le dessein de la coopérative en faisant passer le résultat avant le processus, mais une

croissance lente, qui compte avec le temps, permet à chaque étape de bénéficier des aspects positifs du changement. Parmi ceux-ci, de nouveaux défis, l'attrait de la nouveauté, l'arrivée de nouvelles personnes qui amènent de l'air frais, une dynamique qui favorise les apprentissages et les montées en compétence de chacun.

Pour garder la qualité des collaborations, il faut compter avec le temps, le temps qu'il faut pour qu'une plante, qu'un arbre pousse, progressivement, organiquement. La coopérative Ardelaïne a donc connu une croissance lente et permanente, jusqu'à s'approcher des cinquante salariés sur plus de trente ans d'existence. Tous les dix ans, elle a fait un investissement structurant en diversifiant et développant ses activités et parallèlement a interrogé son fonctionnement. A partir de ce seuil, les nouvelles activités ont été créées dans d'autres structures, afin de permettre une meilleure appropriation par les nouvelles équipes.

Le tronc poussé, les branches se sont développées, et maintenant ce sont de nouvelles pousses qui émergent, et jusqu'ici, ce processus a été favorable.

Béatrice Barras ■

■ **Ardelaïne**,
Puausson, 07190 Saint-
Pierre-ville, tél : 04 75 66
63 08, www.ardelaïne.fr



▲ Depuis 2009, à Freiburg, 20 agriculteurs et 280 familles se sont associés en coopérative pour produire collectivement des légumes biologiques. A la différence des AMAP, le prix des paniers est à prix libre, chacun-e étant au courant du budget global et des rémunérations des maraîchers.

Obstacles, contraintes et initiatives

La question de la croissance des structures alternatives ne peut pas se penser en dehors d'un contexte plus général. Celui-ci impose des contraintes que des structures arrivent ou non à contourner.

ALORS QU'EN ALLEMAGNE, LES COMPAGNIES électriques se multiplient (1), la coopérative française Enercoop, née au niveau national, a du mal à se décentraliser dans un cadre légal très contraignant. Si la production peut être décentralisée, ce n'est pas encore le cas de la distribution. De fait, Enercoop est lancée dans une course à la croissance, une arme politique pour changer de politique énergétique.

Les contraintes du milieu financier imposent à la Nef, future banque éthique, de réunir un capital très important. Avec près de 40 000 coopérateurs, elle est en passe d'atteindre ce seuil. Consciente de la nécessité de faire vivre sa structure, la Nef consacre beaucoup d'énergie à élargir le débat auprès de tous, on l'a vu. Mais si un millier de personnes sont actives... cela en laisse 39 000 dans une position passive (2).

DES COOPÉRATIVES QUI SE LIMITENT

Pour freiner sa croissance, Ambiance Bois a par exemple limité un temps sa zone géographique d'action. Oxalis, coopérative d'activité pour accompagner les porteurs de projet, s'est régionalisée pour ne pas dépasser certains seuils et a mis en place une méthode

de réunion horizontale, efficace jusqu'à une centaine de personnes (3).

Existe-t-il des coopératives de production économiquement stables ? Nous n'en avons pas trouvée. Toutefois, il en existe dans d'autres formes de coopératives. Là aussi, ce sont parfois des contraintes extérieures qui l'imposent : par exemple, une coopérative d'habitants, dans un immeuble, ne peut pas grandir, une coopérative qui gère des jardins partagés s'arrête de grossir quand toutes les surfaces sont cultivées...

Des coopératives de consommateurs ont fait le choix volontaire de ne pas trop grossir. Nous avons connaissance de deux cas : Alter-Conso, à Lyon, une sorte de super-AMAP qui travaille avec un réseau de producteurs, a fait le choix de ne pas dépasser 700 familles (4). Quand ce stade a été atteint, elle a aidé à mettre en place d'autres coopératives. A Ajaccio, Court-Circuit, un groupement d'achat, a fixé une limite beaucoup plus basse à vingt familles et a déjà participé à la constitution de deux autres groupes locaux (5).

Dans l'optique d'une société qui tend vers plus de sobriété et se donne comme objectif de combattre les formes de domination, ce débat sur la taille de nos structures doit se poursuivre.

Michel Bernard ■

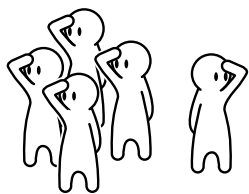
(1) Près d'un millier appartiennent à des citoyens.

(2) Le fait que les questions financières sont souvent difficiles à comprendre n'aide pas à la participation.

(3) Voir *Silence* n° 373

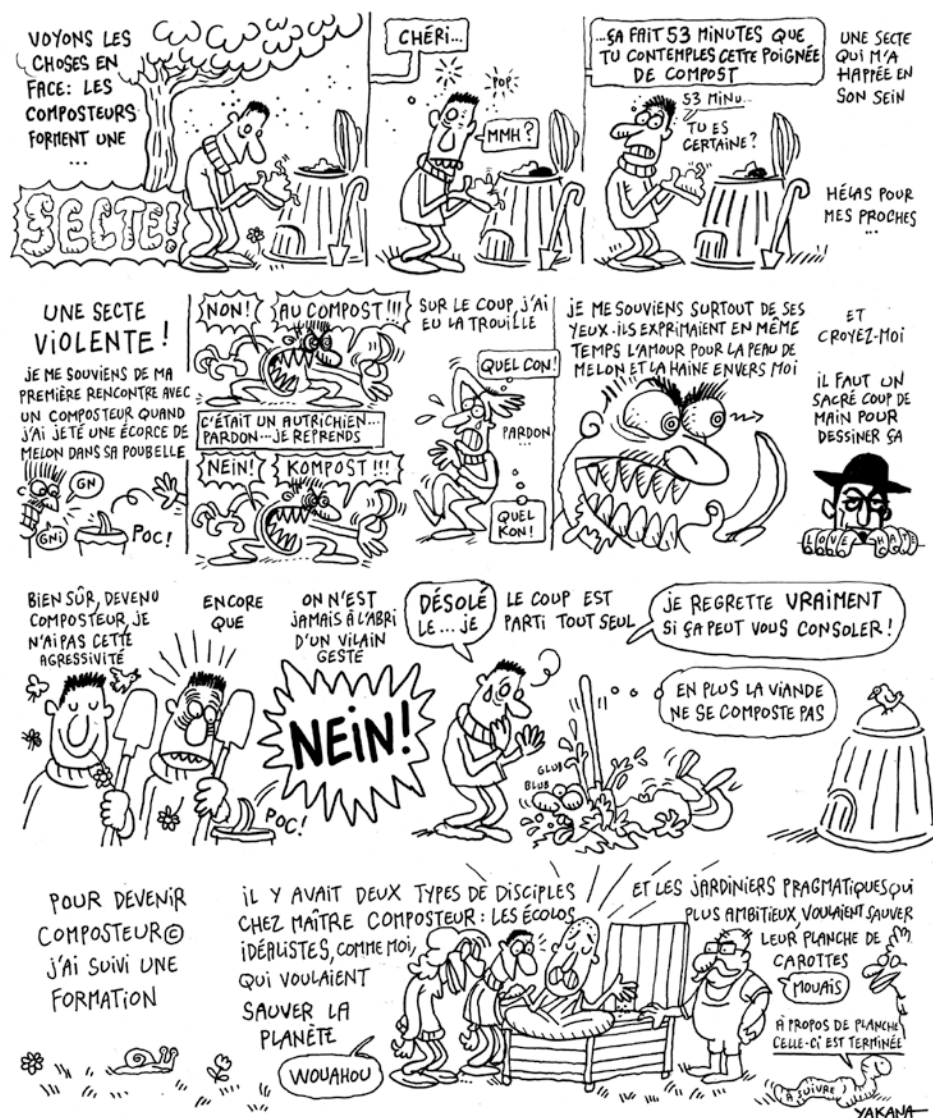
(4) Alter-Conso, 61, avenue des Bruyères, 69150 Décines, tél : 04 72 04 43 02, www.alter-conso.org

(5) Voir *Silence* n° 430



Alternatives

PETIT PÉLERINAGE SUR LE CHEMIN DES COMPOSTEURS ET DE CEUX QUI NE LE SONT PAS ENCORE



» Côtes d'Armor

Ecocentre du Tregor

Né en 2015, l'écocentre du Trégor est installé à Pleumeur Bodou sur trois hectares. Il dispose de trois parcours thématiques : le potager des harmonies, le sentier "Quelles énergies pour demain ?", et l'esplanade des jeux. Il est animé par l'association Spered All (l'autre esprit en breton) avec quatre salarié-e-s à mi-temps. Le centre accueille de nombreux stages, ateliers et animations autour de l'apprentissage des techniques d'autoconstruction (murs terre/paille...), l'acquisition de savoirs et métiers traditionnels (vannerie, poterie, forge...), de connaissances sur la nature (algues, plantes sauvages, jardin, mare, abeilles, insectes...), d'activités culinaires, artistiques et de bien-être, et bien sûr de nombreuses activités d'éveil des enfants. Ecocentre Tregor, 6, chemin de Crech'H ar Beg, 22560 pleumeur Bodou, tél : 06 40 56 84 46, spered.all.free.fr.



Les langues régionales toujours dénigrées

Alors qu'en Corse, un discours dans la langue locale a suscité les plus vives indignations de la part des jacobins de tous bords politiques, en Bretagne, un militant de la langue bretonne a été jugé le 23 février 2016 pour vol puis recel de vol. Son crime ? Avoir participé à une action non-violente du collectif "Ai'ta !" pour promouvoir le bilinguisme dans la signalétique de l'université de Vannes, en déboulonnant des panneaux et en les déposant au pied du bâtiment, en kit. Par le passé, ce type d'actions a notamment permis de pousser l'administration française à développer la signalétique routière bilingue sur toute la moitié ouest de la région.

Soutenu par deux vice-présidents de la région et le député Paul Molac, qui fustige une attitude disproportionnée et dont le but est de faire taire les revendications des langues minoritaires, le militant a finalement été relaxé. La désobéissance civile paie : des discussions avec le président de l'université a enfin eu lieu, et celui-ci a reconnu l'intérêt de favoriser l'usage du breton.

Rappelons que le Sénat a refusé en octobre 2015 de ratifier la Charte européenne des langues minoritaires, qui leur accorderait un statut et des moyens pour assurer leur dynamisme. La ratification de cette charte, que la France a signée en 1999, est obligatoire pour tout État qui souhaite devenir membre de l'UE. Aujourd'hui, une candidature de la France serait donc recalée...

Plus d'infos : <http://ai-ta.eu>

Films en luttés et en mouvements

Cette plate-forme internet mise en place par le centre de documentation international sur le développement, les libertés et la paix et l'association *Autour du 1er mai*, propose une base documentaire de films classiques ou militants qui contribuent à enrichir le débat autour des luttes actuelles ou plus anciennes. Depuis le lancement, ces deux associations ont été rejointes par d'autres associations : le Comité français pour la solidarité internationale, De la Plume à l'Ecran, Ripess et Socioeco.org. Vous pouvez y chercher des films pour le prochain débat que vous voulez organiser près des chez vous : www.films-luttés-mouvements.net

AlterTour en Bretagne

La 9^e édition de l'AlterTour partira le 11 juillet 2016 de Notre-Dame-des-Landes au lendemain du rassemblement annuel pour ensuite rejoindre Laval, Saint-Brieuc, Lannion, Lorient, Quimper, Brest, Vannes et Rennes. Arrivée le 21 août. <http://www.altercampagne.net>

Agir pour l'environnement, cela peut se faire au quotidien : en utilisant des matières naturelles, en les transformant, en se réappropriant des savoir-faire et en les transmettant par l'échange. Faire soi-même rend acteur et moins dépendant du système. C'est aussi souvent plus économique, meilleur pour votre santé et pour la planète.

Jardiner au naturel

Aujourd'hui le jardinage 'au naturel' attire de plus en plus de jardiniers amateurs. L'attrait pour une activité saine permettant de compenser le stress

de la vie contemporaine, le besoin de produire une partie de son alimentation, de manière saine et de regagner par là même une certaine autonomie et, peut-être surtout, la prise de conscience de plus en plus grande des dangers des pesticides explique cet engouement. Demain, à la faveur de l'interdiction de la vente des pesticides de synthèse aux jardiniers qui prendra effet en 2019, le jardinage naturel deviendra la règle. Alors comment faire pratiquement pour (ré) apprendre à produire des légumes en quantité dans son jardin sans utiliser toute cette chimie 'pesticides' dangereuse ?

Pas question bien sûr de donner des conseils exhaustifs dans le cadre de cet article, de nombreux ouvrages parus ces dernières années le font parfaitement. Nous voulons juste rappeler ici quelques principes de base à travers quelques exemples.

Jardiner au naturel c'est d'abord cultiver la biodiversité au jardin. Haies, présence de l'herbe, refuges en tous genres accueilleront la vie au jardin. Ce sera source de beauté bien sûr... mais permettra aussi de garantir que toutes sortes de bestioles utiles pour contrôler les 'ravageurs' pouvant endommager vos cultures seront là pour vous aider ! Mésanges, coccinelles, syrphes... seront alors vos meilleurs alliés ! Autre clé de voûte d'un jardinage au

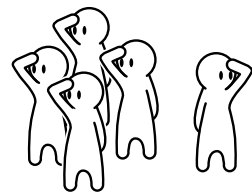
naturel : la fertilisation. Bien sûr hors de question d'épandre des engrais chimiques au jardin ! Le compost deviendra votre garantie d'une terre riche en humus et d'un sol vivant, favorable à la santé de vos plantes. Vous pourrez le fabriquer vous-même en recyclant les déchets de cuisine et les tailles du jardin.

Enfin, le troisième défi du jardinier au naturel : le 'contrôle' des herbes que certains appellent à tort mauvaises mais que

nous considérons plutôt comme 'pouvant être concurrentes des cultures' ! Là aussi l'approche sera radicalement différente : pas question de vouloir éradiquer ces herbes folles de votre jardin ou de vos allées. Il s'agira d'agir avec douceur et discernement. Bien sûr vous devrez désherber, manuellement, avant de faire vos semis ou en période de levée de vos cultures. Ailleurs la couverture du sol par des paillis et autres mulch viendra étouffer les herbes qui pourraient sinon étouffer vos cultures. Dans d'autres endroits du jardin vous pourrez par contre laisser la végétation pousser librement, assurant ainsi le gîte et le couvert à toute une faune utile... tout en offrant une diversité de fleurs aux pollinisateurs qui en dépendent.

On le voit à travers ces quelques exemples, jardiner au naturel c'est d'abord passer d'une logique de guerre au vivant à une logique de vie. Cette approche doit faire école et demain être également adoptée par l'agriculture, qui tarde encore trop à changer de logique. Puisse le jardinage lui montrer la voie.

Généralisations Futures - www.generations-futures.fr



Alternatives

» Lyon

Une coopérative d'habitat pour retraités



Chamarel a posé la première pierre de son futur immeuble écologique de quatre étages en isolation bois-paille, le 17 décembre 2015, à Vaulx-en-Velin, en banlieue de Lyon... après 6 ans de mise au point du projet. Cette coopérative d'habitants sera la première pour personnes vieillissantes en France. Il y aura 16 logements. Une concrétisation d'un projet alternatif à la maison de retraite. Le choix de se tourner vers un vieillissement à domicile a impliqué de réfléchir à toutes sortes de handicaps, d'accompagnements... Au niveau des statuts, Chamarel s'est inspiré de l'expérience du Village vertical, coopérative d'habitants déjà existante à Villeurbanne. L'emplacement a été choisi pour disposer facilement de l'accès à des commerces de proximité, des lieux culturels et des transports en commun. L'association initiale a été maintenue pour assurer la communication et servir de centre de ressources pour les futurs habitants. Pour en savoir plus : Chantal Nay, 3, rue Stalingrad, 69120 Vaulx-en-Velin, tél : 04 72 04 32 31 ou patrickchretien@hotmail.com

» Finistère

Epissure, épicerie associative

A l'extrême sud-est du département du Finistère, à une trentaine de kilomètres de Lorient, une épicerie associative a vu le jour en 2014 à Arzano, commune de 1400 habitants. Elle est installée dans des locaux appartenant à la commune et fonctionne avec un salarié. Elle propose des produits bio, des produits locaux, mais aussi des plats préparés et assure quelques services.

Epissure, 10, rue Auguste-Brizeux, 29300 Arzano, tél : 02 98 71 57 03, epissure.fr

Ethnoplante

Fête des plantes
et de la paysannerie

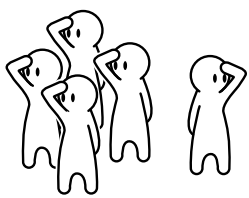
entrée 3 € / 5 €

à Joyeuse (07)

Samedi 30 avril de 14h à 20h
Dimanche 1er mai de 09h à 18h

marché de producteurs et d'artisans
conférences, spectacles
animations nature
soirée concert

terroirs



Alternatives

» **Bordeaux**

Darwin Ecosystème

Darwin Ecosystème est un gros projet d'utilisation des bâtiments d'une ancienne caserne pour y regrouper des initiatives de l'économie sociale et solidaire, dans le cadre plus général de création d'un éco-quartier sur la rive droite de Bordeaux. Le projet a commencé en 2010 avec une réhabilitation écologique des lieux (10 000 m²). 6 objectifs ont été déterminés : sobriété énergétique (le bâtiment a été rénové en basse consommation, l'électricité est fournie par Enercoop), préservation de la ressource en eau (une cuve de 30 m³ permet de récupérer l'eau de pluie qui assure 90 % des besoins en eau), tendre vers le zéro déchet (centralisation des impressions, achats responsables groupés, collecte sélective, compostage des déchets organiques), favoriser les déplacements "doux" (vélos partagés, parking vélo, atelier d'entretien vélo sur place), garantir la qualité sanitaire des locaux (choix de matériaux sains, valorisation de l'éclairage naturel) et promouvoir une consommation responsable (restauration



sur place, marchés éphémères, ruches et petite ferme urbaine). Près de 20 millions d'euros ont été investis par des entrepreneurs sociaux, créant 5700 m² de bureaux et 1700 m² de locaux commerciaux. Les lieux accueillent maintenant une quarantaine de structures regroupant plus de 200 emplois présents sur place : paysagistes, application web, technologie de l'environnement, communication, énergétique, pépinière d'entreprises, centrale d'achats, nettoyage écologique, agence de création, recyclage des déchets, transformateurs bio, énergies marines, la fédération départementale des centres sociaux... et une quarantaine d'auto-entrepreneurs qui bénéficient d'une salle de travail commune.

• Darwin Ecosystème, 87, quai des Queyries, 33100 Bordeaux, tél : 05 56 77 52 06, <http://www.darwin-ecosysteme.fr>

» CHRONIQUE

BONNES NOUVELLES DE LA TERRE

Gaspard d'Allens

A Roybon, la ZAD oubliée retrouve l'esprit de la forêt

Aux Chambarans, dans les clairières où fleurissent les cabanes et les barricades depuis le blocage des travaux du Center Parcs de Roybon, dans l'Isère, en novembre 2014, des occupants jeunes et moins jeunes ont investi la forêt.

Ils ont pris racine pour mieux lutter contre le capitalisme et ses avatars, les grands projets inutiles. Des habitats légers parsèment les deux cents hectares de bois. Les murs de Palettes Palace sont en terre et paille, la Saboté ressemble à un gros tipi, l'Acaba est une cabane collective construite avec des matériaux de la zone : les poutres ont été taillées sur place, l'argile vient du sol, le toit de chaume est en genêt. Des résidences éphémères, "comme la place de l'homme dans la nature", résume un sympathisant de la ZAD.

"En réalité, c'est leur argent qui est stérile"

Au milieu des bois, sous la cime des châtaigniers, les occupants ont peu à peu pris conscience de la terre qu'ils foulaient, appris à connaître ce territoire qu'ils défendent. "On a cultivé notre lien sensible à la forêt, nous nous sommes réappropriés les usages", disent-ils. Les grumes ont servi à bâtir des charpentes ; l'hiver, le bois mort alimente le poêle. Après les premières gelées, les petits fruits sont transformés en alcool ; les champignons, eux, finissent dans l'assiette. "Pour les aménageurs, ce territoire est un désert : il ne sert à rien, il n'a aucune valeur financière, affirme une habitante récemment installée. Mais en réalité, c'est leur argent qui est stérile."



Voir aussi le reportage photo page 36

"La forêt est un lieu autonomisant"

Il n'y a pas si longtemps, on coupait du bois pour se chauffer, produire de la pâte à papier et de la menuiserie, les herbes des marécages rempaillaient les chaises... Ce territoire a une histoire que les aménageurs tentent d'effacer sous des coulées d'asphalte et de béton. "La forêt est un lieu autonomisant si on arrive à la déchiffrer, à la comprendre, déclare un occupant. Des études montrent que les paysans, au 19^e siècle, tiraient la moitié de leurs moyens de subsistance de la forêt." Les savoirs sont à reconquérir : vertus des plantes, pratiques de soin, construction en bois d'œuvre... Ils sont perçus ici comme autant d'outils pour se réapproprier son existence.

La forêt a toujours été le lieu des fugitifs, des déserteurs. Derrière les broussailles, dans la pénombre des sous-bois, un autre monde s'invente, les rêves d'une vie qui échapperait à la norme, à l'Etat et à la marchandisation. Les occupants de la ZAD de Roybon puisent dans l'héritage des "peuples de la forêt". Notamment celui des "sorcières".

Nourris par cette filiation, ils s'interrogent : "Qu'est-ce qui nous pousse à défendre la forêt ? Une vision cartésienne ou une cosmologie ? Une approche matérialiste, qui calcule les bénéfices de la biodiversité, qui chiffre en hectares les zones de compensation, ou un imaginaire qui voit la forêt comme une entité vivante, comme une source de symboles et de valeurs ?"

Face à un châtaignier de 300 ans, Siegfried, élagueur professionnel, incline humblement la tête. "Qu'est-ce que je peux apporter à un être vivant qui est beaucoup plus vieux que moi, qui a vu naître mes ancêtres et qui vivra encore bien après moi ?"

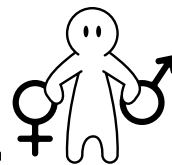
En partenariat avec : www.reporterre.net

Reporterre
le quotidien de l'écologie

» **Paris**

Ecologie à l'école

La Living School ("Ecole vivante"), école privée bilingue de Paris, a mis en place une série de mesures écologiques simples qui pourraient inspirer d'autres écoles : recyclage des déchets végétaux par un lombricomposteur, achat groupé de lombricomposteurs pour les familles intéressées, système de marquage des verres des enfants pour limiter le lavage en machine, collectes de papier brouillon, lettre d'information sur les fruits et légumes de saison, parking à vélo devant l'école, AMAP à l'école. Parmi les élèves, chaque jour il y a un "Responsable Planète" qui veille au bon déroulement des écogestes pour la journée. Par exemple, en hiver, c'est lui qui baisse les radiateurs en quittant la salle le soir. Au parc, c'est lui qui veille à ce que tout le monde prenne soin de la pelouse et des arbres. Living School, 6 rue Georges Auric, 75019 Paris, tél. : 01 42 00 72 24, www.livingschool.fr.



5 octobre 1975 : marche des femmes à Hendaye contre le franquisme

C'est une photo dans un journal des années 1970 : on y voit une foule de femmes portant des banderoles où l'on peut lire "Les sorcières sont en vie. L'inquisition se meurt". Nous sommes à Hendaye, à la frontière espagnole, en 1975, dans un contexte particulier d'exécutions d'opposants au franquisme. Après le garrotage de Puig Antich en 1974, quatre militants de l'ETA sont à leur tour fusillés le 27 septembre 1975. Depuis quelques mois des pétitions circulent à Paris et en France suite à l'arrestation de plusieurs femmes militantes anti-franquistes proches de l'ETA. Deux de celles-ci, Eva Forest et Lidia Falcon, écrivent des textes en prison qui sont publiés aux *éditions des femmes* en avril 1975 et seront de véritables succès éditoriaux.

Suite aux exécutions du 27 septembre, des groupes féministes décident d'organiser une marche des femmes à la frontière espagnole. On trouve parmi les appelantes : la tendance du MLF Psychanalyste et Politique - le même groupe qui s'occupe des *éditions des femmes* et d'un nouveau journal, *Le Quotidien des femmes* -, le MLAC (Mouvement pour la libération de l'avortement et de la contraception), le mouvement pour le planning familial, les Pétroleuses (une tendance lutte de classes) et le GLIFE (Groupe de liaison et d'information femmes enfants). En à peine trois jours, elles organisent le départ pour Hendaye et partent de nuit pour se retrouver à 10 heures du matin devant la frontière. Un millier de femmes pour s'opposer au franquisme, à l'emprisonnement et à l'exécution des opposant.e.s.

"Pour que la moitié du ciel ne soit plus renvoyée à l'enfer des sorcières"

Cette marche improvisée sera à la fois une marche de deuil, de chant et de colère. Parmi les témoignages publiés au retour, on peut lire : "A Hendaye, beauté d'une manifestation où le deuil et la colère passent à travers le corps et la voix des femmes. Prends ta part d'histoire. Tu avanceras deux fois plus vite. Mille sont allées à Hendaye, depuis le fond le plus écrasé de l'histoire, le plus près possible de la vie et des morts, à la frontière. Mille pour toutes. Faire l'appel des morts, assassinés, toujours vivants et l'appel des vivants contre la mort". Devant la frontière, les stratégies diffèrent : faut-il aller plus avant ? Bloquer la frontière ? Repartir ? Les voix sont plurielles mais le blocus ne sera par retenu : "Plutôt ouvrir des brèches, activer la circulation de pensées, de luttes, de corps vivants, d'énergies, de chants : plutôt avancer, danser par milliers, les femmes, pour qu'une seule ne se paralyse plus, pour que la moitié du ciel ne soit plus renvoyée à l'enfer des sorcières." Aux femmes, venues d'un peu partout pour cette marche, se sont jointes des femmes basques qui ont accompagné l'action et le sit-in devant les CRS avec leur chant : "L'espoir étant présent dans les chants merveilleux d'une chanteuse basque qui nous a toutes liées dans le silence."

Eva Forest ne sera libérée qu'en 1977. Elle se battra par la suite contre la torture. A sa mort, en 2007, ses enfants disperseront ses cendres à l'endroit du port d'Hendaye qui porte aujourd'hui son nom, quai Eva Forest. Si vous y passez, n'oubliez pas : si l'inquisition n'en a jamais vraiment fini de mourir, les sorcières, elles, sont toujours en vie...

En novembre 2015, Silence a publié une grande affiche couleur intitulée "100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui". Chaque mois, cette chronique permet de revisiter une date du féminisme. www.revuesilence.net/affiche_100dates

Carrière des femmes plus difficile



Depuis maintenant une vingtaine d'années, dans les nouvelles générations, les femmes sortent des études plus diplômées que les hommes. Par exemple, entre 2009 et 2011, 31 % des femmes ont obtenu un diplôme de niveau bac+3 contre seulement 24 % des hommes. Mais cela n'entraîne pas une carrière professionnelle meilleure. En enquêtant sur les personnes qui ont fini leurs formations en 2005, sept ans plus tard, on constate que les femmes ont été plus souvent au chômage (17 % contre 9 %), qu'elles disposent moins souvent d'un contrat à durée indéterminée (47 % contre 60 %), qu'elles sont plus souvent à temps partiel (12 % contre 1 %). Cela a une conséquence directe sur le salaire : huit ans après le début de leur travail, les femmes, selon leurs diplômes, touchent en moyenne 8 à 18 % de moins que les hommes. (INED, décembre 2014)

» Avortement

Le virus Zika pourrait faire bouger les lignes

Le virus Zika, qui se propage en Amérique Latine, pourrait avoir des conséquences inattendues sur le droit à l'avortement dans cette région. Au vu des risques de malformations congénitales dues à cette maladie, plusieurs Etats d'Amérique Latine recommandent aux femmes de reporter leurs grossesses au-delà de 2018... mais nombre d'entre eux ont encore des législations restrictives en matière de contraception et d'avortement. Zika pourrait accélérer un changement à ce niveau (comme la rubéole l'avait permis aux Etats-Unis au milieu du 20e siècle)... ou bien multiplier le nombre d'avortements clandestins, avec les risques que cela comporte (au Salvador, 11 % des femmes qui en subissent un en meurent). Rappelons qu'un million d'avortements clandestins (passibles de 40 ans de prison) ont déjà lieu annuellement au Brésil, fortement touché par ce virus.

La place des femmes dans l'actualité stagne

Entre 2010 et 2015, il n'y a eu aucune évolution de la place des femmes dans les médias d'actualité dans le monde. Une enquête menée dans 114 pays montre que, sur un panel de 45000 personnes interviewées (presse écrite, audiovisuelle...), il y a seulement 24 % de femmes. Elles représentent seulement 19 % des experts mis en lumière. (Source : www.bonnenouvelle.ch, 29 décembre 2015).

» Sexualité

Numéro vert

Le Ministère de la santé a mis en place un nouveau numéro vert gratuit (0800 08 11 11) où des professionnels peuvent répondre à toutes questions sur la sexualité, la contraception, l'interruption de grossesse.

Burkina Faso : la fin du coton Bt mais pas des OGM ?

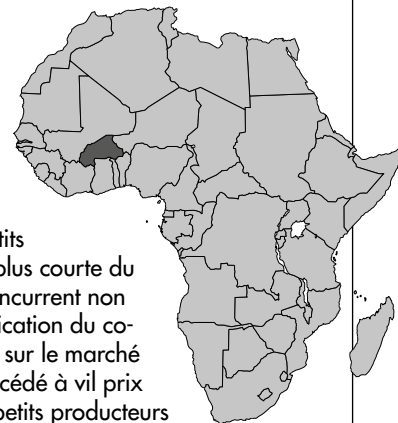
Le Burkina Faso a été le premier pays d'Afrique de l'Ouest à permettre officiellement la culture d'OGM, en autorisant la commercialisation de semences de coton Bt à partir de 2008. Ce type de coton modifié tire son nom et ses propriétés du gène d'une bactérie du sol, introduit artificiellement dans le génome de la plante afin qu'elle produise elle-même un insecticide. Au Burkina, une variété Bt avait été obtenue par la multinationale Monsanto, en croisant une variété locale avec une variété américaine. Elle avait été cultivée à "l'essai" dès 2003, avant même l'adoption d'une législation supposée encadrer le développement des biotechnologies. Blaise Compaoré, qui dirigeait le pays depuis 1987, livrait ainsi les paysans de toute la sous-région (1) à la prétendue propriété intellectuelle de Monsanto : les frontières poreuses ne pouvaient en effet limiter les risques de contamination dans les pays voisins.

Le coton OGM ne s'est pas avéré rentable

Pendant des années, des cotonculteurs et des organisations de la société civile ont tenté, en vain, de s'opposer au rouleau compresseur du lobby pro-OGM, soulignant l'absence d'une réelle évaluation des risques sur la santé et l'environnement (2). Avec le renversement de Blaise Compaoré fin 2014, la donne a changé, mais en partie seulement. Contrairement au gouvernement, les dirigeants des sociétés cotonnières et du puissant syndicat agricole qui structure la profession sans pour autant défendre les paysans, n'ont pas été balayés avec le dictateur. Par intérêt ou par conviction, ils pouvaient continuer à soutenir le coton OGM, et les autorités de la transition n'ont pas voulu, ou pas pu (du fait des rapports de forces), se saisir du dossier.

La culture du coton OGM reste donc autorisée au Burkina... mais pas aussi lucrative que prévue. En dépit d'une réduction temporaire (3) du nombre de traitements phytosanitaires, le coton Bt ne s'est pas avéré rentable. Sans surprise, la réduction du nombre de traitements et une productivité à l'hectare

plus faible qu'annoncée ne suffisaient pas forcément à compenser le surcoût de la semence brevetée pour les petits producteurs. Surtout, la fibre plus courte du coton Bt par rapport à son concurrent non OGM a conduit à la déclassification du coton burkinabè. Autrefois prisé sur le marché international, il est désormais cédé à vil prix aux acheteurs étrangers. Les petits producteurs n'ont jamais pu faire entendre leur voix, mais les sociétés cotonnières, qui ont refait leurs calculs, ont bien plus de pouvoir : elles ont annoncé en janvier 2016 un abandon progressif du coton Bt tant que Monsanto ne résoudrait pas ce problème de raccourcissement de la fibre.



Des rencontres internationales des résistances aux OGM

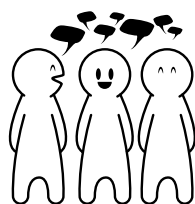
On est en droit de se réjouir de ce recul de Monsanto... mais prenons garde à ce qu'il ne soit pas que provisoire ! Il n'est lié à aucune décision politique des nouvelles autorités burkinabè, qui n'ont rien modifié à la législation. Les projets de développement de sorgho et de niébé (un haricot) modifié, développés notamment grâce à "l'aide" de la fondation Bill et Melinda Gates, continuent donc de menacer l'économie agricole et l'environnement du pays. C'est l'enjeu des Rencontres Internationales des Résistances aux OGM, organisées à Ouagadougou les 22, 23 et 24 avril 2016 par le Collectif Citoyen pour l'Agro-Ecologie.

(1) Voir "Compaoré livre les paysans ouest-africains à Monsanto", *Billets d'Afrique* n°204, juillet-août 2011.

(2) Voir sur internet le documentaire "Nous sommes debout ce matin" de Guylène Brunet (2011, 26').

(3) L'expérience en Inde montre qu'apparaît progressivement une résistance chez les ravageurs de la plante.

Une chronique de : *Survie*, 47, avenue Pasteur, 93100 Montreuil, <http://survie.org>



Société

» Paris

Tourisme autour des mémoires africaines

Jacqueline Ngo Mpii est la créatrice de la société *Little Africa* qui a pour but de développer un tourisme autour des mémoires africaines en France. Elle organise à Paris des visites orientées sur le patrimoine artistique, et durant l'été des visites du Jardin Tropical de Vincennes en parlant des expositions coloniales qui y ont eu lieu. Elle souhaite développer des visites dans les ports négriers également (Nantes, Bordeaux, La Rochelle...). Contact : <http://littleafrica.fr>.

» Publicité

Le pire est évité dans les petites villes

Une proposition de loi du gouvernement prévoyait d'autoriser la multiplication des panneaux publicitaires dans les villes de moins de 10 000 habitant-e-s appartenant à une grande agglomération (cf. *Silence* n°442 p. 16). Une consultation publique a été mise en place. Sur les 60 000 avis récoltés, 99% des personnes étaient opposées à cette mesure ! Le projet a donc été abandonné par le gouvernement... Mais un amendement "de taille" est toutefois resté : la possibilité d'apposer des panneaux de 50 m² sur davantage de stades en vue de l'euro 2016.



Greenpeace avait anticipé sur la législation ! (action contre la prospection pétrolière de Gazprom lors d'un match Bâle-Schalke 04, 1er octobre 2013)

Fabrice Coffrini



» Maroc

Etiquetage des produits importés du Sahara occidental ?

Le 11 décembre 2015, suite à un recours du Polisario, organisation politique du Sahara occidental, la Cour européenne de Justice a suspendu l'accord agricole de 2012 avec le Maroc, demandant — comme pour Israël et les colonies en territoires palestiniens — de faire la distinction dans l'étiquetage des produits entre ce qui vient du Maroc et ce qui provient des territoires occupés. Cela concerne aussi le poisson pêché au large de ce territoire, occupé depuis 1975 par le Maroc, sans reconnaissance internationale. Les associations de soutien au peuple sahraoui, s'étonnent actuellement de l'absence de conséquence visible sur l'étiquetage en France des produits "marocains". La France, qui a toujours soutenu le régime marocain, n'a pas appliqué la décision et se trouve aujourd'hui confrontée aux pressions d'autres pays européens, la Suède étant la plus virulente.

Tribunal contre Monsanto

La Fondation Tribunal Monsanto a été créée à La Haye afin de juger les crimes imputés à la multinationale états-unienne dans le domaine environnemental et sanitaire et de contribuer à la reconnaissance du crime d'écocide dans le droit international. Organisé à La Haye, du 12 au 16 octobre 2016, le Tribunal sur Monsanto aura pour mission d'évaluer les faits qui lui sont reprochés et de juger les dommages causés par la multinationale. Initiative de la société civile, il est marrainé par Marie-Monique Robin, auteure de *Le monde selon Monsanto*. Vandana Shiva, Olivier De Schutter, Arnaud Apoteker, Corinne Lepage, Gilles-Éric Seralini, etc., participent à cette initiative. Plus d'informations sur www.monsanto-tribunal.org.

L'état d'urgence nuit à la liberté de la presse

Le 7 février 2016, alors qu'un dispositif policier important prépare le passage de François Hollande à Strasbourg, le directeur du média local *La feuille de chou*, qui se trouve là, filme l'action. Il se fait alors contrôler et fouiller par des policiers qui l'identifient comme étant membre de ce média indépendant. Leur demandant le motif ils lui répondent "Vous avez raté un épisode, on n'a plus besoin de motif". Rétorquant qu'ils ont une curieuse manière de rechercher des terroristes, ils répondent que "c'est ce qu'on est en train de faire". L'état d'urgence sert donc aussi à intimider la presse.

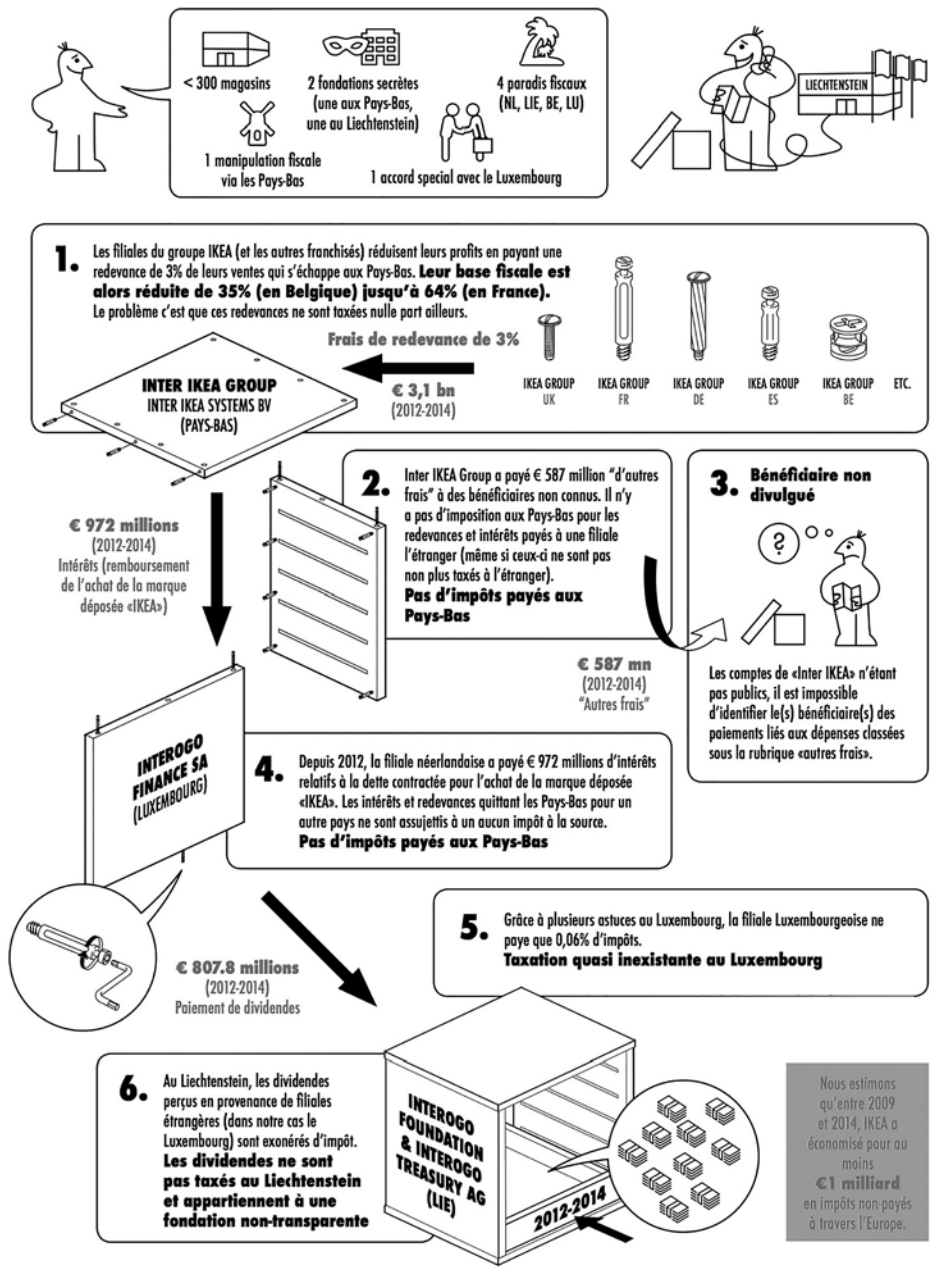
Ikea :

comment organiser son évasion fiscale

En janvier 2016, la Commission européenne a mis en place des mesures censées lutter contre l'optimisation fiscale des entreprises. Pour montrer que cela ne suffit pas, le groupe des Verts au Parlement européen a publié le 12 février 2016, une étude d'Eva Joly et Philippe Lamberts, montrant comment Ikea en jouant des transferts entre ses filiales européennes et des paradis fiscaux, a économisé plus d'un milliard d'euros d'impôts sur les six dernières années. Ainsi chaque magasin verse une redevance à une filiale située aux Pays-Bas. Cette redevance vient en déduction du bénéfice imposable. Aux Pays-Bas, cette filiale n'est pas imposée car elle reverse cet argent à une autre filiale au Liechtenstein. Rien que pour 2014, les magasins Ikea situés en France ont ainsi économisé 24 millions d'impôts, c'est 35 millions en Allemagne, 11,6 millions en Grande-Bretagne... Les Verts demandent la transparence sur tous les mouvements d'argent, une harmonisation fiscale au niveau européen, des mesures législatives anti-évitement fiscal... et des enquêtes officielles sur les pratiques d'Ikea.

DEPT. FISCAL

EVASION FISCALE PAR IKEA





Nucléaire

» CHRONIQUE

CATASTROPHE DE FUKUSHIMA

Monique Douillet

Le vrai coût du nucléaire : une affaire d'Etat

En 2011, vingt-cinq ans après l'accident de Tchernobyl, l'Ukraine, la Biélorussie et la Russie annonçaient avoir dépassé les 1000 milliards de dollars de dépense en réparation et ce n'était pas terminé ! Aucune information plus récente n'a été publiée.

En 2016, cinq ans après l'accident de Fukushima, où en est le Japon ?



Eruption du volcan Sakurajima, le 2 février 2016, à moins de 50 km de la centrale nucléaire de Sendai où deux réacteurs sont en activité

Sur les cinq premières années, le budget alloué par le gouvernement à la décontamination et à la reconstruction atteint 118 milliards d'euros. On sait que le gouvernement a prévu un budget sur dix ans de 244 milliards d'euros pour l'aide à la réhabilitation. Par contre, on ne sait pas si les collectivités publiques qui ont déjà estimé leurs opérations de décontamination à plus de 85 milliards d'euros, ont été appelées à contribuer sur leurs propres fonds.

On sait que le nettoyage entrepris ne concerne que les abords des habitations et les voies de circulation, laissant de côté 70 % de la surface des terres essentiellement constituée de forêt.

On ne sait pas quand s'arrêteront les travaux titanesques en cours sur la centrale et ses abords.

Dans le doute, ne retenons que les 244 milliards d'euros annoncés par le gouvernement et poursuivons l'enquête.

Comment est calculé le coût de l'électricité nucléaire ?

Simplement, en additionnant le prix de la construction et celui de l'exploitation ! Curieusement, celui du démantèlement des installations qui ont été construites pour 40 ans n'est pas pris en compte. Certains estiment qu'il coûtera aussi cher que la construction. De plus, les frais de stockage et d'enfouissement des déchets qui s'avèrent exorbitants ne sont pas non plus comptabilisés !

Le nucléaire a besoin du soutien de l'Etat pour exister.

Les réacteurs nucléaires construits dans les années 70 à 90 coûtaient environ 5 milliards d'euros l'un. Comme le Japon avait 58 réacteurs avant l'accident de Fukushima, on peut estimer que son programme a coûté dans les $58 \times 5 = 290$ milliards d'euros + l'enrichissement + le stockage des déchets, soit entre 300 et 350 milliards d'euros. Avec les réparations, la décontamination et la mise aux nouvelles normes suite aux accidents, auxquelles il conviendra d'ajouter le démantèlement, on peut déjà multiplier ce coût par 3.

Pour être encore plus exact, ne faudrait-il pas faire entrer dans ce calcul le coût des accidents, grands et petits ? Ainsi que les dépenses de santé et d'indemnisation des populations déplacées qui en découlent ?

On déduit donc aisément que la décision de sous-évaluer de façon aussi artificielle le prix de l'atome est une affaire d'Etat — au Japon comme dans d'autres pays du monde — et nullement une question de marché. Ce que confirme Sophia Majnoni, de l'association Greenpeace : **"Le nucléaire a besoin du soutien de l'Etat pour exister. Les coûts n'ont jamais été reflétés dans le kilowattheure électrique".**

Mais alors, s'il s'agit d'un tel gouffre, qu'est-ce qui intéresse l'Etat, outre l'électricité, dans la production nucléaire ?

Une version chronologique détaillée de la catastrophe se trouve sur notre site : www.revuesilence.net

Après Areva, EDF en difficulté

La filière nucléaire française est en difficulté. Après les annonces successives de déficit d'Areva, c'est EDF qui est dans la tourmente. Ayant dû revoir ses réserves financières pour le site d'enfouissement des déchets et pour l'entretien des réacteurs actuels, n'arrivant pas à faire avancer le dossier de la construction d'EPR en Grande-Bretagne (l'opposition vient directement des syndicats de cadres d'EDF qui craignent une faillite), obligé par le gouvernement de racheter des pans entiers d'AREVA, EDF a vu son bénéfice diminuer des deux tiers en 2015, passant de 3,7 milliards à 1,2 milliard. Conséquences : l'action d'EDF ne fait que baisser en bourse (sa valeur a été divisée par 8,5 en cinq ans) et l'Etat, actionnaire principal, a accepté de ne pas toucher 1,8 milliard de dividendes.

Le nucléaire est en train d'atteindre ses limites financières. Ce qui n'empêche pas son directeur, Jean-Bernard Lévy, de continuer à faire le fanfaron en annonçant le 16 février 2016 qu'EDF n'a pas l'intention de fermer d'autres réacteurs que les deux de Fessenheim... en totale contradiction avec la loi de transition énergétique.

Le même jour, l'ASN, Autorité de sûreté nucléaire, a annoncé que, faute de moyens, l'agence donnerait "la priorité à la protection des personnes et de l'environnement" en inspectant les réacteurs en fonctionnement... sous-entendu que le dossier EPR à La Hague que doit déposer Areva en 2016, ne sera pas traité en urgence.

La surproduction électrique au niveau européen, du fait de la montée en puissance des énergies renouvelables, a fait plonger le prix de l'électricité sur le marché de gros. Cela devrait au contraire inciter à fermer des réacteurs. Alors qu'en Allemagne, les compagnies privées souhaitent avancer la sortie du nucléaire (on parle de 2019 au lieu de 2022) et envisagent maintenant une sortie du thermique, en France, le gouvernement semble incapable de faire le virage nécessaire.

Manque de personnel

Dans son rapport annuel, la Cour des Comptes s'interroge non seulement sur le coût de l'entretien des centrales vieillissantes et sur les risques d'avoir une production électrique à un prix si élevé qu'elle sera invendable, mais également sur la possibilité de trouver le personnel pour réaliser cette maintenance, car déjà aujourd'hui les entreprises sous-traitantes ont du mal à trouver des plombiers qui acceptent d'aller faire des interventions en zone radioactive. La Cour des Comptes estime que d'ici 2030, il faudra trouver 100 000 personnes pour ces travaux et craint le manque de volontaires de la part de jeunes qui préfèrent travailler dans des conditions moins dangereuses.



Requiem postnucléaire

Jim Petit est un musicien qui habite un petit village du Haut-Rhin, dans une maisonnette reliée ni au réseau électrique ni au réseau d'eau. L'électricité nécessaire pour sa création musicale est produite par une petite unité photovoltaïque, son eau est celle d'une source. Ce mode de vie, riche de simplicité volontaire, lui a permis de travailler et de composer *Post-nucléaire Requiem* en partant du constat de la fragilité de vivre dans une région proche de la centrale nucléaire de Fessenheim. *"Cette composition est un requiem pour ceux qui ont vu leur vie s'arrêter, être à jamais bouleversée par des catastrophes nucléaires"*. La recherche de financement passe par la plateforme de dons de La Nef, la seule banque éthique française qui garantit que l'argent réuni ne passera pas dans les circuits financiers soutenant de près ou de loin l'industrie nucléaire. Pour découvrir et soutenir le projet : www.jimpetit.com.



La Cour des Comptes chiffre le coût de l'électricité nucléaire

Selon un rapport de la Cour des Comptes paru le 10 février 2016, le coût du MWh nucléaire est en hausse rapide du fait des coûts de maintenance. Il serait passé de 49,6 € en 2010 à 59,8 € en 2013 et 62,6 € en 2014. A comparer au prix de l'électricité sur le marché européen aujourd'hui tombé à moins de 30 € le MWh.

Contrairement à ce qu'argumente EDF pour justifier la poursuite du fonctionnement des réacteurs actuels, ce rapport montre que le coût de l'électricité ne baisse pas avec le temps... car les investissements doivent se maintenir à un niveau élevé.

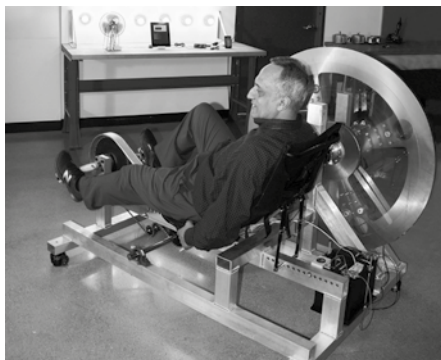
Dans ce contexte, il est compréhensible qu'EDF ait de plus en plus de mal à équilibrer ses comptes.

Énergies



Un vélo comme source d'énergie

Manoj Bhargava, ingénieur indien riche, a mis au point un vélo avec volant d'inertie qui permet d'alimenter en électricité sa maison. En pédalant une heure par jour (parfait pour la santé !), il produit de quoi alimenter l'éclairage, la télévision, l'ordinateur... Il pense que sa technologie relativement simple peut être développée à coût modeste pour les trois milliards d'individus qui sur Terre n'ont pas encore accès à l'électricité. Par contre, pour les riches consommateurs que nous sommes, il nous faudra sans doute pédaler plus d'une heure !



Gaz de schiste : remobilisation



Alors qu'un tribunal a fait une distinction entre exploration et exploitation pour ré-autoriser, le 30 janvier 2016, un permis supprimé à Total dans la région des Cévennes, les opposants, qui expliquent qu'il n'y a pas de différence de technique entre ces deux phases (voir notre n°406 de novembre 2012) ont organisé une manifestation pour demander à l'Etat de légiférer de manière plus précise sur la question. 15 000 personnes se sont retrouvées dans les rues de Barjac (Gard), le 27 février 2016, pour demander l'interdiction de l'exploitation de ces hydrocarbures extrêmement polluants localement, mais aussi très nocifs pour le climat.



Environnement

Notre-Dame-des-Landes

♦ **Un référendum local ?** Le 12 février 2016, à l'occasion d'une intervention télévisée, François Hollande a annoncé l'organisation d'une consultation locale sur le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Une annonce qui intervient au moment du retour d'écologistes dans le gouvernement. Plusieurs associations ont immédiatement questionné le gouvernement sur le choix de se limiter au niveau local : alors que les promoteurs de l'aéroport insistent sur son caractère international, pourquoi un sujet comme celui-ci qui touche à la question climatique, à la biodiversité, à la transition énergétique et à l'aménagement du territoire, serait-il cantonné à l'avis des seuls plus proches ? Peut-être parce que les sondages au niveau national indiquent que les opposants seraient très largement majoritaires ? Pour rappel, un sondage IFOP de février 2014, au niveau national, indiquait 56 % contre le projet d'aéroport, 24 % pour, 20 % ne se prononçant pas. Et c'était avant tous les débats sur le changement climatique liés à la COP21.



♦ **Mobilisation record.** Le 27 février 2016, l'encerclement du site du projet d'aéroport a réuni environ 50 000 personnes... soit plus du double de la manifestation à Nantes du 9 janvier 2016. Les manifestants demandent l'abandon pur et simple du projet, en accord avec les engagements de la France pris lors de la COP21 pour lutter contre le réchauffement climatique, en respect des engagements pour le maintien des terres agricoles... et pour dénoncer un projet de

référendum qui ne serait que local, alors que la question est maintenant largement internationale. Il y a maintenant plus de 200 comités de soutien aux opposants répartis dans toute la France.

♦ **Propagande de Retailleau.** 60 000 euros, c'est ce qu'a dépensé le conseil régional des Pays de la Loire, sous l'égide de Bruno Retailleau (LR), pour financer une campagne réclamant l'expulsion de la Zad de Notre-Dame des Landes, à travers des affichages, l'achat d'encarts publicitaires dans les journaux (contre lesquels des syndicats de journalistes se sont élevés) et la mise en ligne d'une pétition. Le 8 février 2016, dénonçant "une pétition délibérément falsifiable et falsifiée" et l'usage de l'argent du contribuable à des fins "partisanes, si ce n'est personnelles", un collectif d'opposants à l'aéroport a piraté le site et mis en lumière de nombreuses signatures douteuses.

♦ **Une étude qui plombe le projet d'aéroport.** C'est le *Canard Enchaîné* qui a révélé l'affaire, le 17 février 2016. La préfecture de la Loire-Atlantique et les promoteurs du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes ont dissimulé les résultats d'une étude commandée à la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal). Cette étude, réalisée en 2014, devait mesurer l'impact d'un agrandissement des pistes de l'aéroport de Nantes sur la réserve de Grand Lieu, zone Natura 2000.

Alors que, gouvernement en tête, les pro-aéroports martèlent l'impossibilité de tels travaux de réaménagement, il s'avère que l'impact serait très limité. Et sans commune mesure avec les dangers d'une urbanisation qui pourrait rendre possible le transfert de l'aéroport vers Notre-Dame-des-Landes. L'étude concluait ainsi : "l'allongement de la piste de l'aéroport de Nantes-Atlantique ne présente pas de risque pour la faune de la réserve naturelle et n'augmente pas le péril aviaire" et "elle garantit la préservation des zones humides de la ceinture verte générée par l'aéroport". Le directeur adjoint de la Dreal, Philippe Viroulaud, a répliqué en arguant qu'il s'agissait d'une simple note qui n'avait pas vocation à être rendue publique.

» Jura

Economie contre biodiversité

Un projet de Zone d'activité économique est en réflexion à Montrond dans le Jura, sur une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF). Un collectif citoyen se mobilise pour le bloquer et propose un projet alternatif.

Contact : *Collectif citoyens résistants*, 39300 Champagnolle, collectifcitoyens.tumblr.com.

» Haute-Durance

Recours contre le projet de ligne très haute tension

RTE, Réseau de transport d'électricité, ayant du mal à convaincre les élus locaux de signer les permis de construire pour l'installation des pylônes de la nouvelle ligne haute tension entre la France et l'Italie, le Premier ministre a pris un décret le 28 octobre 2015 qui dispense RTE de permis de construire. Début janvier 2016, les opposants ont attaqué ce décret au Conseil d'Etat s'étonnant d'une telle mesure concernant des ouvrages de 60 m de haut, alors qu'il faut un permis de construire pour une simple cabane de jardin.

Avenir Haute-Durance, Les Collets, 05230 Montgardin, www.avenirhautedurance.com



LOGM

Lorient port OGM

Le 12 février 2016, quatre membres des Fauchoirs volontaires comparaissaient devant le tribunal de grande instance de Lorient, accusés de dégradations pour avoir marqué de peinture les grilles et murs du port de Kergroise pour dénoncer l'importation de 660 000 tonnes de soja transgénique par an dans ce port, avec des slogans comme "Lorient port OGM". Ils ont refusé la proposition de payer chacun 300 euros d'amende, cherchant à avoir un procès pour réclamer un moratoire sur les importations d'OGM.

Censure au HCB ? Des organisations annoncent leur boycott

Le HCB, Haut Conseil des Biotechnologies, est l'instance chargée de conseiller le gouvernement pour ses choix en terme de biotechnologies. Il a publié le 4 février 2016 une "note" sur la classification OGM ou non des produits issus des nouvelles techniques de modification génétique (NTMG), avant que la Commission Européenne ne prenne position. Mais une profonde divergence a eu lieu, qui n'a pas été prise en compte dans l'avis du HCB. Elle a donné lieu à la démission d'Yves Bertheau, directeur de recherche à l'INRA, spécialiste des questions de traçabilité, de coexistence et d'évaluation des risques liés aux OGM, qui avait un regard plus critique sur certains points. Plusieurs associations demandent la publication de cet avis divergent, estimant que "la seule voix discordante d'un comité très en faveur des OGM n'est pas prise en compte".

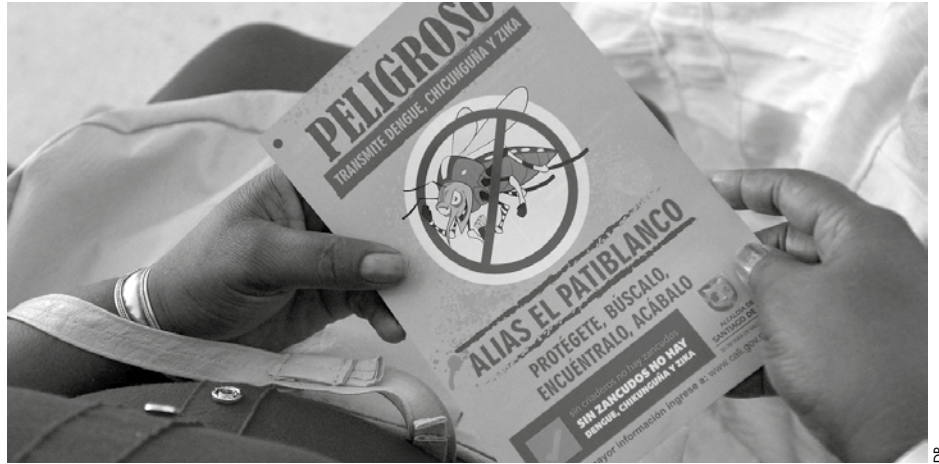
"Suite à plusieurs mois de travaux, nos sept organisations font le constat amer qu'un débat pluraliste sur les nouvelles techniques de modifications génétiques ne peut pas se dérouler au sein du HCB tel qu'il fonctionne actuellement", écrivent dans un communiqué commun *Les Amis de la Terre, France Nature environnement, Greenpeace, l'Union nationale de l'apiculture française, la Confédération paysanne, la Fédération de l'agriculture biologique et le Réseau semences paysannes*. Elles annoncent qu'elles "boycotteront le HCB tant que la pluralité des avis sur les OGM ne sera pas respectée". (Source : Rés'OGM).

» Vaccin

Démission au ministère de la Santé

Thomas Dietrich a démissionné avec fracas le 20 février 2016 de son poste de secrétaire général de la Conférence nationale de santé. Dans une lettre de 28 pages, adressée à son supérieur, il affirme que "la démocratie dans le domaine de la santé n'est qu'une vaste mascarade montée par les politiques". La Conférence nationale de santé réunit annuellement depuis 2004, 120 membres, représentant l'ensemble du paysage de la santé : usagers, professionnels du soin, élus, chercheurs, assureurs, laboratoires... Il doit rendre des avis indépendants pour éclairer le ministère et les parlementaires. Thomas Dietrich rapporte les pressions reçues à partir du moment où la présidente, Bernadette Devictor a voulu ouvrir un débat sur la vaccination. "Il fut exigé que je fasse relire les avis ou contributions de la CNS par le cabinet de la ministre". La CNS sera finalement court-circuitée : la ministre Marisol Touraine confiant la réalisation d'un rapport à une députée socialiste, Sandrine Hurel. La CNS a vu par ailleurs fondre son budget... pendant que le ministère débloquent 400 000 € pour lancer une nouvelle structure "L'Institut pour la démocratie en Santé".

Monsanto responsable des malformations attribuées à Zika ?

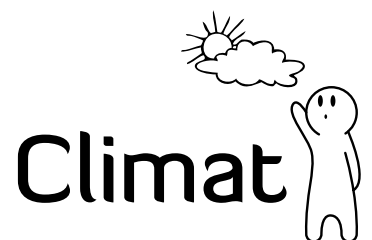


Une étude de chercheurs argentins et brésiliens publiée le 2 février 2016, relayée par *Paris-Match*, suspecte un pesticide de la firme Monsanto d'être à l'origine des malformations crâniennes sur des nouveau-nés, et non pas directement le virus Zika mis en cause par le ministère de la santé brésilien. Le pyriproxyfène est un insecticide fabriqué par une filiale japonaise de Monsanto, et utilisé allègrement depuis 2014 par les autorités publiques brésiliennes pour tuer les larves de moustiques présentes notamment dans l'eau potable des zones pauvres du Nord-Ouest du pays. Le produit aurait alors été intégré dans l'organisme des moustiques, et se serait ainsi transmis à l'homme. Si les conclusions de l'étude sont vérifiées, cela signifierait un nouveau coup dur pour Monsanto.

» Grande-Bretagne

Activistes climatiques condamnés

En juillet 2015, treize personnes du réseau d'action directe *Plane Stupid* bloquaient pacifiquement une piste d'atterrissage de l'aéroport d'Heathrow pour manifester contre la décision gouvernementale de son agrandissement. L'occupation du tarmac a duré six heures, retardant ou annulant des dizaines de vols. Parmi les bloqueurs, un physicien de l'atmosphère terrestre de 68 ans. Déclarés coupables d'"intrusion aggravée", ils étaient passibles de prison ferme mais on été finalement condamnés à une peine de six semaines de prison avec sursis. (Source : *350.org*, 24 février 2016)



La montée des océans s'accélère

Entre 1900 et 2000, le niveau des océans a monté de 14 centimètres, soit la variation la plus rapide depuis 3000 ans. Et cela s'accélère : les prévisions pour 2100 vont de 51 à 130 centimètres. Même en adoptant des mesures qui permettraient de rester sous une hausse de 2°C, les océans monteraient encore de 24 à 60 cm. Ces chiffres sont ceux avancés par l'Académie américaine des Sciences.



NUCLÉAIRE ÇA BOUM !

Dominique Lalanne

Dijon et ses bombes

Valduc, à quelques kilomètres de Dijon, a la charge d'entretenir les 300 bombes nucléaires françaises, dont il faut vérifier régulièrement qu'elles sont chacune en capacité d'exploser avec 15 fois la puissance de la bombe d'Hiroshima.

Quatre-vingt-seize de ces bombes équipent l'un des quatre sous-marins lanceurs d'engins qui assurent la "permanence en mer", pour être prêt à un tir à tout moment. Une petite cinquantaine de ces bombes (le chiffre exact est classé secret-défense) sont destinées aux avions basés à Istres, près de Marseille, et quelques-unes doivent être disponibles sur le porte-avion Charles-de-Gaulle.

Leur entretien a lieu en grande partie à Valduc, les transports se font par la route, toutes ces activités étant bien évidemment "secret-défense". Les Dijonnais sont donc les Français qui côtoient le plus de bombes nucléaires. Bien évidemment, sans le savoir.

Un centre pour moderniser les bombes actuelles

Valduc est le centre du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) voué à moderniser les bombes actuelles. De nouvelles installations sont programmées en partenariat avec les Anglais, qui viendront à Valduc pour moderniser eux aussi leurs bombes. Un accord a été signé en 2010 pour effectuer un travail en collaboration pendant... cinquante ans ! Et ce seront aussi des éléments de bombes anglaises qui viendront sur les routes dijonnaises...

Les nouvelles machines de Valduc sont des accélérateurs de particules qui créeront des flashes de rayons X pour faire des pho-

tos ultra-rapides de l'intérieur de la bombe lors du déclenchement de l'explosion et du compactage de l'amorce au plutonium ou à l'uranium. Bien évidemment, ces amorces sont remplacées par des matériaux inertes pour éviter l'explosion nucléaire ! Ce seront des photos 3D, une nouveauté pour les Français et les Anglais.

Pollution au tritium

Pour l'entretien, il est aussi nécessaire de vérifier la partie "H" de la bombe, celle qui contient du tritium, c'est à dire de l'hydrogène radioactif. Dans le passé, une pollution de tritium avait été décelée dans l'environnement de Valduc. Mais, depuis plusieurs années, l'information laisse à désirer. Les élus devraient se préoccuper d'avoir un bilan régulier et d'en informer la population. Sinon, il faudrait envisager de faire appel à une expertise indépendante...

Valduc et Dijon sont les hauts lieux des armes nucléaires. Le personnel qui travaille dans ce centre est tenu au secret, parfois jusqu'à être paranoïaque, ce qui explique que des informations élémentaires sur la sécurité et la pollution ne soient même pas disponibles !

Les opposants aux armes nucléaires manifestent par une présence du 6 au 9 août, anniversaires d'Hiroshima et Nagasaki, devant le centre du CEA et au centre-ville de Dijon, pendant 4 jours, pour dénoncer cette arme de destruction massive dont l'utilisation est condamnée par l'ONU comme "un crime contre l'humanité". Un "jeûne-action" ouvert à tous dénoncera cette situation préoccupante de trafic de bombes sur les routes et de pollution au tritium.

Dominique Lalanne est président de "Armes nucléaires STOP" - do.lalanne@wanadoo.fr

» Polynésie

Mobilisation pour la vérité sur les essais

Alors que le 2 juillet 2016 marquera le cinquantième anniversaire du premier essai en Polynésie française, la mobilisation pour l'ouverture des dossiers médicaux s'amplifie. Le 2 février 2016, 300 personnes ont participé à un sit-in devant le haut-commissariat, avant de remettre une pétition signée par 27 241 personnes (soit 10 % de la population). C'est la nouvelle association 193 (comme le nombre d'essais) qui coordonne les actions. Elle demande l'organisation d'un référendum qui permettrait d'inclure dans la loi l'obligation de dire la vérité sur les conséquences de ces essais, alors que ces îles connaissent un taux anormal de cancers, particulièrement des leucémies chez les jeunes. Les trois principaux groupes politiques présents à l'Assemblée régionale se sont prononcés en faveur de ce référendum.

<https://www.facebook.com/ASSOCIATION-193-721008864620558/>

Pays sans armée

Actuellement 25 pays dans le monde ne possèdent pas d'armée. Les plus gros d'entre eux sont le Costa Rica (4,6 millions d'habitants, depuis 1948), le Panama (3,8 millions, depuis 1990), puis notamment l'Islande (320 000 habitants). Le Costa Rica et l'Islande sont signataires d'accords de protection avec les États-Unis, le second est par ailleurs membre de l'OTAN. De son côté, Haïti (10,3 millions d'habitants) a été le plus gros pays sans armée entre 1995 et 2014, date à laquelle il a reconstitué une défense militaire. Les autres pays sans armée sont de petites îles (comme La Dominique, Samoa, les îles Marshall, Nauru) et des micro-États en Europe (Andorre, Monaco, Liechtenstein...) dont on notera que beaucoup prospèrent dans le domaine de la fiscalité internationale.

» Grande-Bretagne

Mobilisations contre les armes nucléaires

Alors que le Parti travailliste a à sa tête l'un des leaders des mouvements pour le désarmement nucléaire, les mobilisations contre la modernisation des arsenaux britanniques prend de l'ampleur. Le 27 février 2016, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté dans les rues de Londres pour demander au gouvernement de renoncer au programme de modernisation des Trident, les sous-marins nucléaires, programme estimé à 57 milliards d'euros. C'est la plus grosse manifestation depuis 1983.



NUCLÉAIRE / APPEL DU 26 AVRIL

5 ANS APRÈS FUKUSHIMA

30 ANS APRÈS TCHERNOBYL



TOURNÉE

"Être liquidateur hier et aujourd'hui"

Avec le spectacle Elena ou la mémoire du futur et le témoignage de Oleg Veklenko artiste et "liquidateur" ukrainien de la première heure

- S 2 avril, 20h, Bure 55290 Maison de Résistance, tél : 03 29 45 41 77
- D 3 avril, 15h, Darnieulles 88390 Salle des fêtes, vosgesan@gmail.com
- L 4 avril, 20h30, Colmar 68000 Salle Théodore-Monod gabriel.weisser@gmail.com
- M 5 avril, 20h, Nevers 58000 Salle Stéphane-Hessel pierre.kaluzny@rivernet.org
- Me 6 avril, 20h, Valence 26000 au VAL (Valence Atelier Libre) contact@stopnucleaire2607.org
- J 7 avril, 20h, Le Puy-en-Velay 43000 à la Biocoop, sortirdunucleaireenvelay@gmail.com
- V 8 avril, 20h, Clermont-Fd 63000 Salle Georges-Conchon, rue Léo-Lagrange, yves.reverseau@wanadoo.fr
- S 9 avril, 20h30, Léguillac de Cercles 24340 Salle des fêtes, lezidefuz@gmail.com
- D 10 avril, 17h, Moulidars 16290 Ferme-Théâtre de Malvieille, www.theatre-en-action.org, tél : 05 45 66 22 45
- L 11 avril, 20h, Poitiers 86000 Le Local 16 rue Saint-Pierre-le-Puellier, maite.monange@gmail.com
- M 12 avril, 20h, Alençon 61000 Arts Terre Native, asso.atn@gmail.com
- Me 13 avril, 20h30, Paris 75012, la M.E.O., 3 passage Hennel, www.sildav.org, tél : 01 40 24 00 55
- J 14 avril, 20h, Montreuil 93100, La Guillotine, 24, rue Robespierre, http://la-guillotine.fr
- V 15 avril, Colloque de 10h à 19h (ELENA à 18h), Paris 75013 INALCO Auditorium, 65 rue des Grands-Moulins, galia.ackerman@gmail.com

FILMS

• At(h)ome

D'une zone désertique irradiée aux faubourgs d'Alger Du 25 au 29 avril, dans la Drôme dans le cadre du Printemps Documentaire 2016, http://leseccrandsularge.fr

• A Bure pour l'éternité,

- 4 avril à 20h15, cinémathèque 17, place du Théâtre Luxembourg
- 9 avril, 18h, Salle d'intérêt collectif Kaz Kabar rampe Cluchet 04260 Joyeuse, bastien.bonetti@hotmail.fr

• Canon des petites voix

14 avril à 19h30, salle Debussy, 89300 Joigny http://c3vmaisoncitoyenne.com/

• Welcome to Fukushima

1er avril à 20h30 La grange à palabre, Le bourg 43300 Tailhac lagrangeapalabres@gmail.com

• Le sacrifice

25 avril à partir de 19h, Maison de l'Arbre, 9, rue François-Debergue, 93100 Montreuil

THÉÂTRE

• Tchernobyl for ever

du 26 au 30 avril 2016 : Anis Gras, Le Lieu de L'autre, 94110 Arcueil
lastrada.cguizard@gmail.com

• **Radio-Active,**
Lecture polyphonique, co-cie@orange.fr

• Saison ukrainienne en Syldavie,

Du 8 avril au 13 mai, Maison d'Europe et d'Orient, 3, passage Hennel, 75012 Paris
programmation@sildav.org

• Valentina-Tchernobyl née de l'amour,

d'après "La Supplication" de Svetlana Alexiévitch du 6 avril au 14 mai 2016 à 19h les mercredis, jeudis, vendredis et samedis
26 avril 2016 à 19h, Théâtre La Manufacture des Abbesses, 7, rue Véron, 75018 Paris
Réservation : 01 42 33 42 03 honorineproductions@gmail.com

• Collectif parce qu'on est là,

lectures de textes relatifs à Tchernobyl et Fukushima 19 avril à 19h
salle du Sourire intérieur de la Bio-Coop 43 000 Le Puy-en-Velay
m.bonnefoux@laposte.net

• La récolte

26 avril à 20h, Maison de l'arbre, 9, rue François-Debergue, 93100 Montreuil
contact@sildav.org

• Le petit musée de la catastrophe

Nuit du 25 au 26 avril, toutes les 2 heures
Maison de l'arbre, 9, rue François-Debergue, 93100 Montreuil brut-de-beton@orange.fr

• Les toboggans poétiques contre le nucléaire

cabaret de décontamination poétique
S 2 avril 2016 à 20h à l'Echomusée, 21, rue Cavé, 75018 Paris
ceciledual5@gmail.com

• Ce quelque chose qui est là...

D'après La nuit tombée d'Antoine Choplin
- 27 avril 2016, Théâtre Antoine Vitez, Aix-Marseille Université, 29, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 1
http://theatre-vitez.com/

- 29 avril 2016, La Chelidoine, Lestrade 19200 Saint-angel,
www.lachelidoine.fr/Programmation.php

- 12 mai 2016, L'Anecdote, Echarlière, 38880 Autrans,
http://l'anecdote.fr/#/home

- 13 mai 2016, Salle du peuple, Centre culturel, 38730 Virieu
- 19 et 20 mai, Espace culturel Odysée, 89, avenue Jean-Jaurès 38320 Eybens,

Tél : 04 76 62 67 47

• Lecture de "la Supplication"

M 26 avril à 20h, salle Le 23, 23, rue du Lazaret, 67000 Strasbourg,
resamine@wanadoo.fr, tél : 06 20 14 49 62

ÉVÈNEMENTS

• La Tchernocroisière DPM

- 22 avril vers 15h, départ en pénichette du port 57810 Lagarde
- 23 avril vers 16-17h Arrivée à l'étang de Gondrexange 57815

Rassemblement associatif et musical avec Les Bure Ha-lours et les Bagaj,
Possibilité de dormir sur place

- 24 avril, départ de la pénichette vers 11h, accompagnée par les marcheurs et les rouleurs jusqu'à la grande église de Réchicourt pour le pique-nique de tous les amis à 13h.
Départ à 14h pour le retour au port de Lagarde.

jcibi@riseup.net

• **Les passeurs de l'indicible**

24 avril 2016 de 11 h à 17 h. Eglise de Crézancy-en-Sancerre 18300
sylvecairon.peintre@orange.fr

• Montluçon Tchernobyl Fukushima

Lecture des textes par la compagnie Les Allogènes
- 8 avril à 18h Galerie Ecritures, 1 rue Pierre-Petit
Conférence de Yves Lenoir

- 9 avril 15h au Talon d'Achille et à 19h à la Brasserie Blondel 34 Avenue de l'Europe
suivie de la projection de Volodarka, docu-fiction de Nathalie Vannereau

• Une nuit pour Tchernobyl,

14 heures pour relayer l'ensemble des veillées en Ukraine et Biélorussie.

Avec des dizaines d'artistes et d'intervenants. Expositions, débats, restauration, buvette

Du 25 avril à 19h au 26 à 9h du matin
Maison de l'arbre, 9, rue François-Debergue, 93100 Montreuil brut-de-beton@orange.fr

CONCERTS

• **La Résonnance**, une proposition musicale participative et performative de Dragos Tara dans la nuit du 25 au 26 avril de 1h26 (instant du début de la catastrophe de Tchernobyl) à 2h26. Appel à un unisson : https://archive.org/details/Appel_201601

• Mutants Maha

- 22 Avril La Baignoire 34000 Montpellier

- 24 Avril 34140 Loupian

- 15 Avril La Fabuleux 84400 Apt

- 16 Avril l'Embobineuse 13003 Marseille

- 21 Avril 81000 Albi
lionel.malric@gmail.com

CONFÉRENCES

• **Réfléchir à la condition nucléaire**, Jean-Jacques Delfour,

le 7 juin à Toulouse, j.jacques.delfour@gmail.com

• Colloque Tchernobyl, 30 ans après

Avec: Jean Pierre Dupuy, Frédéric Lemarchand, Galia Ackerman, Bruno Boussagol, Natalia Mandzourova, Oleg Veklenko, Oksana Pachliovska, Ada Ackerman, Virginie Symanec, Tamara Goundorova
15 avril à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

65, rue des Grands-Moulins, 75013 Paris, galia.ackerman@gmail.com

• Yves Lenoir, mardi 19 avril, 19 heures

Bibliothèque Marina-Tsvetaïeva-Glacières 132, rue de la Glacière, 75013 Paris
elisabeth.cuisset@paris.fr

• **Professeur Youri Bandazhevsky** "La deuxième génération des victimes de la catastrophe de Tchernobyl. L'état de santé des enfants des familles résidant dans les zones contaminées par des éléments radioactifs"

18 avril, Salle multi média Clermont-Ferrand

benedicte.belgacem@gmail.com

• **Les journées buissonnières**, L'accident nucléaire : hier, aujourd'hui et ... demain ?

- 4 mars à 20h, Cinéma Le Royal, rue Pasteur, 05000 Gap, avec Christophe Morvan et Roland Desbordes,

- 5 mars de 9h à 16h, salle Dum'art 14, avenue Ct-Dumont, 05000 Gap, formation par Roland Desbordes

kheper@gmx.fr

DRÔME

CENTRE DES AMANINS

Le centre agroécologique des Amanins propose de nombreux rendez-vous en ce printemps :

- **12 au 17 avril : forum éduquer pour élever les consciences**, Un séminaire d'intelligence collective dédié aux professeurs, enseignants, éducateurs et citoyens parents. Avec la présence d'Isabelle Peloux, Catherine Schmider, Maud Dugrand, et Philippe Nicolas.
- **17 au 21 avril : printemps enjoué**, séjour familial avec animations et ateliers pour les petits et les grands.
- **17 au 20 avril : cuisine du jardin à l'assiette**, Les cuisiniers des Amanins vous transmettent leurs savoir-faire pour une cuisine biologique, locale et de saison.
- **25 et 26 avril : initiation à la sociocratie**, avec Gilles Charest, formation dédiée aux entreprises et organisation en recherche d'innovations organisationnelles.
- **3 au 8 mai : formation d'auto-constructeur**, Un partage et une transmission de savoir co-créé par les Amanins et des artisans fondateurs des Compailleurs (réseau français de construction paille).
- **14 et 15 juin : initiation à l'holacracy**, avec Bernard Marie Chiquet.
- **10 juillet au 20 août : vacances autrement**, au rythme des Amanins, avec la possibilité de participer à des activités et ateliers pratiques et écologiques.

Programme complet : Centre des Amanins, quartier Les Rouins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél : 04 75 43 75 05, <http://www.lesamanins.com>

agri-bio

HÉRAULT

STAGE DE GREFFE DU POIRIER

10 avril

Organisé par l'association Paysarbre, à Celles, toute la journée.

Contact : folamandier eklablog.com

dans la rue

PARIS

VEGGIE WORLD

2 et 3 avril

Au 104, 5, rue Curial, Paris 19e, M° Riquet. Salon dédié au mode de vie végétalien, plus de 80 exposants, conférences (droit des animaux, sport, alimentation, santé, etc.), tables-rondes, ateliers culinaires et démonstrations, cours de yoga, de relaxation...

<http://old.veggieworld.fr>

décroissance, transition

DRÔME

STAGE PALETTE

29 et 30 avril

Deux jours pour approfondir ses connaissances autour du travail du bois et de la palette. Comment la transformer pour réaliser un meuble fini, de la conception aux finitions en utilisant des machines à bois et en prenant soin de ses postures de travail. Apprentissage des notions de base du tracé, de la découpe et de la fixation. De 9h à 17h.

Informations et inscriptions au 04 69 28 62 09 ou ateliers@laressourcierieverte.com.

LES 400 COUPS

Séjours de vacances alternatifs
Colos de pleine nature avec une prise en compte de l'autonomie, la vie collective, l'écologie, la prise de décision par les jeunes...

- Copain des bois, Cévennes, 24-30 juillet, 6-9 ans
- Petit théâtre dans les bois, Trièves (Isère) 10-16 juillet, 6-9 ans
- A la conquête des cimes, Rhône-Alpes, 3-12 août, 9-12 ans
- Ane, bivouac et compagnie, Trièves (Isère), 3-12 août, 9-12 ans

- En scène et en vadrouille, théâtre, Cévennes, 14-23 juillet, 9-12 ans
- Colo verticale (escalade) Rhône-Alpes, 17-30 juillet, 13-17 ans
- Théâtre ambulancier, Drôme, 17-30 juillet, 13-16 ans
- Pas encore de bagnole, alors sors tes guibolles !, 15 jours à vélo le long du Danube en Autriche, Slovaquie et Hongrie, 3-17 août, 14-17 ans

Les 400 coups, 5, rue Georges Jacquet, 38000 Grenoble, tél : 07 82 06 16 23, www.les400coups-colo.fr.

énergies

GENÈVE : NEUVIÈME ANNÉE POUR L'INDÉPENDANCE DE L'OMS

Tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique.

Pour participer : Paul Roullaud, tél : 02 40 87 60 47, www.independentwho.org

environnement

NOTRE-DAME-DES-LANDES : OCCUPATION DE TERRES CONTRE L'AÉROPORT

Maisons à occuper, camping et cabanes sur place. Rejoignez les 300 personnes qui occupent les lieux en permanence. Prenez contact avec les occupants avant votre arrivée : depuis le début de 2016, les lieux sont saturés !

Contact : reclaimthepad@riseup.net. Informations : www.reclaimthefields.org ou <http://zad.nadir.org>.

ISÈRE : ZAD DE ROYBON

Occupation du bois des Avenières pour empêcher la réalisation d'un Center Parks. Des dizaines de cabanes vous attendent sur place.

Contact : <http://zadroybon.noblogs.org>, <http://chambanans.unblog.fr>

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES BLOCAGE D'UN SOMMET PÉTROLIER 5-7 avril

Le prochain sommet MCE Deepwater Development (MCEDD) qui doit réunir les principales compagnies pétrolières et opérateurs du offshore sur Pau, a pour objectif de multiplier les champs de pétrole et gaz en eaux profondes. Le mouvement Action Non-Violente COP21 appelle à venir empêcher physiquement la tenue de ce sommet d'une manière 100 % non-violente. Trois journées d'actions et de mobilisations massives pour empêcher les compagnies pétrolières de couler le climat.

Infos sur anv-cop21.org/1282-2.

femmes, hommes, etc.

GRENOBLE ACCUEIL DES DEMANDEURS D'ASILE POUR RAISONS D'ORIENTATION SEXUELLE / GENRE 7 avril

Le Collectif inter-associations gays et lesbiennes (CIGALE) organise des permanences pour les personnes en demande d'asile en France pour une raison d'orientation sexuelle et/ou d'identité de genre.

LE MENSONGE DES TROIS PETITS COCHONS

Conférence gesticulée sur l'habitat écologique et l'urgence d'agir pour changer la société. Par la Compagnie des Frères Lepropre :

- 16 avril à Vernoux-en-Vivarais (07)
- 7 mai à Sévérac (44)
- 22 mai à Vernioil (49)

Les Frères Lepropre, 11, rue de l'Etier, 44640 Le Pellerin, lesfrereslepropre.weebly.com.

Tous les premiers jeudis du mois de 18h30 à 20h30.

Au centre Cigale, 8, rue Sergent Bobillot, tél : 06 05 74 10 45.

fêtes, foires, salons

GRENOBLE FESTIVAL DE PRINTEMPS DE LA MIXTURE Du 15 mars au 23 avril 2016

Festival itinérant chez les partenaires de la Mixture (Ferme du Maquis, Ferme de Sainte Luce, Brasserie du Val d'Ainan : La Dauphine, Salles l'Apart et EVE sur le campus grenoblois)

La Mixture est une association d'éducation à l'environnement et de restauration biologique et locale. Découvrez, le temps d'un festival itinérant, leurs activités militantes, associatives, écologiques, solidaires et locales ! Au programme : conférences gesticulées, débats, repas biologiques, ateliers d'éducation populaire, marché paysan, concerts engagés, visites de fermes, spectacles, balade à dos d'ânes, fabrication de pain et de fromage, jeux divers, etc !

Programme complet : <http://lamixture.org/>
Contact : lamixture38@gmail.com

HÉRAULT PETITE FÊTE DE L'ARBRE 1-3 avril

Rendez-vous autour de l'arbre et de la forêt avec des promenades commentées, des projections-débat, des stands, démonstrations de greffe, atelier accrobranche... Parrainé par et avec une conférence de Francis Hallé, botaniste, samedi 2 au soir. Organisé par l'association Paysanrbe.

Contact : folamandier.eklablog.com.

ISÈRE FESTI-FÈVE,

8 au 10 avril, à Saint-Antoine-l'Abbaye

Week-end convivial avec des temps de partage, de réflexion, des ateliers-découverte et des soirées festives. Le tout en lien avec la formation et expérimentation au vivre-ensemble (Feve), formation pour les 22-35 ans.

Programme : www.feve-nv.com, tél : 04 76 36 48 25.

ILLE-ET-VILAINE SALON DU CHANVRE ET DES FIBRES VÉGÉTALES

23 et 24 avril

à Noyal-sur-Vilaine

Thème de l'année : "Le végétal, la santé pour demain". Conférences (huiles végétales en cosmétique, bienfaits du lin et du chanvre), démonstrations autour du chanvre. Défilés de mode, animations. Une trentaine d'exposants.

Espace éco-chanvre et fibres végétales, 10, rue Joseph-Deshommes, 35530 Noyal-sur-Vilaine, tél : 02 99 04 67 94, www.espaceecochanvre.com

ALPES-MARITIMES LES SOUFFLEURS D'AVENIR 29 avril-1er mai

A Biot. Festival de l'innovation écotoyenne. Partage d'expériences innovantes autour d'acteurs engagés dans une démarche de transition écologique,

citoyenne, énergétique et sociale. Films, débats, stands, ateliers, marché bio et paysan, Repair Café, troc'graines,...

Thèmes : la résilience face aux risques, l'agriculture autrement, enseigner et chercher autrement, le travail du futur.

Infos : www.biot.fr

ARDÈCHE ETHNOPLANTE 30 avril - 1er mai

Fête des plantes et de la paysannerie à Joyeuse. Marché des producteurs et d'artisans, conférences, spectacles, animations nature, soirée concert. Entrée 3€ / 5€.

<http://ethnoplante.eklablog.com/>

Films, spectacle, culture

PARIS L'EFFET OURAGAN Jusqu'au 22 mai

Jeu de paume (entrée gratuite)

Dans la localité de Cachimbo, à la limite du Chiapas et d'Oaxaca, dans une zone très ventée, les pêcheurs se voient expulsés de leurs terres par les multinationales qui y installent des éoliennes industrielles. Mais les pêcheurs ne disposent que de quelques batteries et panneaux solaires pour s'alimenter en électricité, car les éoliennes géantes sont destinées à l'exportation vers les Etats-Unis comme d'autres barages hydrauliques de la région. Film assez amateur (16 mn) de Edgardo Aragon qui montre que le colonialisme aussi peut être renouvelable.

www.jeu.de.paume.org

PAS-DE-CALAIS BOBINES REBELLES 1-2 avril

Projections, débats, rencontres avec des réalisateurs-trices. 1er avril : Bulles d'exil. 2 avril : At(h)ome, La forêt sacrée, Recardo Muntean Rostas, Liquidation totale.

Au LAG, Le lieu autogéré, 23, avenue Jean Jaurès, Liévin. www.laglag.fr.

habitat

ORNE ECOHABITAT EN FÊTE 2 et 3 avril

Démonstration d'éco-construction, exposition "retour d'expérience d'éco-construction", tables rondes, entretiens avec des porteurs de projets ayant fait de l'éco-construction, échanges avec des professionnels, permaculture, jeux pour enfants, marché de producteurs locaux, buvette, conférence gesticulée d'Antoine Raimondi "La fin du monde, le prix de l'essence et le temps qu'il fera" sur le réchauffement climatique. Samedi 2 de 14 h à 20 h et dimanche 3 de 10 h à 18 h, à l'Hôtel Buissonnet, 61 340 Nocé.

Informations : SCIC Eco-Pertica, L'Hotel Buissonnet, 61 340 Nocé, tél. : 09 72 37 86 09, www.ecopertica.com.

HAUTE-GARONNE THÉORIE DE LA CONSTRUCTION NATURELLE ENTRE FEMMES 30 avril-1er mai

Un week-end entre femmes pour comprendre, apprendre, partager autour des notions de base de la construction naturelle. Pour aborder les principes du bioclimatisme, les différentes techniques de construction en paille et Terre, les matériaux et leurs propriétés (qu'est-ce qu'un matériau isolant ou à grande inertie par exemple...). Ce projet s'adresse à toute femme, qu'elle ait de l'expérience dans la construction ou pas. Avec Nydia Solis, constructrice en terre et fibres végétales. A Ecolectif, Gensac-de-Boulogne.

Inscriptions : Nydia, cuicuinydia@gmail.com, tél : 06 52 69 10 94, www.nydiasolis.blogspot.fr.

ÎLE DE FRANCE MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE NON-VIOLENTE

Le MAN-Ile de France organise de nombreux rendez-vous pour parler de et se former à la non-violence :

- La sociocratie, l'intelligence coopérative au service de l'action, soirée avec Christel Rougy, 1er avril, 19h, à la MDA6, 66, rue Saint-André-des-Arts, Paris 6e.
- Pour réguler nos conflits, la non-violence, formation avec Elisabeth Maheu, 4 juin, 11-18h, à Mundo-M, 47, avenue Pasteur, Montreuil.
- Découverte de l'intervention civile de paix, soirée avec Cécile Dubernet, 10 juin, 19h, à la MDA6, 66, rue Saint-André-des-Arts, Paris 6e.
- Formation à l'action non-violente, avec Christian Boury-Esnault, 10 septembre, 11-18h, à Mundo-M, 47, avenue Pasteur, Montreuil.
- La pratique du boycott, soirée le 4 novembre, 19h, à la MDA6, 66, rue Saint-André-des-Arts, Paris 6e.
- Initiation aux jeux coopératifs, formation, 3 décembre, 11-18h, à Mundo-M, 47, avenue Pasteur, Montreuil.

paix

MEURTHE-ET-MOSELLE ATTELIER THÉÂTRE-FORUM 1er avril

Atelier ouvert à tou-te-s, organisé par le MAN-Nancy. A l'école du Luton, sous le préau couvert, rue du Luton à Foug.

MAN Nancy, tél : 03 83 40 13 44.

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES ACTION NON VIOLENTE COP 21 2-3 avril

Assemblée Générale du mouvement d'action non-violente déterminée, radicale et populaire ANV COP21, pour envisager la suite des mobilisations.

Inscriptions sur anv-cop21.org.

VIVRE SANS ÉDUCER ?

Léandre Bergeron abandonne, à quarante ans, son poste de professeur d'université. Il s'installe, avec son épouse, dans une ferme et y vit en autonomie, en devenant boulanger. Ses trois filles – qu'il accouche à la maison – ne seront pas éduquées. Son aînée, Déirdre a témoigné de leur enfance sans éducation lors d'une tournée en Europe en 2015 – enregistrée dans le DVD "Grandir sans éducation", éd. Myriads. Ce film sera projeté préalablement, en avril, dans les mêmes villes. Son père réalise une tournée en mai pour apporter son témoignage et répondre aux questions que tout le monde se pose sur l'éducation et sur la non-éducation.

- Rodez, le 16 mai
 - Bordeaux, le 18 mai
 - Biarritz, le 19 mai
 - Toulouse, le 20 mai
 - Foix, le 21 mai
 - Royère-de-Vassivière, le 22 mai
 - Lyon, le 23 mai
 - Nancy, le 24 mai
 - Phalsbourg, le 25 mai
 - Luxembourg le 26 mai
 - Bruxelles, le 27 mai
 - Paris et région, les 28 et 29 mai
 - Avignon et Marseille, le 30 mai.
- Détails sur : education-authentique.org.

JE LUTTE DONC JE SUIS

Le film de Yannis Yalountas "Je lutte donc je suis" (1h20) présente de nombreuses alternatives qui se développent en Grèce et en Espagne, pays les plus touchés par la "crise", un film-remède contre la résignation. Le réalisateur présente son film aux dates suivantes :

- 1er avril à Le Bourg (Lot)
- 6 avril à Montbéliard (Doubs)
- 7 avril à Mulhouse (Haut-Rhin)
- 8 avril à Blénod-les-Ponts-à-Mousson (Haut-Rhin)
- 9 avril à Strasbourg (Bas-Rhin)
- 10 avril à Lure (Haute-Saône)
- 11 avril à Epinal (Vosges)
- 12 avril à Nîmes (Gard)

Bande-annonce et infos sur le site <http://jeluttedoncsuis.net>



PARIS UN JOUR POUR LA NON-VIOLENCE 14 mai

Le "NVD", "journée de la non-violence" en français, aura pour thème "Et maintenant, on fait quoi ?". Huit heures de courtes interventions avec débats et ateliers ludiques, jeux coopératifs, musique, graphisme, contes... Au programme : éduquer dans la cité, agir dans la ville, agir pour l'écologie... Avec Jean-François Bernardini, Elisabeth Maheu, Yazid Kherfi, Bouba du 94... Le 14 mai au cœur de la capitale (salle Jean-Dame et trottoirs de la rue Bellan, Paris 2^e). Silence est partenaire de cet événement organisé par le Fonds associatif Non-Violence 21, l'AFC Umani et le MAN.

Contact : www.nonviolence21.org.

localement qui ait un impact sur nos vies et sur la société dans son ensemble ? A l'intention des professionnels-le-s confronté-e-s à un public intéressé par l'engagement.

Coopérative l'orage, 20, place Saint Bruno, 38000 Grenoble, contact@scoplorage.org, tél : 09 51 87 50 35, www.scoplorage.org.

ROUEN L'ÉDUCATION POPULAIRE 5 avril

Comment l'éducation populaire donne-t-elle à chacun du pouvoir sur sa vie et sur les questions qui le concernent ? L'éducation populaire est-elle toujours vivante ? Quelles en sont les nouvelles formes ? Quel cousinage avec la non-violence, quels apports ? A la Brasserie Paul, 1 place de la Cathédrale, de 18h15 à 20h.

Organisé par le MAN-Normandie, 10 impasse Gustave Guéville, 76960 Notre-Dame-de-Bondeville, tél : 02 35 96 52 64, man.normandie@nonviolence.fr, www.nonviolence.fr.

STRASBOURG PROCÈS DE LA FEUILLE DE CHOU 5 avril

Le média libre strasbourgeois *La feuille de chou* passe en procès pour diffamation : son directeur est mis en examen

société, politique

ISÈRE PROVOQUER DU POUVOIR D'AGIR 4-6 avril

Formation de la coopérative d'éducation populaire l'orage. Qu'est ce qui provoque du pouvoir d'agir ? Que peut-on faire

DU TRACTEUR À L'ÂNE

Conférence gesticulée de Marc Pion sur la prise de conscience politique d'un paysan, entre syndicalisme et luttes paysannes, sur la place des femmes...

- 21 avril au lycée agricole de Sucsino à Morlaix (29)
- 29 avril à l'Amap de Lanester (56)
- 15 mai à la foire bio de Graulhet (81)
- 3 juin à Plouhinec (29) avec Accueil Paysan 29.

Tél : 02 98 60 27 94, du-tracteur-a-l-ane.blogspot.fr.

» Vivre ensemble

■ **Sud-Est.** Nous sommes 4, âgés entre 27 et 37 ans, souhaitant créer un lieu de vie collectif en milieu rural dans le sud-est où vivre dans l'harmonie, la sobriété et le respect du vivant. Notre projet est dédié à favoriser la croissance personnelle, le partage et l'autonomie pour une humanité plus joyeuse et vivante. Nous imaginons un beau lieu de nature en propriété collective : habitats individuels, espaces collectifs, potager, verger, animaux, mutualisation d'outils, activités communes, chacun responsable de ses revenus. Nous accordons une grande importance au développement de nos qualités relationnelles (écoute, communication, résolution de conflits, CNV) et à avoir un processus de gouvernance équitable et participatif. Notre choix est de prendre le temps de bien définir le projet, d'apprendre à se connaître et à fonctionner ensemble avant d'acquiescer un lieu où tout cela se concrétisera. Nous aspirons à un mode de vie sain, à cultiver le bien-être et à célébrer la vie. Nous cherchons des personnes de tous âges partageant nos aspirations, prêtes à s'investir et ayant une

expérience de la vie collective et du travail sur soi. Tél : 06 28 25 35 76, projet.creonsnous@gmail.com, <http://www.creonsnous.wix.com/projet>

■ **Sud-Alsace.** Je cherche une ou plusieurs personnes pour acquiescer puis partager un logement. Cet habitat partagé sera situé à la campagne dans la vallée de la Doller. En fonction des envies de chacun, le potager, l'atelier, la cuisine, voire la salle de bain et les toilettes (sèches) pourront être mis en commun. Tél : 06 06 41 42 89.

■ **Alpes-de-Haute-Provence.** Je propose sur petite ferme en pleine montagne : lieu de vie, expériences... en échange du partage des activités. Pour plus d'informations, téléphonez-moi : 04 92 61 33 27.

» Agir ensemble

■ **Yourtes.** Montage et démontage de yourtes à domicile et je vous apprend à la faire vous-même. Eric 06 30 13 93 30.

» Emplois

■ **Doubs.** Recherche un(e) responsable du

pour "atteinte à l'honneur" du chef de la mission Roms de la ville de Strasbourg, dans des articles critiquant la politique de la ville envers les Roms. Attaque juridique que certains considèrent comme une intimidation. Silence affiche son soutien à ce média libre.

Informations : la-feuille-de-chou.fr.

SAINT-ETIENNE UN CHIRURGIEN À GAZA 13 avril

Christophe Oberlin, chirurgien, connaît bien la bande de Gaza, où il se rend plusieurs fois par an depuis 2001. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la Palestine. Il parlera de son travail à Gaza, de son engagement pour défendre les droits des Palestiniens.

A 18h30, université Jean Monnet, amph E 01.

santé

PARIS LES POLLINISATIONS 15-16 avril

Colloque organisé par la Société botanique de France et la Bibliothèque interuniversitaire de santé. Au grand amphithéâtre de l'université Paris Descartes, 12, rue de l'école de médecine, Paris 6e.

Inscriptions : coll.soc.bot.fr.2016@orange.fr.

silence

LYON : EXPÉDITION DE SILENCE Jeudi 14 et vendredi 15 avril

Dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

vélo

PARIS : VÉLORUTION 2 avril

Départ place de la Bastille à 14h
<http://velorution.org/paris/vlr/>

DOUBS STAGES DE PERMACULTURE

• **16-17 avril, le sol vivant. Le non travail du sol.** Les différents modes de compostage. Les alliances des racines avec des bactéries. Le potager, de la conception à la préparation du sol, les premiers semis. Cultures sur buttes ou en planches permanentes ?

• **14-15 mai, les soins au jardin.** Approche holistique des dits prédateurs, limaces, pucerons... Les purins, décoctions et tisanes végétales pour les problèmes sanitaires. Faire soi-même une préparation homéopathique pour limiter une envahissante.

• **6-18 juin, cours de design en permaculture.** Auto construction d'un four à pain et intervention d'un chamane celtique sur un mandala et une approche holistique des plantes sauvages. Parmi les autres thèmes abordés : principes de la Permaculture, les 6 clés de la permaculture humaine, méthodes et étapes du design, plantes sauvages bio-indicatrices et alimentaires, jardin forestier comestible, auto-fertilité des sols, auto-construction, énergies renouvelables, économies alternatives, villes en transition... Animé par Bernard Alonzo et Josiane Goepfert.

A Froidevaux. Informations : josiane.goepfert@wanadoo.fr, potagerdunecurieuse.free.fr.

LA ROCHELLE CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION DES USAGERS DE LA BICYCLETTE

8 au 10 avril

Cette année, la FUB a souhaité mettre en avant l'aspect multi-usages et multi-visages du vélo, source inépuisable d'innovations. En effet, loin d'être un vestige du passé, le vélo est une source constante d'inspiration, pour des progrès techniques, mais aussi sociaux. Davantage de vélo, c'est davantage de changements. Ce congrès sera l'occasion de découvrir aussi bien les "start-up vélo à la française" que le vélo moteur d'innovations durables...

FUB, 12, rue des Bouchers, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 75 71 90, www.fubicy.org

Annonces

» Entraide

■ Cherche à louer à partir d'avril un lieu où créer le temps de ma formation (soit dans l'éco-construction vers Lézignan, soit dans la restauration du patrimoine vers Auch, je ne sais pas encore). Étude toutes propositions. Merci ! Laurent Fabre, 408, chemin des Farguettes, 82000 Montauban, tél : 09 82 53 69 92 ou 06 19 04 20 39, laurenzofabre@hotmail.fr

» Vacances

■ **Ardèche.** Accueil rural en yourte dans les Cévennes, site préservé. Eric 06 30 13 93 30, www.yourteshautescevennes.jimdo.com

» Immobilier

■ **Rhône.** Maison pierre 85m² aménagés + 100m² caves et dépendances, puits, four à bois, terrain 500m², vue dégagée, 5km d'Amplepuis (gare SNCF) et lac des Sapins, 150 000€, tél : 06 45 23 44 32.

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 20 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées page 46. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Adresse réelle :** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



▲ Reportage photo : <http://la-feuille-de-chou.fr/>

Accueillir des étrangers malades

Le récit des pratiques médicales d'accueil des étrangers malades dans le Bas-Rhin interroge à la fois les conditions de l'engagement des médecins et le double langage des institutions publiques.

J'OBSERVE DEPUIS LE DÉBUT DE MON exercice professionnel, il y a trente ans, l'exacerbation d'une dépolitisation de la corporation médicale face à l'évolution du monde. Les médecins se comportent et exercent (généralement bien, là n'est pas la question) comme s'ils étaient extérieurs et étrangers à ce monde et indifférents à l'Histoire.

L'EMPRISE DU "DÉTACHEMENT" POLITIQUE DES MÉDECINS

Dans la pratique quotidienne ils peuvent vous mépriser si vous sortez de votre domaine d'activité d'élection, la médecine, pour prendre à votre compte le social, le juridique ou le politique. En tant que médecin, vous commettez là une véritable faute professionnelle, "la neutralité bienveillante" restant un dogme sacré.

Or ne pas "faire de politique" et rester "neutre", c'est avoir au contraire, selon moi, une posture "hyper-politisée" qui va dans le sens de renforcer les effets du pouvoir en place. Tout se passe comme si les médecins, aidés en cela par la société, n'appartenaient pas au même monde que leurs patients. Comment parler alors de l'angoisse, des ruptures, des pertes et de la mort avec eux ? L'Histoire moderne qui est une

source inépuisable d'enseignements, nous permettrait de favoriser l'accueil inconditionnel de tous les usagers au cabinet (et notamment les plus marginalisés), et de remplir notre mission hippocratique plutôt que de les renvoyer au caritatif (Médecins du Monde) ou aux urgences hospitalières ? À moins, bien sûr, que notre mission politique ne soit effectivement de confirmer le cloisonnement et la discrimination sociale.

"SUPPRIMER MÉDECINS DU MONDE"

Je me suis présenté aux trois dernières élections du Conseil de l'Ordre des médecins (2008, 2012 et 2015) dans le département du Bas-Rhin (dont Strasbourg est la préfecture) en intégrant dans ma profession de foi le projet de "Supprimer Médecins du Monde, naturellement". Ce projet reste d'une certaine manière une utopie et une provocation fondées sur le constat et la conviction que nous ne sommes pas formés à la faculté à favoriser l'accueil inconditionnel des patients et notamment des étrangers malades.

Dans nos pratiques, et cela concerne avant tout les spécialistes, nous hiérarchisons la valeur de la vie humaine et finissons par n'accueillir que les patients qui sont au "sommet" de cette hiérarchie. Les autres :



SDF, toxicomanes, étrangers en situation irrégulière, pauvres, marginaux sont renvoyés "naturellement" à Médecins du Monde ou aux urgences hospitalières. Les "exclus" et les précaires restent "ceux que l'on ne veut pas voir au cabinet".

DANS LE DÉPARTEMENT, UNE SURREPRÉSENTATION DES ÉTRANGERS MALADES

À Strasbourg, quelques médecins ont développé des pratiques destinées à favoriser l'accueil des étrangers malades, qui constituent une sorte de paradigme de notre capacité d'accueil ou de nos postures de rejet. Mais, cela a conduit à une saisine ministérielle faisant suite à une requête du Préfet du Bas-Rhin, préoccupé par l'accroissement important du nombre d'étrangers malades dans le département. (1)

La surreprésentation des étrangers malades dans le département était entièrement imputable aux pathologies mentales qui représentaient près de 65 % des dossiers examinés par les médecins inspecteurs de santé publique (2) du Bas-Rhin en 2006, contre 15,8 % en moyenne nationale. Par ailleurs la mission d'enquête estimait que le syndrome de "stress post traumatique" représentait une part élevée des pathologies psychiatriques recensées chez les étrangers malades du Bas-Rhin.

UN CONSTAT LIÉ À UNE PRATIQUE LOCALE

Le rapport a relevé d'authentiques raisons susceptibles de contribuer à la fréquence de ces pathologies :

- outre l'attraction exercée par la présence à Strasbourg du Conseil de l'Europe, du Parlement européen et de la Cour européenne des Droits de l'Homme (que les

usagers ne peuvent cependant pas interpellier directement), il existe une sensibilité et une mobilisation particulière de la population alsacienne et de ses élites pour la protection des minorités et des personnes victimes de persécution ;

- il faut aussi mentionner les bons taux d'équipements, d'hébergement et d'accueil en faveur des sans-abri, qui témoignent de cette attention, mais qui jouent aussi inévitablement un rôle attractif par rapport aux autres départements moins bien équipés ;
- plus significativement encore, il y a une prise en charge par les psychiatres strasbourgeois, à l'hôpital public comme en secteur libéral de ville, particulièrement adaptée aux étrangers, avec certainement peu d'équivalents dans les autres régions françaises : consultations en présence d'interprètes professionnels, y compris pour des langues d'usage restreint au niveau international ; existence d'une consultation interculturelle au centre hospitalier universitaire (CHU). (3)

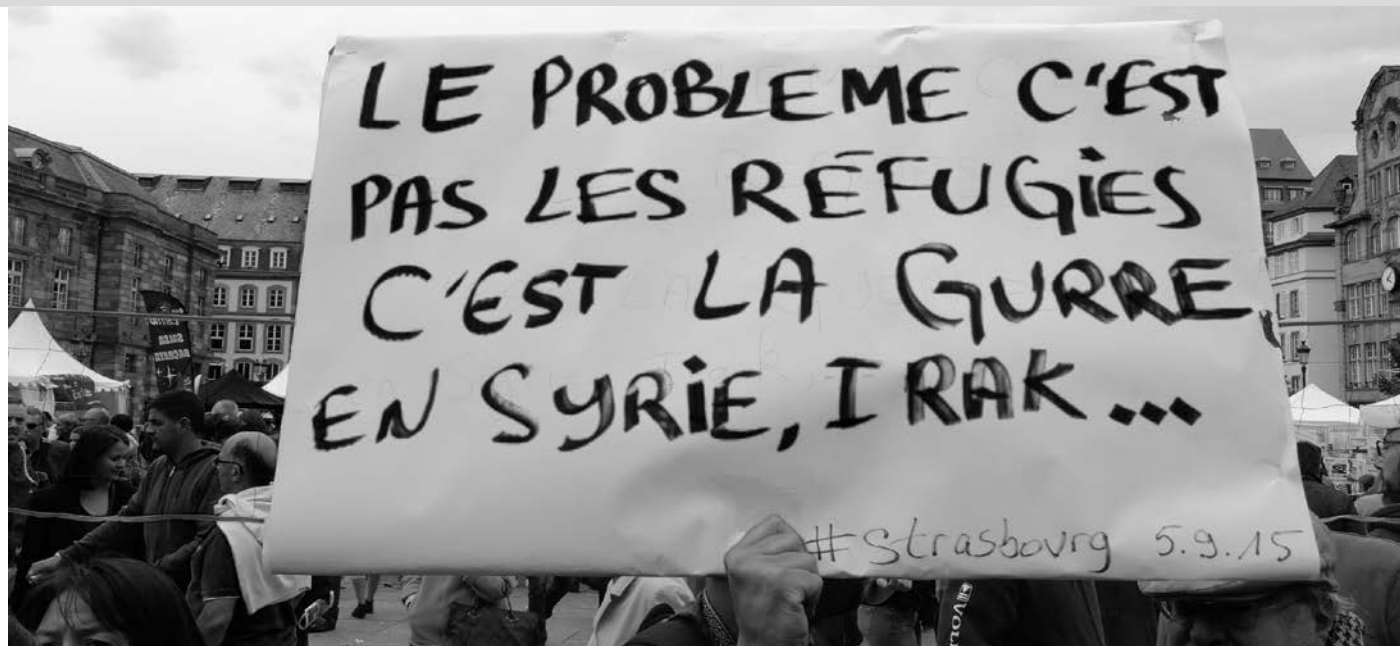
DES PRATIQUES LOUABLES MAIS RESTREINTES

Le rapport signale que ces pratiques d'excellence reposent sur un nombre très restreint de psychiatres ou de médecins généralistes, dont certains sont notoirement engagés dans la défense des sans-papiers ou sympathisants de ces courants d'opinions. Ce rapport n'a pas modifié dans les faits les pratiques, mais a dissuadé une partie des médecins engagés dans ce travail de poursuivre cette tâche compte tenu des obstacles administratifs incessants s'opposant à une pratique strictement médicale. Ainsi, plutôt que de faire bénéficier la collectivité de l'expérience du modèle que les médecins du Bas-Rhin ont créé, en les aidant à conceptualiser le travail réalisé sur

(1) Un contrôle des modalités de délivrance des titres de séjour aux étrangers malades dans le département du Bas-Rhin a été réalisé à la demande des ministères chargés de l'Intérieur et de la Santé en 2008. L'analyse des statistiques disponibles confirmait à l'époque l'existence dans ce département d'un nombre d'étrangers malades beaucoup plus élevé que celui auquel on pouvait s'attendre. Sur la période triennale 2005/2007, la proportion d'étrangers admis pour cause médicale, parmi l'ensemble des étrangers titulaires d'un titre ou document de séjour, était de 1,88 % dans le Bas-Rhin, alors que la moyenne nationale était de 0,81 %.

(2) Misp, aujourd'hui Mars, Médecins des agences régionales de santé.

(3) J'ai pu noter que les plaintes des traumatisés d'aujourd'hui étaient analogues à celles des rescapés des camps. J'ai pu aussi dans les années 2000-2005-2010 développer un diagnostic quasiment sans faille : il suffisait d'être algérien, d'avoir entre 18 et 30 ans, à Strasbourg-Centre (Place Kléber ou Place de l'Homme de Fer — là où se font les contrôles d'identité avec la Gare) pour qu'il y ait 95 % de malchance que le diagnostic soit : troubles majeurs post-traumatiques... Par ailleurs, le rapport du Misp cité dans l'article indique que près d'un tiers de ces patients étaient d'origine algérienne ! Et pour cause, compte-tenu des terribles conséquences de la guerre civile qui a frappé l'Algérie entre 1992 et 2002.



Un livre et un film intitulés *Le divan du monde*, sortis au premier trimestre 2016, donnent à voir le travail effectué par Georges Yoram Federmann dans son cabinet de psychiatrie à Strasbourg, à l'écoute des migrants et des exclus. "L'intelligence, ici, c'est entendre les rejetés et les exclus, et les relier à leur humanité propre, via celle du psychiatre, et à quelque chose comme une société. Quelle incongruité que ces pauvres, illégaux et marginaux chez le psy... Quelle humanité que ce moment d'échange".

place pour favoriser l'accueil de tous les marginaux, aussi bien en pratique de ville qu'en pratique hospitalière, il a été choisi de les stigmatiser !

Nous avons été confrontés là à une sorte de position de principe de l'administration qui voudrait que tout engagement politique de la part d'un médecin ne puisse être que suspect.

Notamment si ce médecin s'engage pour les pauvres ou les étrangers en situation irrégulière. L'exercice de la médecine "en neutralité" est un alibi de la normalité des pouvoirs...

Georges Yoram Federmann
Psychiatre ■

Les traumatismes des migrants et leur accueil

On en fait rarement état, mais de nombreuses personnes migrantes arrivent en France avec des traumatismes psychiques importants. Aux violences subies dans leurs pays, s'ajoutent souvent des conditions de migration inhumaines, un rejet social et des démarches administratives absurdes à l'arrivée sur le sol français. Le Dr Federmann accueille de nombreux migrants pour des soins et des expertises liées à leurs démarches administratives.

C'est le cas d'Alioune (1), demandeur d'asile d'origine mauritanienne. Gendarme, il refuse de tirer sur la foule lors d'une manifestation. Il est alors emprisonné, révoqué, puis poursuivi pour appartenance à un mouvement d'opposition dont il ne fait pas partie. Il subit alors la torture et le harcèlement et émigre vers la France. Exilé à Strasbourg, Alioune est irritable, aux abois, il ne parvient pas à dormir, et vit une forme de dépersonnalisation : il semble retracer l'histoire de quelqu'un d'autre que lui, n'habite pas vraiment son propre corps depuis qu'il a été torturé.

Geoffroy (1) est quant à lui originaire du Congo. Suite à une marche de protestation, il est emmené dans un centre de détention et de torture. Il parvient à s'échapper et à fuir son pays. Aujourd'hui, il cherche à bénéficier de l'aide au retour, pour retrouver ses quatre enfants, mais le Congo lui refuse le visa. Il se retrouve ainsi à flotter entre deux eaux et est "complément dévitalisé, abattu, et prostré, soumis. Il présente des troubles du sommeil avec cauchemars et des céphalées incoercibles". Il se retrouve "bafoué dans tous ses droits et dans toutes ses espérances et humilié, instrumentalisé par les règles administratives et juridiques de deux pays et renvoyé de l'un à l'autre comme une balle de ping-pong". Deux exemples parmi tant d'autres des souffrances psychiques causées par la violence et l'exil.

(1) Les prénoms ont été modifiés.



Les équipes internationales de *Nonviolent Peaceforce* interviennent au Sud-Soudan et ailleurs pour des missions de maintien de la paix, entre autres par l'accompagnement et la protection des personnes et des groupes qui subissent des violences armées. Elles sont amenées à rencontrer les différents acteurs des conflits régionaux, comme ici lors d'une rencontre avec une communauté de gardiens de troupeaux.

Mais que font les volontaires de paix dans les zones de conflits ?

Plutôt qu'un long discours, voici un exemple très concret de l'action de l'organisation Non-Violent Peaceforce engagée depuis 2010 au Soudan du Sud où les terribles conflits continuent malgré l' "accord de paix" d'août 2015.

EN JANVIER 2012, L'ÉTAT DE JONGLEI (SUD-Soudan) est sinistré à la suite d'affrontements tribaux massifs. La situation dégénère en conflit violent et brutal entre les Lou Nuer et les tribus Murle. Cinq mille combattants Lou Nuer marchent sur la ville de Pibor pour des représailles. En route, les combattants brûlent des villages entiers, blessent, tuent et enlèvent de nombreuses femmes et enfants Murle. Les victimes sont évacuées vers l'hôpital de Juba, la capitale. Les patients de l'hôpital incluent, parmi ces victimes, deux enfants retrouvés gisant à côté de leurs mères mortes avec le crâne ouvert.

EMPÊCHER LA POURSUITE D'UN MASSACRE AU SUD-SOUDAN

Des équipes internationales de l'organisation *Nonviolent Peaceforce* (NP) (1) se rendent à l'hôpital pour évaluer la situation alors que les menaces se poursuivent de part et d'autre. Les combattants Lou Nuer à l'hôpital affirment qu'ils vont "finir le travail" et tuer les patients Murle qui, de leur côté, commencent à se barricader à l'intérieur de leur "quartier" surpeuplé. Les intervenants de NP s'engagent alors auprès des patients et du personnel hospitalier, ainsi que des représentants des différentes tribus pour assurer une présence de protection non-violente dans les différents

services de l'hôpital. Ils convainquent également le personnel de l'hôpital de travailler de concert avec la police pour maintenir un espace de sécurité à l'intérieur du bâtiment. Les membres de NP restent à l'hôpital vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, pendant trois mois. Aucun incident violent ne s'est produit au cours de cette période.

UNE FORMATION POUSSÉE POUR DES INTERVENTIONS EFFICACES

Ce n'est qu'un exemple parmi les nombreuses interventions des équipes de NP qui disposent de quelques 150 personnes aujourd'hui au Soudan du Sud (2). Les missions de NP dans cette région sont les premières missions de maintien de la paix confiées par l'ONU à une ONG non-violente. Une reconnaissance majeure de l'efficacité des méthodes non-violentes. NP est aussi intervenu au Sri Lanka, au Guatemala, aux Philippines, en Ukraine et en Syrie depuis fin 2015. L'organisation étudie actuellement un projet d'intervention en Centrafrique.

Tous les intervenants, après une sélection sévère, reçoivent une formation poussée avant de partir en mission puis sont suivis en permanence.

François Marchand

Co-Président de Non-violence 21 ■

Grâce à l'aide financière de Non-violence 21, *Nonviolent Peaceforce* publiera prochainement son manuel de formation en français - qui sera accessible gratuitement sur internet.

Depuis sa création en 2002, Non-violence 21, grâce aux dons de ses donateurs, finance les ONG pratiquant des interventions civiles de paix.

Non-Violence 21, 47, Avenue Pasteur, 93100 Montreuil, tél : 01 45 48 37 62, www.nonviolence21.org, coordination@nonviolence21.org.

(1) "Force de paix non-violente" en français.

(2) Retrouvez de nombreuses études de cas sur le site (en anglais) : www.nonviolentpeaceforce.org.

➤ El Hierro (Iles Canaries) : l'île visant les 100 % renouvelables, elle a mis en place des barrages de retenues pour moduler la production électrique principalement éolienne.



Améliorer le stockage de notre électricité renouvelable

Un des principaux arguments ressassés régulièrement, remettant en cause le développement massif de l'éolien et du photovoltaïque pour arriver à 100 % d'électricité renouvelable, c'est que leur production est intermittente, et pas en phase avec les besoins.

POUR FAIRE COÏNCIDER PRODUCTION d'électricité renouvelable et consommation, il faut stocker les surplus et les utiliser de manière différée.

Nous avons à notre disposition le stockage de l'électricité dans des stations de transfert d'énergie par pompage-turbinage (STEP ou double barrage). Il s'agit de monter de l'eau d'un barrage inférieur à un barrage supérieur en heure de surproduction et de faire redescendre cette eau — et donc produire de l'énergie — quand la consommation le demande. La technique est couramment utilisée à grande échelle, car elle est d'un faible coût (environ 50 €/MWh), et que son rendement de stockage est excellent (1).

Cette technique requiert donc d'avoir à disposition deux importants réservoirs de stockage d'eau à des altitudes si possible très différentes et assez proches l'un de l'autre.

UTILISER LES BARRAGES EXISTANTS...

Nous avons déjà en France de telles installations, mais en quantité insuffisante. Faut-il créer de nouveaux

barrages réservoirs de stockage avec le risque légitime de rencontrer l'opposition des populations ?

En 2013, une première étude exhaustive de potentiel, basée sur les systèmes d'information géographiques, a été réalisée par l'Institut de l'énergie et du transport de Petten, aux Pays-Bas (2). Elle a été révélée en France par Cédric Philibert, expert de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans son blog où des informations sont disponibles. (3)

Ont été étudiées les possibilités de créer de nouvelles STEP en utilisant les barrages des centrales hydroélectriques existantes, distantes au maximum de

Economiser l'énergie

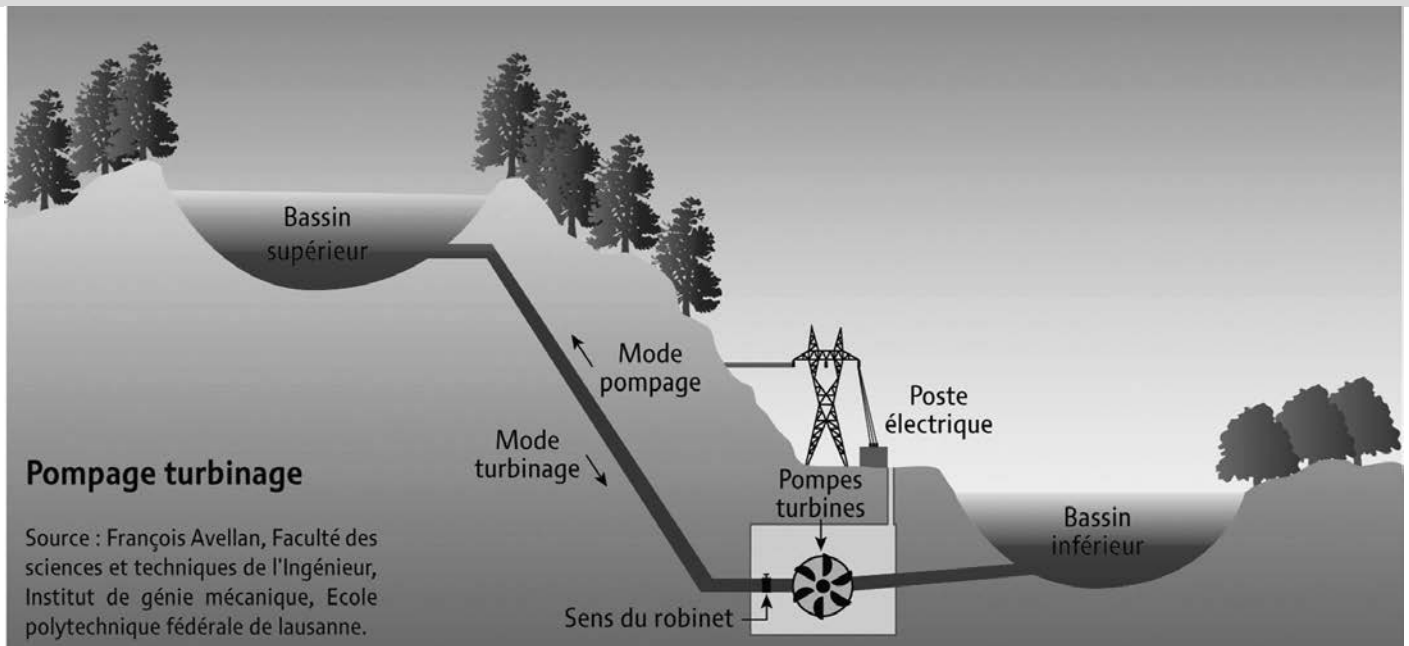
Les calculs fait par l'ADEME supposent le maintien de notre consommation électrique. Des scénarios plus ambitieux comme Négawatt prévoient une baisse de la consommation. Plus la baisse est importante et moins nous aurons besoin de créer de nouvelles retenues d'eau pour y installer des stations de pompage.

(1) De l'ordre de 80 %.

(2) un des Joint Research Centres de la Commission européenne,

http://ec.europa.eu/dgs/jrc/downloads/jrc_20130503_assessment_european_phs_potential.pdf

(3) <http://cedricphilibert.net/lenorme-potentiel-du-pompage-hydraulique/>



20 km, d'un volume minimum de 100 000 m³, et possédant une différence d'altitude supérieure à 150 m.

Résultat : en Europe, plus de 3000 sites de barrages sont potentiellement utilisables, et en France nous possédons 124 sites, avec un potentiel réalisable de stockage de 506 GWh.

... ET CRÉER QUELQUES RÉSERVOIRS SUPPLÉMENTAIRES

Cette étude a aussi chiffré une variante sur les possibilités d'utiliser, en complément des sites des barrages existants, des stockages réduits (4) à créer dans des zones inhabitées, en tenant compte de toutes les contraintes environnementales éventuelles (Natura 2000), des sites protégés par l'UNESCO, et d'autres contraintes.

Ainsi, on arrive en Europe à plus de 4 600 sites de barrages qui sont potentiellement utilisables comme STEP, et en France ce sont 413 sites, avec un potentiel réalisable de stockage de 4090 GWh.

La principale conclusion de cette étude est qu'en Europe le potentiel réalisable de stockage d'électricité est dix fois supérieur aux stockages actuels.

En France, la capacité actuelle de stockage des STEP est de 184 GWh (avec 11 installations). Elle pourrait atteindre 4090 GWh, soit 22 fois plus.

Ces 4090 GWh stockés représentent presque 4 jours de production nucléaire.

Avons-nous besoin d'autant de stockage ?

UN BON MIX ÉOLIEN/SOLAIRE LIMITE LES BESOINS DE STOCKAGE

C'est en hiver que la demande d'électricité est la plus forte. C'est aussi à ce moment-là que la ressource éolienne est la plus abondante. Un bon mix énergétique doit donc comporter plus

d'éolien que de solaire. Deux études récentes concluent que le besoin de stockage serait minimum avec 60 % d'éolien et à 40 % de solaire (5).

Pour atteindre 80 % de renouvelables, l'Ademe note qu'il faudrait sensiblement quadrupler la puissance de nos STEP existantes (6), ce qui n'implique évidemment pas de quadrupler les volumes de stockage. Soit de l'ordre de 750 GWh. Nous n'aurions donc pas besoin d'utiliser tout le potentiel réalisable.

Les travaux nécessaires pour pouvoir multiplier notre potentiel de stockage sont limités, et la durée de réalisation des centrales éoliennes, photovoltaïques et gaz est inférieure à trois ans, aussi arrêter nos réacteurs en moins d'une dizaine d'années est réalisable techniquement. Le coût de l'électricité produite avec ce scénario étant meilleur marché que celle produite avec la filière nucléaire, tous les arguments sont maintenant réunis pour pouvoir approcher rapidement les 100 % d'électricité renouvelable.

Jean-Louis Gaby

Ingénieur, ancien artisan solaire, membre du Réseau "Sortir du nucléaire", Solaire2000@wanadoo.fr ■

(4) Les STEP n'ont pas besoin de volumes considérables comme les barrages, car leur rôle principal est de stocker l'électricité pour quelques heures ou quelques jours seulement, aussi les surfaces des plans d'eau sont réduites. Ainsi, celles d'un volume minimum de 100 000 m³, nécessitent un réservoir à créer d'environ un hectare.

(5) Solar Energy Perspectives / International Energy Agency 2011.

(6) Etude Ademe d'avril 2015 « Vers un mix électrique 100% renouvelable en 2050 »

Ailleurs en Europe

C'est l'Espagne qui possède actuellement la capacité existante de stockage en STEP la plus importante d'Europe, dépassant même la Suisse. Elle est actuellement 8 fois plus importante que celle installée en France qui arrive en troisième position.

C'est vraisemblablement un des éléments qui ont permis en 2013 à l'Espagne de produire 42,4 % de son électricité à partir de renouvelables, car elle peut stocker en masse sa production éolienne.

Élément de comparaison, cette même année en France on était à 20,7 % d'électricité renouvelable dans notre consommation.



1 - 30 novembre 2014. Réquisition d'une maison forestière en bordure du projet de Center Parcs à Roybon dans l'Isère. La Maquizard sera la base arrière de la lutte.

2 - Hiver 2014/2015. Des opposants au projet de Center Parcs à Roybon dans l'Isère construisent de nombreuses cabanes et barricades pour occuper le terrain et empêcher la poursuite des travaux de défrichement.

3 - Hiver 2014/2015. Les défrichements engagés par Pierre et Vacances ont déjà détruit une partie de la Forêt.

4 - Hiver 2014/2015. Des cabanes permettent d'habiter sur la ZAD.

5 - Les rondins de bois proviennent du défrichement commencé par Pierre et Vacances.

6 - Une cabane sur la ZAD pendant l'été 2015.

7 - Fabrication d'une immense banderole.

8 - Sur la ZAD pendant l'été 2015.



Contre Center Parcs et son monde

Cela fait plus d'un an que le chantier du Center Parcs de Roybon (Isère) est interrompu par une occupation et des recours devant le tribunal administratif. Sur fond de mobilisation nationale pour Notre-Dame-des-Landes, ce mouvement tente de préserver de la prédation capitaliste cet endroit *qui ne sert à rien*. Dans l'année 2016, un jugement du tribunal administratif de Lyon sera décisif pour la suite du conflit.



En 2007 on apprend que l'entreprise Center Parcs projette de construire en Isère un complexe touristique de 200 ha avec une « bulle tropicale » chauffée à 29° toute l'année. Depuis, ce projet butte sur une opposition qui conteste : la privatisation d'un espace public, le saccage d'une forêt située près des sources de rivières, l'impact des infrastructures nécessaires à l'accueil de 5 000 personnes, le système fiscal de Center Parcs, la qualité des emplois créés, ainsi que l'utilité sociale douteuse de ce genre d'entreprise.

Retrouvez l'actualité de la lutte sur <http://zadroybon.wordpress.com>

La revue trimestrielle *De tout bois* relaie l'actualité de la lutte. Les photos sont tirées des quatre numéros de cette revue. Une exposition d'une cinquantaine de tirages de ces photos (en quadrichromie, format A3) est disponible.

Pour montrer cette exposition ou commander la revue :
éditions Le monde à l'envers, 46 bis rue d'Alembert 38000 Grenoble,
<http://lemondealenvers.lautre.net>.



Le débarquement des gros bateaux en bois est beaucoup plus difficile à gérer pour les sauveteurs et les volontaires



En Grèce, une structure autogérée au secours des réfugiés

Devant l'afflux incessant de réfugiés sur les plages de l'île grecque de Lesbos, un groupe de citoyens a décidé d'occuper un parc public afin de les y accueillir décemment. Les autorités locales ne proposant rien face aux dizaines de bateaux quotidiens, elles tolèrent le camp autogéré de Platanos. Un seul objectif : venir en aide aux réfugiés. Récit d'une journée.

6H30, 23 DÉCEMBRE 2015, SKALA, GRÈCE

Le talkie-walkie annonce en anglo-greco-espagnol un nouveau bateau. Je vais réveiller les médecins dans la chambre voisine. Nous partons vers la plage, couvertures de survie à la main. A peine le temps de saluer nos amis volontaires, Rémy a déjà les pieds dans l'eau pour extraire les enfants du bateau qui vient tout juste d'arriver. Sous l'oeil de deux officiers de police parfaitement passifs, une chaîne humaine de volontaires se met si rapidement en place qu'aucun enfant n'aura cette fois-ci les pieds mouillés. Les hommes, tellement heureux d'arriver, sautent du bateau et courent vers la terre promise. Certains s'agenouillent et remercient le ciel. Nous les accompagnons vers notre camp, Platanos, et leur expliquons avec un grand sourire "Nourriture, vêtements secs, thé".

6H45

Kety, qui vient du Brésil, distribue nourriture, boissons et friandises. Marios, un jeune Grec sans

emploi, vêtu de sa combinaison de plongée, s'occupe d'alimenter le feu. Un espace est prévu afin que tous puissent se changer et obtenir des vêtements propres et secs. "Tchaï, Tchaï !", c'est Deena, la Malaisienne, qui sert du thé. Ils peuvent alors se réchauffer un peu avant qu'une navette ne les conduise vers un autre camp, bien plus grand, qui rassemble les réfugiés arrivés sur l'île. Ils y rempliront les papiers qui leur permettront de rester quelques semaines sur le sol grec. Leur parcours du combattant est encore loin d'être terminé...

7H15

Dans la tente des enfants, je dégote un pantalon, des collants et des chaussures pour un petit garçon de trois ans. Une fois changé, je le ramène jusqu'à son père ravi de le voir enfin de retour auprès de lui. Je discute alors avec un jeune homme de 25 ans, qui me fait le récit de son histoire dans un anglais correct : "J'étais couturier en Afghanistan. Un jour, ils sont venus, ils nous ont enfermés dans une maison et nous ont obligés à nous déshabiller. Nous avons dû payer deux mille



◀ Au camp de Platanos, un espace est réservé aux enfants pour leur permettre de se changer les idées

euros pour sortir. J'ai alors fui mon pays. J'ai payé des passeurs, j'ai marché dans les montagnes, j'ai beaucoup marché. Mes deux cousins m'ont rejoint par avion en Iran. Je n'ai plus d'argent maintenant, c'est mon cousin qui a payé pour la traversée". Il me remercie alors de partager son histoire et, me parlant des "explosions à Paris", me demande d'assurer aux Français qu'il n'est pas un terroriste... Un récit parmi tant d'autres, tous plus terrifiants les uns que les autres.

8H

Tous ont maintenant quitté le camp mais la journée ne fait que commencer. Nous apercevons quatre bateaux à l'horizon. Il n'est pas rare qu'un bateau soit à court de carburant, c'est pourquoi les espagnols de l'ONG *Pro Activa* filent vers les quatre taches oranges afin d'assurer leur sécurité.

Le camp dans lequel nous sommes ne dépend d'aucune ONG, il est totalement autogéré. Une dizaine de citoyens a, en effet, décidé, en octobre 2015, d'occuper un espace public du village afin de venir en aide à la centaine de bateaux qui arrivait quotidiennement. Peu à peu, des dons ont été collectés à travers toute la Grèce et dans le monde entier, grâce en partie aux réseaux sociaux. Trois grandes tentes et un conteneur ont été achetés, un groupe électrogène installé, une cuisine montée... Les décisions se prennent collectivement et chaque jour apporte son lot de nouveautés et de réorganisations.

8H45

Le premier des quatre bateaux arrive et le même scénario se reproduit. Jour après jour, nous prenons conscience de l'ampleur de la situation...

19H20

A la fin de cette journée, Terry, un volontaire anglais, nous fait part d'un message particulièrement émouvant reçu d'un réfugié Afghan rencontré quelques jours auparavant :

"Je ne savais pas que toutes ces personnes sur la plage étaient des volontaires... C'est incroyable qu'ils aient mis de côté leur travail, leur famille, leurs amis et leur vie pour venir ici, juste pour aider des gens comme nous, gratuitement. J'avais perdu toute confiance en l'humanité mais vous me l'avez redonnée. L'amour c'est ce qu'il y a de plus important. Je prierai mon Dieu chaque jour pour qu'il reste avec vous et qu'il vous apporte de bonnes choses et de la joie dans vos vies".

ELAN DE SOLIDARITÉ

Nous avons passé plus de deux semaines au sein du camp. Nous avons vu débarquer plusieurs milliers de réfugiés.

Effarés par l'inaction de nos gouvernements, la cupidité et l'inhumanité de certaines personnes, nous avons par ailleurs vécu ici une expérience extraordinaire aux côtés de volontaires venant du monde entier. Un réel élan de solidarité, de générosité et d'humanité qui vient heureusement contrebalancer ce triste tableau de début de siècle.

N'oublions pas que, du fait du réchauffement climatique, nous sommes à l'aube d'une période de migrations sans précédents. Il ne s'agira plus seulement de réfugiés de guerres, mais il sera question de réfugiés climatiques, par millions !

Elisabeth Berger et Rémy Desmitt ■

Elisabeth et Rémy sont deux cyclo-voyageurs partis sur les routes de l'Asie. Ils se sont arrêtés sur l'île grecque de Lesbos afin d'apporter leur aide aux réfugiés et font part dans cet article de leur quotidien.

Pour suivre le périple à vélo d'Elisabeth et Rémy : Graine de cyclo, <http://grainedecyclo.com>

Contact du camp auto-géré d'accueil aux réfugié-e-s : <https://solidarityteamplatanosblog.wordpress.com>



▲ État d'urgence, Paris, 2015 ?

Déradicalisation à gogo(s)

Chaque journal, magazine, revue, télé et radio y va de son petit couplet sur la nécessaire "déradicalisation" des jeunes Français partis ou *tentés de partir* se battre avec les jihadistes de Daech. Participons à cet effort national !

POUR COMPLÉTER CET ENGOUEMENT, proposons d'adopter des mesures contre trois autres types d'endoctrinement et d'embrigadement de la jeunesse, eux aussi très dangereux car vecteurs de violences extrêmes :

- **L'endoctrinement d'extrême droite** : des pans de la jeunesse de plus en plus nombreux se tournent vers ce mouvement extrémiste qui prône le rejet de l'autre et qui s'inspire de doctrines ultra-violentes. Alors qu'hier la jeunesse y était massivement hostile, beaucoup de familles de tous types y sont aujourd'hui confrontées et voient des jeunes s'incorporer activement à des organisations de type Front National. Comment agir pour aider les familles qui font face à ce phénomène ? Comment aider ces jeunes ? Aucun journal ne traite de comment faire et pourtant la plaie est bien réelle.

- **L'embrigadement militariste**. De nombreux jeunes tombent dans les mains de cette organisation opaque surnommée "la grande muette" qu'est l'armée française. Délégués à la Défense dans les facs, classes jumelées avec des régiments, option "Défense et sécurité" dans les lycées, etc., sont des pratiques aujourd'hui connues et documentées. Là, on leur apprend à tuer et à manier des armes, à faire passer les intérêts d'une nation avant ceux de l'humanité. On connaît les noms

des responsables de cet endoctrinement actif, ils résident sur le territoire français, mais aucune perquisition n'a encore eu lieu pour tenter de freiner les responsables de ce dérapage de toute une partie de notre jeunesse vers la violence armée.

- **L'endoctrinement néolibéral**. En France, de nombreuses écoles répandant cette idéologie ont pignon sur rue et sont tolérées légalement. Pourtant, on sait que cette doctrine est l'une des plus puissamment destructrice et meurtrière de ces dernières décennies, responsable d'un nombre de morts et d'esclaves (sexuels y compris), de pillages, de trafics, d'extorsions bien plus importants que ceux perpétrés par les jihadistes islamistes.

Alors oui, il est temps de s'attaquer à l'embrigadement des jeunes vers toutes les formes de violences destructrices.

Plutôt que de les "dé-radicaliser", il se pourrait bien que la réponse soit d'aider les jeunes à se radicaliser, c'est à dire étymologiquement (radix = racine) de les accompagner vers une analyse des problèmes à la racine, leur évitant ainsi de sombrer dans des trompeuses réponses à un mal-être et à une quête de sens bien réels.

Guillaume Gamblin ■

Sortir de ce système agricole

(...) Si, en France, les troupeaux de brebis sont très importants, c'est aussi parce que pour gagner leur vie, les bergers comptent sur le nombre de bêtes à vendre vu le prix extrêmement bas auquel on les achète. Et cela pour deux raisons au moins :

- Suite à "nos" essais nucléaires en Polynésie, la France s'est engagée à acheter des moutons à la Nouvelle-Zélande. (...)

- Toutes les productions agricoles sont achetées aux producteurs en dessous des coûts de production (ce qui est interdit dans toutes les productions sauf agricoles je crois). Cela est compensé, en partie, par les subventions (...). C'est un système mafieux auquel j'ai eu la chance d'échapper, n'ayant pas eu droit aux "aides à l'installation". (...)

Il n'est pas concevable d'avancer avec le beau slogan de la conf' "trois petites fermes valent mieux qu'une grosse" sans sortir de ce système. Il restera un vœu pieux ! Et ce serait pourtant, à mon sens, le rôle de ce syndicat d'élaborer un "Protocole de sortie de ce système" pour aider les paysans à changer de fonctionnement, à transformer leurs structures pour retrouver liberté, dignité, autonomie... Pour s'affranchir des normes industrielles obligatoires qui n'ont aucune raison de s'appliquer à de petites structures (boucles électroniques par exemple). (...)

Pour en venir au loup, il est évident que mes collègues bergers, dans ces configurations, ne peuvent évidemment pas payer le personnel nécessaire à la garde de grands troupeaux. Il est évident aussi que l'élevage demande une vision de la place de l'animal sauvage différente de celle qu'en a, en général, le citadin qui passe...



Nous ne sommes pas (encore) confrontés au problème du loup, dans la Nièvre où nous vivons. Celui du renard nous suffit. Nous n'avons pas intérêt à oublier de rentrer nos poules, le soir, ou nos brebis quand elles font leurs petits. Mais les attaques ont souvent lieu aussi en plein jour ! Je suppose que c'est la même chose pour le loup. (...) Mais revenons à nos moutons... Il faut que j'aille m'en occuper ! Avant le renard...

Philippe et Delphine Perret

Paysans-éleveurs, sans subventions depuis plus de 30 ans (vaches, chèvres, brebis...) Nièvre

Lettre ouverte d'une mère à l'État

Quand j'apprends que des économies sont faites sur des services administratifs et sociaux dans les zones rurales, je vous interpelle sur le bien-fondé et sur les conséquences de ces décisions qui sont prises par les élus du Département, sous l'argument d'une réduction des dotations de l'État.

Si l'argent manque pour ces services, alors que le prélèvement des impôts n'a pas diminué, c'est que l'argent existe mais qu'il s'en va ailleurs. Où va donc l'argent ?

(...) Quand les éducateurs ont aidé ma fille, orpheline de père, je n'ai pas vu leur travail parce qu'elle ne m'en parlait pas. Mais ils jalonnaient son parcours, au sein du collège, dans la rue ou dans le local de l'Espace social réservé aux jeunes. Ils l'emmenèrent aussi au bord de la mer. Au début, je ne savais même pas qu'ils existaient. Mais ils veillaient sur elle en mon absence. Et j'ai compris beaucoup plus tard qu'ils avaient remplacé le père dans son adolescence, quand elle choisissait mal ses fréquentations. Où serait-elle aujourd'hui ? (...)

Le travail de nos éducateurs est fondateur de la société à venir. Il est salutaire à bien des égards. Il sauve des vies en évitant des suicides et des overdoses. Il oriente, console,

rassure, protège. (...) En portant nos gosses ils nous portent, ils allègent par leur professionnalisme, nos fardeaux de parents non instruits à la parentalité. Ils sont le ciment de notre société en favorisant le lien avec la famille, les enseignants, les aïeux et les institutions comme la justice, le centre médico-social ou la mission locale. (...)

Il faut du courage pour être jeune aujourd'hui quand tout manque... le temps, l'argent, l'affection, la santé, la sécurité. Il en faut d'autant plus à nos éducateurs pour stimuler en la jeunesse la confiance en l'être humain et la convaincre de son pouvoir de construire un monde meilleur. La société doit plus que de l'argent à nos éducateurs, qui participent à la paix sociale. Ils reçoivent pourtant un maigre salaire. (...) Mais voilà qu'on nous prive de nos anges gardiens quand on devrait en doubler l'effectif. Pour qui ? Pour quoi ? Pour des joueurs d'argent qui ont fait les règles de leur propre jeu. Qui a laissé faire cela ? Un gouvernement qui abandonne ses jeunes abandonne son peuple. Il aura des morts sur la conscience.

Sylvie

Drôme

Des ruches au fond du jardin

(...) Nous avons une ruche sur notre terrasse à trois mètres de la porte, et d'autres plus loin dans le jardin. Ce sont des abeilles avec dard, et en pleine forme ! Jamais de piqûres, même quand nous mangeons ou discutons juste à côté de la ruche. Pourquoi nous piqueraient-elles ? Si ce n'est par accident, une qu'on écrase machinalement en marchant pieds nus dans l'herbe ou une qui se prend dans les cheveux. Nous ne les embêtons pas, n'ouvrons pas la ruche, ne farfouillons pas dedans avec de la fumée, leur laissons leur miel, et contemplons leur fonctionnement et leur intelligence avec admiration. C'est une cohabitation dans le respect et l'amour.

La récolte de miel est le dernier des objectifs, tout au plus une fois à l'automne si l'année leur a permis de faire une récolte au-delà de leur besoin hivernal, jamais de sucre en remplacement du miel. Dans ces conditions elles font leur vie paisiblement à côté de nous et ne nous considèrent pas comme l'ennemi qu'il faut piquer.

Sait-on qu'il y a plus de sucre consommé par l'apiculture que de miel récolté ? Que l'on insémine artificiellement les reines ? Que la plupart des apiculteurs professionnels les achètent, venues du Chili, d'Argentine, de Pologne... et de France. La disparition des abeilles est certes due aux pesticides, mais autant à la pratique apicole, qui est à comparer aux techniques de poulets ou de porcs en batterie, tant on les pressurise pour avoir un maximum de récolte, même si l'apiculture jouit d'une aura d'écologie.



(...) Des stages ont lieu pour mettre en train les gens et leur expliquer la vie de l'abeille. Pour l'abeille et pour notre nature il faut crier haut et fort que tout-un-chacun, s'il a un jardin, même petit, peut avoir une ruche de pollinisation, de bio-diversité (appelons-la comme on voudra). Ce sont ces petits gestes qui sont plus à même de sauver nos abeilles, avec dard ! Merci aux trois-cents personnes qui sont passées chez nous et qui sont passées à l'action.

Alain Richard

Après la prise de conscience, les actes

(...) Depuis un demi-siècle nous avons pris conscience d'une multitude de réalités et de comportements mortifères. La conscience est là, mais qui bouge, qui change sa façon de vivre dans le confort et l'hyper-consommation ?

Depuis mon enfance j'essaie de vivre dans la simplicité en réduisant mes dépenses personnelles à 300 € par mois. Depuis 20 ans je suis complètement végétarien. Je limite mes déplacements à 400 km par mois (je suis loin de tout transport en commun et j'ai régulièrement de l'alimentation et des matériaux lourds à transporter). Pourtant je constate que je suis un prédateur signifant, que je gaspille et que je pollue encore. Je peux mieux faire

en m'épanouissant pleinement mais je n'y arrive pas. L'animal humain est ce qu'il est, loin d'être parfait comme toutes les espèces. (...)

Certes, nous ne sommes que des voyageurs, des étrangers, des émigrés avec ou sans papiers sur cette terre, mais pourquoi y sommes-nous ? Quels rôles voulons-nous y jouer ? Ceux de consommateurs, de spectateurs ou d'acteurs de vie ? (...) Nous sommes à peine dix mille à nous nourrir de Silence, c'est si peu et pourtant avec d'autres nous portons cette espérance et cette responsabilité. Que vive la revue Silence et tous ceux et celles qui espèrent !

Alexis Robert
Ille-et-Vilaine

Monnaies locales et cotisations sociales

Je viens de lire le guide du projet de la monnaie locale complémentaire *La Sonnante* à Lannemezan (Hautes-Pyrénées). Quand je paie un bien ou un service en monnaie "nationale" ou en Euro aujourd'hui, une partie de cet argent va servir à payer des cotisations à la sécurité sociale, aux caisses de retraites par répartition et aux impôts, ce qui va aider des malades à aller chez le médecin, alimenter la retraite de tous ces vieux travailleurs, payer les professeurs qui instruisent mes petits-enfants,...

En est-il de même quand je paie en monnaie locale ?

Retraité, ma monnaie pour "vivre" est constituée d'un droit acquis par les cotisations de plus de 170 trimestres qui ont alimenté la retraite de mes parents. Quand je dois faire une dépense pour un bien ou un service avec cette retraite, ne faut-il pas mieux le faire "localement", c'est-à-dire avec quelqu'un qui a cotisé pour notre retraite par répartition ? Je donne, je rends à cet agriculteur l'argent qu'il m'a donné indirectement en cotisant à la MSA ? (...)

Patrice Lepousez
Hautes-Pyrénées

Greffer

À propos de l'article sur les pépinières Burri (Silence n°441 p. 9). Il est très intéressant mais en tant qu'arboriculteur professionnel j'ai relevé ce que j'ai

considéré comme des erreurs. (...) Ce qui m'a surpris c'est que les pépiniéristes ont parlé de greffage de noisetiers et de mûriers. Je n'en ai pas le souvenir, à l'école le professeur nous a expliqué que leur multiplication c'est le marcottage. C'est le passage sur

"les mystères de la greffe" qui explique mon intervention. Il n'y a pas de mystères, il y a une histoire de la greffe. Les premières se sont faites sans l'intervention de l'homme : deux branches se touchaient, un frottement a provoqué une plaie aux deux branches qui avec le temps se sont soudées, c'est ce qui a donné aux anciens cultivateurs l'idée de multiplier de cette façon-là des



Marie Clém's

variétés nouvelles. Pour cela il faut planter un jeune plant qui sera le porte-greffe sur lequel on fait une incision pour y glisser une

branche de l'arbre à multiplier. Quelques mois après, s'il y a soudure, l'arbre greffé peut alors être planté. Cette méthode a été suivie du greffage par rameau détaché se faisant tous les printemps au moment du départ de la sève. Pour humidifier au mieux

le rameau détaché et pour éviter le dessèchement, les plaies étaient recouvertes par un onguent fabriqué sur place avec argiles, textiles et liens. (...) Vieux jardinier de 93 ans et demi, je vous adresse mes amicales et cordiales salutations.

Henri Terrenoire
Puy-de-Dôme

Nous avons également reçu... 1/2

Essais

■ **Pour un suicide des intellectuels**, Manuel Cervera-Marzal. Textuel, 2015, 142 p., 12,90 €. Pour l'auteur, les intellectuels devraient œuvrer à leur disparition en tant que catégorie sociale séparée du reste de la population : il nous faut viser une répartition égalitaire des tâches de réflexion.

■ **Le sens de la marche**, Cairns, Thierry Giraud, éd. L'Harmattan, 2015, 12 p., 14,50 €. Il y a la marche utilitaire pour se déplacer et la marche pour le plaisir de marcher. L'auteur, philosophe, retrace comment ce deuxième mode de marche s'est développé depuis le romantisme jusqu'à aujourd'hui. Beaucoup de citations anciennes, mais finalement peu sur l'actuelle marche.

■ **Lâche ton portable**, Ilka Heinemann, traduction Marc Rozenbaum, éd. Tana, 2015, 120 p., 7,95 €. Sous-titré "100 choses à faire pour décrocher (un peu) du smartphone, ce livre gag présente en quelques mots sur chaque page, une action à faire du genre "engagez la conversation avec la personne assise à côté de vous" (une page !) et la dernière est "demandez à quelqu'un où se trouve la librairie la plus proche, allez-y et achetez-vous un bon livre".

■ **Sobriété et solidarité, le bel avenir du message évangélique**, Jean Aubin, éd. Salvator, 2015, 2015, 224 p., 20 €. Après deux ouvrages remarquables, "Croissance infinie, la grande illusion" et "Piller la planète jusqu'à l'effondrement", l'auteur rappelle ici que l'évangile se prononce clairement en faveur de la sobriété et de la solidarité. Il commente notamment *Laudato Si*, la dernière encyclique du Pape.

■ **Pour une transition écologique citoyenne**, Marcel Jolivet, postface de Bruno Villalba, éd. Charles-Léopold-Mayer, 2015, 144 p., 16 €. Alors que nous n'avons jamais eu autant de scientifiques pour avancer des solutions et d'associations actives pour proposer des alternatives, l'auteur s'interroge sur l'incapacité de notre démocratie à répondre à la crise écologique. Comment unir ces forces pour faire évoluer une démocratie en panne ?

■ **Manifeste pour la ville biodiversitaire**, Philippe Clergeau, éd. Apogée (Rennes), 2015, 70 p., 9 €. L'urbanisme a besoin de réintroduire la nature et la biodiversité dans les villes : cela doit permettre de limiter les pollutions, d'éviter le réchauffement trop brutal, de favoriser la circulation des espèces animales et donc d'améliorer notre qualité de vie... Plaidoyer pour une nouvelle manière de planifier les interventions dans la ville.

Roman

■ **Marie Curie prend un amant**, Irène Fraïn, éd. Seuil, 2015, 368 p., 21 €. Après la mort de son mari Pierre, Marie Curie aura une liaison avec Paul Langevin, autre physicien célèbre. Le roman intéressera ceux qui luttent contre le nucléaire : il est tout à fait incroyable de voir comment ces découvreurs ne pensent qu'aux bienfaits de l'atome. Cela peut aussi nous interroger sur ceux qui aujourd'hui promeuvent aveuglément de nouvelles technologies.

■ **Ballade pour Leroy**, Willy Vlautin, éd. Albin-Michel, coll. Terres d'Amérique, 2016, 300 p., 22 €. Leroy Kervin, jeune soldat de retour d'Irak, plonge dans la folie. Après une tentative de suicide, il est retrouvé par le gardien de nuit et soigné par une infirmière. Le livre oscille entre la vie de Leroy, celles du gardien et de l'infirmière. Une plongée dans le monde bienveillant des gens qui vivent simplement et difficilement dans la grande nation.

B. D.

■ **Colère nucléaire**, Takashi Imashiro, éd. Akata, 2015, 162 p., 7,95 €. Sâto, habitant de Tokyo, suit au jour le jour l'évolution des informations, des déclarations politiques et des mensonges entourant la catastrophe nucléaire de Fukushima. Il est atterré par la désinformation et par l'irresponsabilité de la majorité des politiciens, essaie de se rendre dans la zone interdite et se joint aux manifestations antinucléaires. Habité par une immense colère, ce manga au trait peu engageant nous immerge dans le désespoir et le dégoût éprouvés par son auteur.

Zéro fossile Désinvestir du charbon, du gaz et du pétrole pour sauver le climat

Nicolas Haeringer



Ce plaidoyer en faveur d'un désinvestissement des énergies fossiles vient appuyer la campagne en ce sens lancée par l'organisation internationale 350.org. L'objectif : se donner les moyens de laisser dans le sous-sol 80 % des combustibles fossiles. "Les subventions directes perçues par l'industrie fossile en 2012 s'élevaient à 775 milliards de dollars, soit cinq fois plus que celles attribuées aux renouvelables", explique l'auteur. Cette somme monte à 5430 milliards chaque année si l'on compte les coûts indirects soutenus par la collectivité. Le paradoxe est qu'actuellement sur les marchés financiers, les compagnies fossiles continuent à être valorisées en fonction de la taille des gisements qu'elles ont l'autorisation d'exploiter, créant une incitation directe à leur exploitation qui serait un désastre climatique. Cette campagne de désinvestissement a pour objectif premier de faire apparaître comme politiquement et moralement inacceptable d'investir dans les fossiles. Une nécessité. GG.

Ed. Les petits matin, 2015, 108 p., 7 €

Contre les gourous de la croissance

Entretien avec Jean Gadrey



Cela commence par des extraits de discours de nos hommes politiques : François Hollande capable de dire 20 fois le mot croissance en deux minutes ! Jean Gadrey, économiste, proche des communistes, explique comment il en est arrivé à comprendre que cette croissance était le problème et non la solution. Comment il s'est rapproché des écologistes. Un interlude nous emmène ensuite dans une soirée de la CGT à Grenoble où l'on discute de la croissance, de la schizophrénie syndicale (on défend des emplois dans des secteurs inutiles). Et on se retrouve une nouvelle fois avec Jean Gadrey pour parler des solutions... Cela s'appelle peut-être la démocratie. Le livre est tout petit, facile à lire et ça fait du bien de voir que côté CGT, cela débat ferme. MB.

Fakir éditions, 2015, 70 p. 4 €

Pour en finir avec l'économie Décroissance et critique de la valeur

Serge Latouche et Anselm Jappe



Compte-rendu d'un débat entre deux penseurs, Serge Latouche, théoricien de la décroissance et Anselm Jappe animateur d'un courant néo-marxiste critique de la marchandisation de la société. Une première partie présente un débat qui s'est tenu en public à Bourges.

D'autres contributions de l'un et de l'autre poursuivent ce débat autour de questions comme : les coopératives sont-elles anticapitalistes ou altercapitalistes ? La relocalisation de l'économie et le développement de monnaie solidaire vont-ils dans le sens d'une démarchandisation des échanges ou ne changent-ils rien sur le plan du capitalisme destructeur ? La première partie du livre avec questions de la salle est relativement facile à suivre. C'est parfois un peu plus compliqué dans les interventions suivantes. Serge Latouche a le mérite d'enclencher une réflexion sur la transition alors que Anselm Jappe reste sur la théorie révolutionnaire. MB.

Ed. Libre & Solidaire, 2015, 186 p. 14,90 €

Oser la décroissance

Guy Jacques



La notion de décroissance attire de plus en plus de monde parce que c'est une évidence que dans un monde fini, nous atteignons les limites. Mais avec quelles solutions ? L'auteur, scientifique, se penche sur de nombreuses idées qui circulent chez les objecteurs de croissance et donne son avis sur des sujets comme la démographie, l'extension des biens communs (et la question de la gratuité), les relations nord-sud, le retour à la campagne, l'éloge de la lenteur, la place de l'argent (et d'un revenu universel), la simplicité volontaire, est-ce qu'on va travailler moins, l'occidentalisation du monde, la place des alternatives ? (Amap, SEL, slow-food, monnaies locales). L'auteur suggère que les décroissantistes arrêtent de débattre entre eux pour se fonder dans un projet avec l'ensemble de la population. MB.

Ed. L'Harmattan, 2015, 220 p. 23,50 €

L'égalité, c'est la santé (et l'amour aussi)

Entretien avec Richard Wilkinson



Richard Wilkinson est épidémiologiste. En regardant les données collectées à grande échelle sur la santé, il s'est rendu compte que le facteur le plus important pour la santé dans un pays... est son niveau d'inégalité. Quand celui-ci augmente, les gens se méfient davantage des autres, parlent avec moins de personnes, sont plus stressés... et cela favorise le développement des maladies. Il l'a expliqué dans le livre : "Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous ? La revue Fakir est allée le rencontrer et présente sous une forme concise et drôle les résultats de ses études. Richard Wilkinson termine ainsi : la croissance est finie du fait des limites de la planète, mais nous pouvons encore améliorer la situation des plus démunis... en réduisant les inégalités. Un sacré programme politique. MB.

Fakir éditions, 2015, 70 p. 4 €

Et le vélo dans tout ça ?

Nicolas Pressicaud



L'auteur a suivi de très nombreuses rencontres institutionnelles sur la mobilité entre 2007 et 2011. Il les commente ici en montrant combien ingénieurs et élus sont obsédés par les solutions technologiques et oublient les plus simples : le vélo. C'est assez spécialisé, mais cela soulève de nombreuses questions et en particulier celle de l'incapacité de nos dirigeants à sortir de la pensée d'un "progrès" centré sur l'automobile. Il ajoute des commentaires récents qui montrent à quel point certains sujets n'ont pas été du tout anticipés (Blablacar par exemple). FV.

Ed. L'Harmattan, 2015, 260 p. 27,50 €

L'adieu à l'humanitaire ? Les ONG au défi de l'offensive néolibérale

Boris Martin



Les Etats intègrent désormais l'humanitaire dans leurs dispositifs diplomatiques et militaires. Les Etats Unis par exemple, via des unités civiles sous contrôle du Pentagone ou en "embarquant" des ONG lors d'opérations auprès "d'états défaillants". Dans le même temps, les multinationales, mettant en avant leurs "responsabilités sociétales" (sic !), interviennent aussi dans le champ humanitaire. Les ONG quant à elles, en recherche de financements, se sont rapprochées des entreprises dans leurs modes de fonctionnement. Ainsi ces acteurs, au départ bien distincts et même opposés, se rejoignent peu à peu dans une logique libérale de "charity business". Au nom du "partenariat" et de la "convergence", on instaure sous-traitances, fondations et échanges entre financements, compétences, réseaux, etc. A ce jeu mondialisé, le modèle des ONG (issu des "french doctors", citoyens et francs-tireurs), est menacé, mais mérite, malgré ses défauts, d'être défendu. Un plaidoyer convaincant. DG.

Ed. Charles Léopold Mayer, 2015, 132 p. 16 €

Aménager les paysages de l'après-pétrole

Régis Ambroise et Odile Marcel



Bien écrit, ce plaidoyer pour prendre en compte les paysages dans les projets d'aménagement, lance quelques bonnes idées pour le futur : s'appuyer sur les civilisations qui ont su préserver leurs paysages pour améliorer les nôtres, sortir du zonage dans l'urbanisme, mais aussi au niveau administratif, intégrer les arbres dans





Made in India

Le laboratoire écologique de la planète

Bénédicte Manier

L'Inde connaît un développement industriel accéléré. Ce sont les solutions ingénieuses portées par la société civile pour contrer ses dévastations sociales et environnementales que conte l'auteure. Leur évolution donne à rêver et à espérer : ici on installe des milliers de stations de recharge solaires dans les bidonvilles à un prix accessible à tous, là on invente un réfrigérateur en argile avec purificateur d'eau qui fonctionne sans électricité. Ici on invente un foyer qui nécessite 70 % de biomasse en moins et réduit d'autant les émissions de fumée. Là on reverdit toute une région désertique grâce à l'agroécologie. D'autres fondent des dispensaires ouverts à tous et des réseaux de soins palliatifs de campagne. Le tout dans un esprit de non-brevetage des inventions visant au contraire leur partage, avec souvent des réseaux pour les diffuser dans d'autres pays du sud. Il y a sans doute des limites qui n'apparaissent pas ici, mais le résultat est très inspirant. GG

Ed. Premier parallèle, 158 p., 2015, 14 €

le paysage (climatisation naturelle en ville, réserve de biosphère à la campagne permettant de développer l'agroécologie...), tenir compte des citoyens... Il y a de nombreux exemples déjà en cours par des collectivités publiques. Toutefois, le discours "développement durable" a ses limites lorsqu'on parle de mieux prévoir l'arrivée de prochaines autoroutes. L'après-pétrole va plus sûrement voir arriver des lignes ferroviaires et des véloroutes. Les auteurs sous-estiment les difficultés économiques, écologiques et sociales posées par le passage à l'après énergies fossiles. FV.

Ed. Charles-Léopold Mayer, 2015, 124 p. 9 €

Romans

Mort d'un homme heureux

Giorgio Fontana



Giacomo Colnaghi, magistrat à Milan en 1980, mène l'enquête sur les groupes style Brigades rouges. Il est le fils d'un ouvrier qui a été tué par les fascistes pour acte de résistance à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Profondément chrétien, il se demande comment de jeunes intellectuels peuvent en arriver à prendre les armes pour tuer des représentants de l'Etat. Le livre alterne des chapitres avec le magistrat, ses doutes, sa famille, son travail... et d'autres avec l'histoire de son père telle qu'il a pu la reconstituer. Cette présentation intelligente fait que le lecteur va aussi peu à peu s'interroger sur ce "terrorisme" des années 1980 par comparaison avec celui contre l'occupant allemand.

Une vaste réflexion sur les élans révolutionnaires, sur la violence, sur la vengeance, sur la justice... Comme quoi expliquer, ce n'est pas forcément excuser ! MB.

Traduction François Bouchard, éd. Seuil, 2016, 320 p. 21 €

B. D.

Cher pays de notre enfance

Etienne Davodeau et Benoît Collombat



Le 3 juillet 1975, à Lyon, pour la première fois un juge est assassiné. Il enquêtait sur les liens entre la pègre et le financement du parti politique au pouvoir (les Gaullistes). En 1979, c'est Robert Moulin, ministre du travail dont le suicide est plus que suspect. 47 assassinats politiques ont ainsi lieu sous les présidences de Georges Pompidou et de Valéry Giscard d'Estaing. Benoît Collombat, journaliste qui a longuement étudié le fonctionnement du SAC, service d'action civique, une sorte de service secret parallèle des mouvements gaullistes, refait le tour des témoins de ces affaires avec le dessinateur Etienne Davodeau. Comme à son habitude, ce dernier arrive très bien à rendre l'ambiance ambiguë des personnages et cela n'en rend que plus inquiétante cette enquête dont les pièces maîtresses sont les mêmes que celles qui animent la sphère de la Françafrique... jusqu'à aujourd'hui. Une grande enquête sur le côté sombre de la politique. MB.

Ed. Futuropolis, 2015, 208 p. 24 €

La Présidente

François Durpaire et Farid Boudjellal



Au deuxième tour des élections présidentielles de 2017, Marine Le Pen se retrouve face à François Hollande. C'est elle qui est élue. Pour asseoir sa majorité, elle débauche les Républicains les plus à droite (Longuet, Morano...). Après un référendum, elle fait sortir la France de l'Euro. Utilisant les textes sécuritaires votés après les attentats de 2015, elle fait la chasse aux opposants, expulse les étrangers... Ce livre de politique-fiction base son scénario sur le programme du Front national. Un exercice de style mené avec succès par les auteurs. On ne peut que frémir à sa lecture. Fiction ? François Durpaire, au moment où personne ne croyait aux chances d'un candidat noir à la présidence des Etats-Unis, avait déjà fait un ouvrage de fiction imaginant Barak Obama élu... FV.

Ed. Les Arènes/Démopolis, 2015, 158 p. 20 €

Ruines

Peter Kuper



Un couple de trentenaires qui vacille tente de partir un an ensemble pour essayer de recoller les morceaux. Ce sera la région d'Oaxaca, au Mexique. Ils y arrivent en pleine révolte des enseignants. Lui, entomologiste, étudie les insectes locaux, dont le Monarque qui après avoir traversé 4000 km depuis le Canada, vient se reproduire dans la région. L'auteur jongle habilement entre différentes histoires. Chaque chapitre s'ouvre par le périple d'un papillon Monarque qui en survolant des lieux questionne sur l'écologie. La femme écrit un livre qui va nous révéler pourquoi ils ont choisi de venir dans cette région. Enfin, on suit l'évolution politique mexicaine avec la répression féroce des autorités. Ce qui semble au départ une histoire assez banale, prend de l'épaisseur au fil de l'ouvrage et nous interroge sur les questions sociales et écologiques. Beau et subtil à la fois. MB.

Ed. Ça & là, 2015, 330 p. 28 €

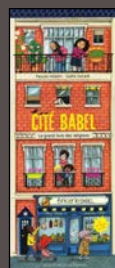
Jeunes

Cité Babel. Le grand livre des religions

Pascale Hédelin, Gaëlle Duhazé



Dès 7 ans. C'est un immeuble où, à chaque étage, vivent des personnes pratiquant diverses religions : juifs, chrétiens, musulmans. Nous sommes invités à pénétrer dans les appartements pour découvrir comment chacun pratique sa foi. Il y a aussi monsieur Félix, l'épicier, qui est athée, mais chez qui tout le monde, y compris les voisins bouddhistes et hindouistes, trouve ce dont



il a besoin pour les fêtes, du carnaval à Halloween. Le livre, tout en verticalité, est composé de quatre séries de pages type cartes postales, superposées, figurant les différents étages de l'immeuble, qui se tournent indépendamment les unes des autres. On découvre, au fil des saisons, les religions monothéistes telles qu'elles se pratiquent aujourd'hui. Dans la cité Babel, on se respecte mieux si l'on apprend à se connaître. Amusant, didactique, coloré, cet album constitue un excellent support pour découvrir la diversité des religions et des croyances. GG

Ed. des Eléphants, 2015, 30 p., 16,5 €

La révolte d'Eva

Elise Fontenaille



A partir de 12 ans. Eva vit avec quatre sœurs, sous les coups de son père. Favorite, elle est celle qui est la plus battue. La mère s'efface pour ne pas subir les violences. Le père oblige ses enfants à saluer la photo d'Hitler tous les jours. A la fin, la jeune fille n'en peut plus et poignarde son père. Sera-t-elle condamnée par le tribunal ? Tiré d'une histoire vraie, un récit bouleversant d'une auteure qui multiplie avec succès les petits ouvrages à thèmes sociaux. MB.

Ed. du Rouergue, 2015, 44 p. 8,30 €

Le héros

Pierre Cornuel



Dès 8 ans. Zhou Chu est un jeune homme très fort, mais également égoïste et orgueilleux. Il aime manifester sa puissance physique au détriment des autres. Le village dans lequel il habite souffre du voisinage d'un tigre mangeur d'hommes et d'un féroce monstre marin. Les habitants ont l'habitude de les appeler, lui et ces deux créatures, "les trois fléaux". Un jour, un garçon lui suggère d'aller affronter les deux monstres, espérant ainsi qu'au moins un des trois périra dans l'affrontement. Zhou Chu parvient à tuer les animaux, mais est porté disparu. Quand il revient, les villageois fêtent la disparition des "trois fléaux". Il découvre alors que "se dépasser, plutôt que dominer les autres : c'est à cela qu'on reconnaît un héros". Le récit est superbement illustré par les lavis de style oriental de Pierre Cornuel, qui s'harmonisent totalement avec cette antique histoire chinoise et font de cet album très grand format un récit de sagesse de portée universelle et d'une grande beauté. GG

HongFei, 2015, 48p., 19,90 €

Musique

Petite Musique

Le coquelicot vertigineux d'être là



Une étrange alchimie se produit dès l'instant où résonnent les premières notes et où nos yeux se promènent encore sur la pochette bucolique de l'album. Dès lors, on entre dans une dimension poétique d'où il est difficile de sortir avant le dernier morceau... d'un fatras de vieilles bécanes, de vieux biclous adossés à une caravane, dans un jardin parsemé de miroirs reflétant le ciel, s'envolent un violon mélancolique et le chant désespéré des frères Psaila. Accompagnés d'instruments acoustiques (vielle, guitare – sauf sur un titre ou deux –, violon, basse et batterie), ils n'arrivent pas, comme ils le chantent, à fermer les yeux sur l'injustice et la misère du monde qui nous entoure et composent en 11 pièces, un puzzle où prédominent l'humour, la sensibilité et la poésie. Une perle rare ! PM

La Fissure Prod, 2013, 11 titres, 43 mn, 8,50 €

Films

Regards sur nos assiettes

Pierre Beccu



L'alimentation est à la base de la vie. Pourtant nous lui consacrons de moins en moins de temps et d'argent. Surtout les étudiants... C'est à partir de ce constat et de chiffres inquiétants que six étudiants commencent à enquêter sur ce qu'il y a dans leurs assiettes, d'où viennent les produits, comment fonctionne la grande distribution. Face à ce système aberrant, ils se tournent alors vers les petits producteurs de leur région, la Haute-Savoie. Nous les suivons dans leurs rencontres avec ces paysans qui tentent de renouer des liens avec la terre et les savoir-faire ancestraux tout en s'adaptant aux exigences d'aujourd'hui. La recette semble assez simple : rester à taille humaine, préserver son indépendance et favoriser le contact direct avec les consommateurs... travailler beaucoup aussi, mais le résultat en vaut la peine. Ce film plein d'optimisme donne envie d'agir, de manger mieux, et de soutenir cette démarche d'agriculture paysanne. JL

Bas Canal Productions, 2014, 75 mn, www.regards-sur-nos-assiettes.fr

Nous avons également reçu... 2/2

■ Mieux vaut en rire, L'actu en patates, Martin Vidberg, éd. Delcourt, 2015, 208 p. 16,95 €. Il a commencé discrètement par un blog sur le site du Monde.fr. Mais il devient de plus en plus visible, car il a un sacré sens de l'humour ! Ce quatrième tome reprend ses dessins entre septembre 2013 et septembre 2015. On se replonge avec délice dans l'actualité récente, avec les remarques souvent bien vues de l'auteur. Au catalogue des peurs et des scandales, "mieux vaut en rire" en effet !

■ Le grand A, Xavier Bétaucourt, Jean-Luc Loyer, éd. Futuropolis, 2016, 136 p. 20 €. En 1972, l'hypermarché Grand A ouvre en périphérie d'Hénin-Beaumont, dans le Nord. La grande surface n'a fait que grossir pour être aujourd'hui toujours le plus grand magasin de France. Les auteurs montrent les différents aspects du fonctionnement du magasin, de la direction à l'hôtesse de caisse, interrogent les petits commerçants, les agriculteurs, les élus (dans la région où le FN fait ses meilleurs scores) et même un voleur... Une enquête fouillée qui laisse un peu sur sa faim concernant les critiques possibles.

■ L'esprit du 11 janvier, Serge Lehman et Gess, éd. Delcourt, 2016, 80 p. 9,95 €. Pourquoi 4 millions de personnes sont-elles descendues dans la rue le 11 janvier 2015 ? Exploration sur les coïncidences de ces jours agités (un Malien attaque l'Hyper Cacher, un autre protège les clients...). Pas toujours convainquant.

■ Les nouvelles aventures de Sarkozix, Nicolas Pothier et Geoffroy Rudowski, éd. Delcourt, 2015, 32 p. 10,95 €. Après cinq albums scénarisés par Wilfrid Lupano pendant le quinquennat de Sarkozy, la série s'était arrêtée. Elle redémarre avec une nouvelle équipe maintenant que Sarkozix essaie de revenir au pouvoir.

Jeunesse

■ C'est quoi ton genre ? Jacinta Bunel et Nathaniel Kusnits, éd. Goater, 2015, 32 p., 8,90 €. Ce cahier de coloriages prend le contrepied des stéréotypes de genre. On y trouvera donc toutes sortes de situations étonnantes et joviatives, garçons amateurs de Zumba et du parfum des fleurs, filles dompteuses de dragons, êtres asexués... Plaisant, farfelu et réussi !

■ J'atteste, contre la barbarie, Abdellatif Laâbi et Zaï, éd. Rue du Monde, 2015, 44 p., 14 €. Dès 7 ans. Un beau poème d'espérance sur les valeurs humaines fondamentales, suivi d'éclairages didactiques sur les attentats de Paris et leur contexte. "J'atteste qu'il n'y a d'être humain que celui dont le cœur tremble d'amour..."

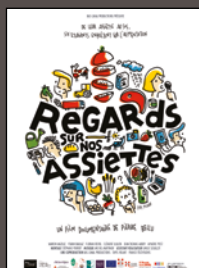
■ Monstre rose, Olga de Dios, éd. Winioux, 2015, 32 p., 14 €. Dès 5 ans. L'histoire d'un personnage que tout différencie des autres... et qui ne trouve pas sa place dans une société normée et unicolore. Il va entreprendre un voyage et trouver un pays où tout le monde est différent et coloré et où il pourra enfin s'épanouir.

Poésie

■ Climats, Laurent Grisel, L'inadvertance/Publie.net, 2015, 92 p., 9,5 €. Une tentative de traduire en poésie le souci pour les enjeux du changement climatique, en abordant les questions sociales, politiques, économiques... avec une dimension sensorielle. Et si une partie du problème venait du fait que notre société sépare habituellement les sphères de l'imaginaire et de la rationalité ?

Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.





Quoi de neuf ?

■ Venez nous voir les 14 et 15 avril !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. **Prochaines expéditions : 19 et 20 mai, 16 et 17 juin, 18 et 19 août.....**

■ Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **15h30** les mercredis **20 avril** (pour le n° de juin), **25 mai** (pour le n° d'été), **22 juin** (pour le n° de septembre)... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

■ Pierre Diviani

Pierre Diviani, 60 ans, notre imprimeur, change d'activité et rejoint sa compagne dans la poterie. C'était notre imprimeur historique. Quand Silence est lancé en 1982, notre premier imprimeur était AIPN, *Atelier imprimerie presse nouvelle*, une imprimerie militante de la Croix-Rousse où Pierre Diviani était conducteur offset. Après l'arrêt de cette coopérative autogérée, celui-ci crée son entreprise *Atelier 26* qui s'installe à Lorient dans la Drôme et il continue à nous publier. Il y a quelques années, pour disposer de plus de temps libre, il avait fusionné avec *Impressions modernes*, situé en Ardèche, près de Valence. Et nous l'y avons suivi... 33 ans de collaboration.

■ Rejoignez les "Lecteurs anonymes"

De nombreux lecteurs et lectrices nous ont signalé leur addiction à la revue. Les témoignages sont poignants : *"Au début, j'ai accepté un prélèvement automatique et puis je n'ai plus pu arrêter" / "dès le 25 du mois, je reste des heures à guetter l'arrivée du facteur" / "En août, l'année dernière, j'avais oublié qu'il n'y avait pas de numéro, j'ai dû aller en urgence télécharger un ancien numéro sur internet" / "J'apprécie les numéros régionaux car il y a 56 pages au lieu de 48, cela me donne un peu plus de temps de lecture"*. Reprenant les méthodes qui ont fait le succès des "Alcooliques anonymes", nous lançons donc un premier club de "Lecteurs anonymes" pour vous aider à lire Silence sans plonger dans l'enfer de l'addiction. *Prendre contact avec nos groupes locaux.*

■ Des reportages "sans avion"

Tous les mois, nous recevons des propositions de reportages sur ce qui se passe à l'autre bout de la planète. Nous sommes heureux de les publier lorsque les auteur-e-s prennent le temps de voyager lentement — en train, à vélo, à pied, en bus, en stop... ou habitent ces pays. Par contre, parler d'une initiative aussi passionnante soit-elle, tout en utilisant un des moyens les plus sûrs pour détruire la planète — l'avion — nous paraît contradictoire. Nous ne publions plus les reportages ayant nécessité de prendre l'avion (nous considérons qu'on devient habitant d'un pays après six mois de résidence).

■ Erratum

Dans l'article "Après la mort, le retour à la terre" (Silence n°442 p. 38), Dominique Bodin a été par erreur "élu" maire de Niort par la rédaction, alors qu'en réalité il en est le Conservateur des cimetières.

Rejoignez un relai local

- > **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmann.dutriez@wanadoo.fr
- > **Alpes-Maritimes.** Marc Gérenton, mgerenton@free.fr
- > **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75, jeanclaud.geoffroy@orange.fr
- > **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance, 18, rue de Brasse, 90000 BELFORT, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63290 Paslières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 09 51 69 25 21, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Lorraine.** Véronique Valentin, 26, rue de l'Orme, 54220 Malzeville, tél. : 03 54 00 60 20, veroniquevalentin@neuf.fr
- > **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- > **Paris.** Mireille Oria, mireille.oria@wanadoo.fr, tél. : 01 43 57 20 83. Brig Laugier, 40, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : 01 80 06 58 26, brig.gisors@gmail.com
- > **Saône-et-Loire.** Michel à Saint-Boil, tél. : 03 85 44 06 40 ; Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Seine-et-Marne.** Pascal Vuillaume c/o Agnes DUCA 8 les parichets 77120 Beauteuil, pvuillaume75@gmail.com

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an. Envoyez-nous leurs adresses sur papier libre (ainsi que la vôtre) et un chèque de 100 €.

Silence, c'est vous aussi...

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous. Vous pouvez être au choix (multiple) :

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de Silence.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonnés... en fonction de vos envies !

Don'acteur : Silence est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

Plus d'infos sur notre site : www.revuesilence.net / rubrique : Comment participer

Partenaires



Les finances de Silence sont gérées par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com



L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr



Silence est adhérent du Réseau "Sortir du nucléaire". www.sortirdu nucléaire.org



Silence est membre de la Coordination des médias libres. www.medias-libres.org



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin, 07502 Guilhaud-Granges. Tél. 04 75 44 54 96. www.impressions-modernes.fr



Affiche



100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex. Autres pays, nous consulter.

Commandes

Numéros disponibles

- ☐ 407 Vivre sans internet
- ☐ 409 Un autre cercle est possible
- ☐ 410 L'agonie du nucléaire
- ☐ 411 Déraciner le racisme
- ☐ 412 Slow des lents demains qui chantent ?
- ☐ 415 Au-delà de la bio, quelle agroécologie ?
- ☐ 416 Les limites des écoquartiers
- ☐ 417 Transition et engagements politiques
- ☐ 418 Sortir de la démesure
- ☐ 422 Décolonisons nos luttes
- ☐ 426 D'autres formes de démocratie
- ☐ 428 La forêt brûle
- ☐ 429 Que vivent nos 75 langues régionales !
- ☐ 431 Soutenir les lanceurs d'alertes
- ☐ 432 Loi Duflo : pour mieux se loger ?

- ☐ 433 Renverser nos manières de penser
- ☐ 434 Militer en beauté
- ☐ 435 Sauver le climat par le bas
- ☐ 437 Énergies renouvelables, un virage à prendre
- ☐ 438 Végétarisme, un peu, beaucoup, passionnément
- ☐ 439 Écologie et féminisme : même combat ?
- ☐ 440 Le nouveau de l'Éducation populaire ?
- ☐ 442 Océans, l'urgence méconnue
- ☐ 443 Nucléaire : Faut-il que ça pète pour qu'on l'arrête ?
- ☐ 444 Coopératives, question de taille

Numéros régionaux

- ☐ 408 Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron
- ☐ 414 Ain
- ☐ 419 Picardie
- ☐ 430 Corse
- ☐ 436 La Réunion
- ☐ 441 Aude et Pyrénées-Orientales

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire).
Ajoutez les frais de port (2,20 € pour un ex., 4 € pour 2 ex., 5 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s)) :

Livres



L'Écologie en 600 dates, 84 p. - 12 €

A l'occasion de ses 30 ans, la revue *Silence* propose un inventaire en 600 dates, forcément subjectif, de lectures, films, chansons, campagnes militantes et alternatives concrètes, qui ont joué un rôle dans la construction de notre réflexion et d'un nouvel imaginaire collectif.

Manuel de transition, 212 p. - 20 €

Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui devient le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.

Un écologisme apolitique ? 80 p. - 7 €

Dans ce court pamphlet, deux militants anglais, P. Chatterton et A. Cutler, proposent une critique constructive de la Transition. Ils soutiennent qu'elle aurait avantage à identifier ses "ennemis" politiques et ainsi renouer avec une approche de confrontation qui caractérise d'ordinaire les mouvements sociaux. Pour les auteur.e.s, il ne faut pas perdre de vue qu'il faut lutter pour qu'adviennent les changements souhaités.

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : * 4€ / ** 4,5€ / *** 2€. Autres pays et/ou commandes de plusieurs livres, nous consulter. Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement automatique.

Je m'abonne à Silence

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

France métropolitaine

☐ Découverte 1^{er} abonnement 6 n° 20 €

☐ Particulier 1 an 46 €

☐ Bibliothèque, association... 1 an 60 €

☐ Soutien 1 an 60 € et +

☐ Petit futé 2 ans 74 €

☐ Petit budget 1 an 32 €

☐ 5 abonnements Découverte offerts 100 €

Groupés à la même adresse

☐ par 3 ex. 1 an 115 €

☐ par 5 ex. 1 an 173 €

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1^{er} abonnement 6 n° 27 €

☐ Particulier 1 an 55 €

☐ Bibliothèque, association... 1 an 68 €

☐ Soutien 1 an 60 € et +

☐ Petit futé 2 ans 85 €

☐ Petit budget 1 an 39 €

Abonnement en ligne : www.revuesilence.net

Total de votre règlement :

Vos coordonnées

(MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Courriel :

☐ Je désire recevoir la s!berlettre mensuelle.

RUM (sera rempli par Silence) :

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

☐ 8 € par trimestre (abonnement petit budget)

☐ 11 € par trimestre (abonnement normal)

☐ € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

☐ € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Débiteur

Nom et prénoms :

Adresse :

Code Postal : Ville : Pays :

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN :

BIC :

**CRÉANCIER :
SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517**

**À retourner à Silence
(adresse ci-contre).
Joindre obligatoirement
un relevé d'identité
bancaire (RIB)
ou postal (RIP).**

Fait à : Le :
Signature :

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Réquisition citoyenne de chaises

Les membres de la campagne *Action Non-Violente COP21* ont décidé de réquisitionner des chaises de banques françaises impliquées dans l'évasion fiscale pour leur demander de restituer en échange les biens volés à la société.

243 chaises ont ainsi été réquisitionnées dans 39 banques lors d'actions non-violentes et à visage découvert en 2015.

Le 8 février 2016, 200 "faucheurs de chaises" sont venus restituer ce mobilier à proximité du Palais de justice de Paris lors de l'ouverture du procès de Jérôme Cahuzac.

Plusieurs participants à ces actions ont été convoqués par la police ou placés en garde-à-vue dans de nombreuses villes, et des menaces de procès planent sur certains d'entre eux.

"Ce ne sont pas les faucheurs de chaises qu'il faut inquiéter, mais les dirigeants des banques qui ont le plus de filiales dans les paradis fiscaux, comme la BNP, la Société Générale ou le Crédit Agricole", estime Jon Palais, porte-parole d'ANV-COP21. L'évasion fiscale priverait l'Union Européenne de 1000 milliards d'euros par an selon la Commission Européenne.



◀ Parmi les personnalités présentes, Christian Sautter, ancien secrétaire d'Etat au Budget et ancien ministre des Finances, Patrick Viveret, philosophe et ancien conseiller référendaire à la Cour des Comptes, ou encore Claude Alphandery, économiste et ancien résistant.

Cette campagne a été menée par Action Non-Violente COP21 avec Attac France, Bizi! et Les Amis de la terre. Informations sur : <http://anv-cop21.org>